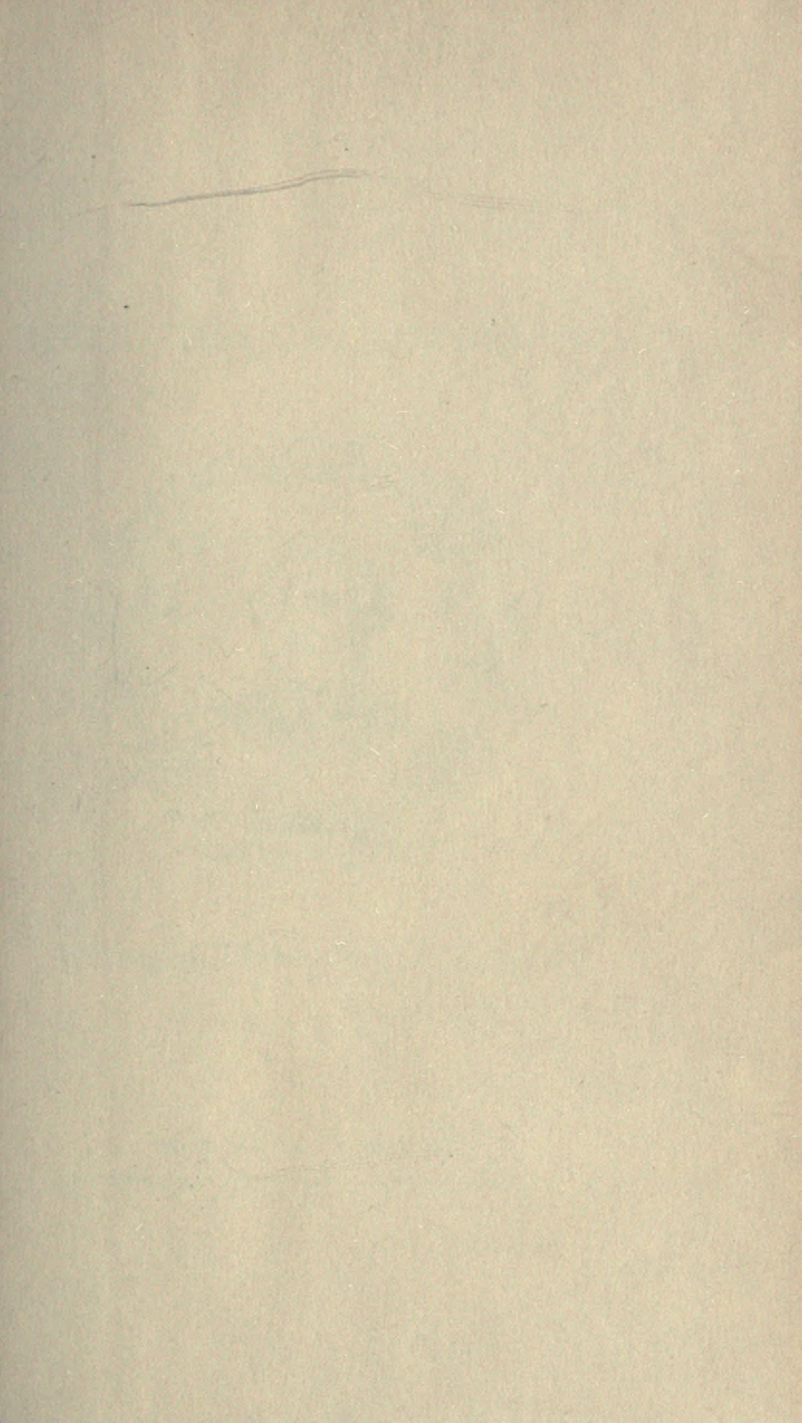


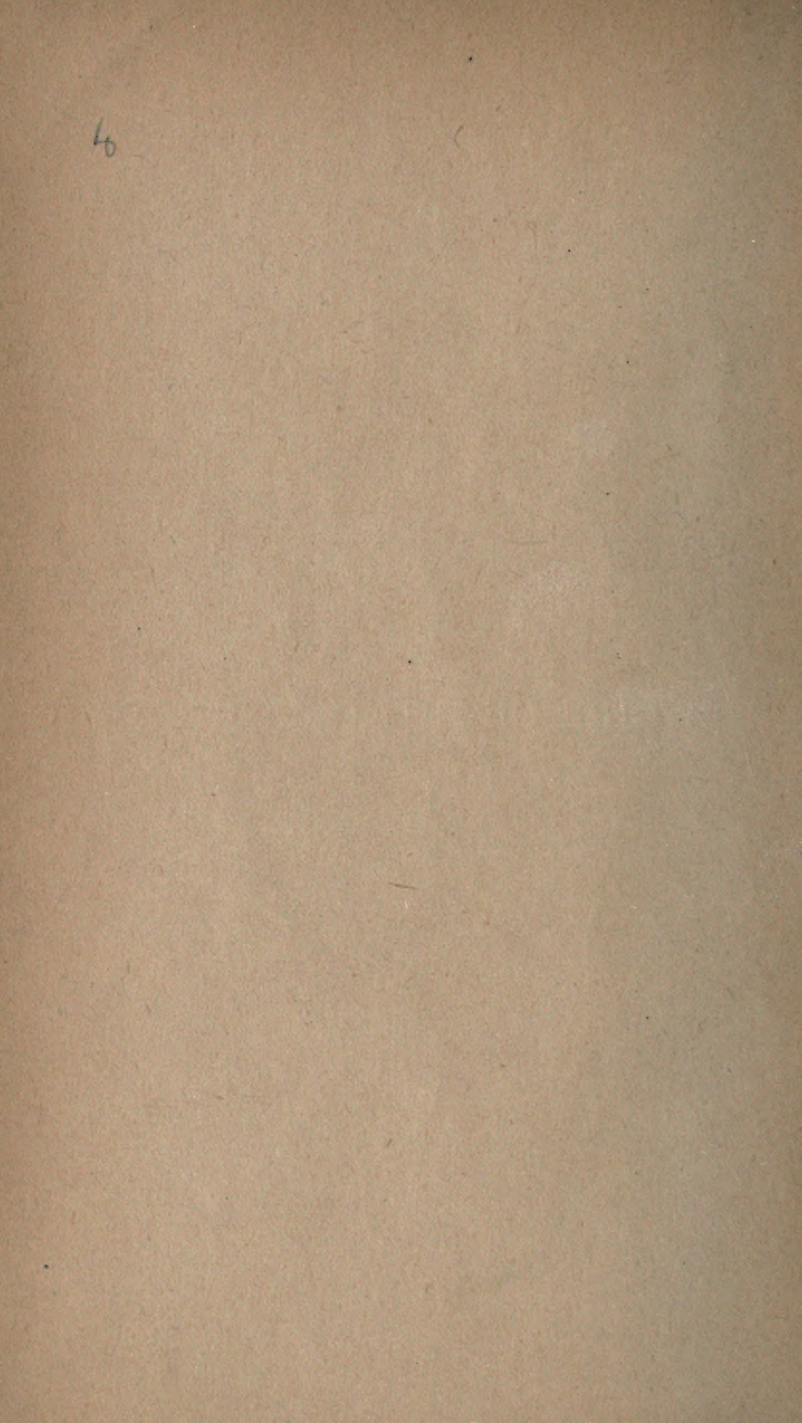
BIBLIOTHÈQUE CANADIENNE

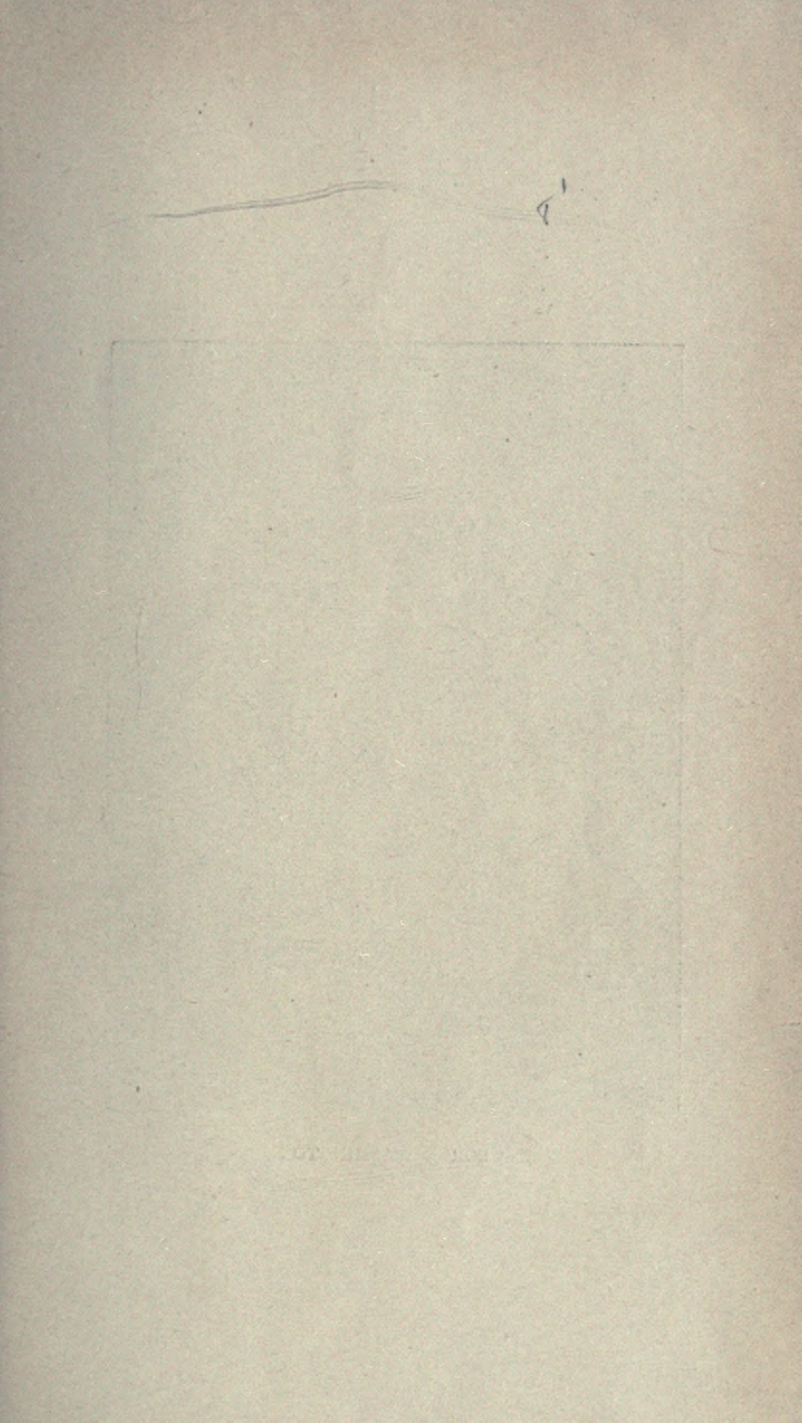


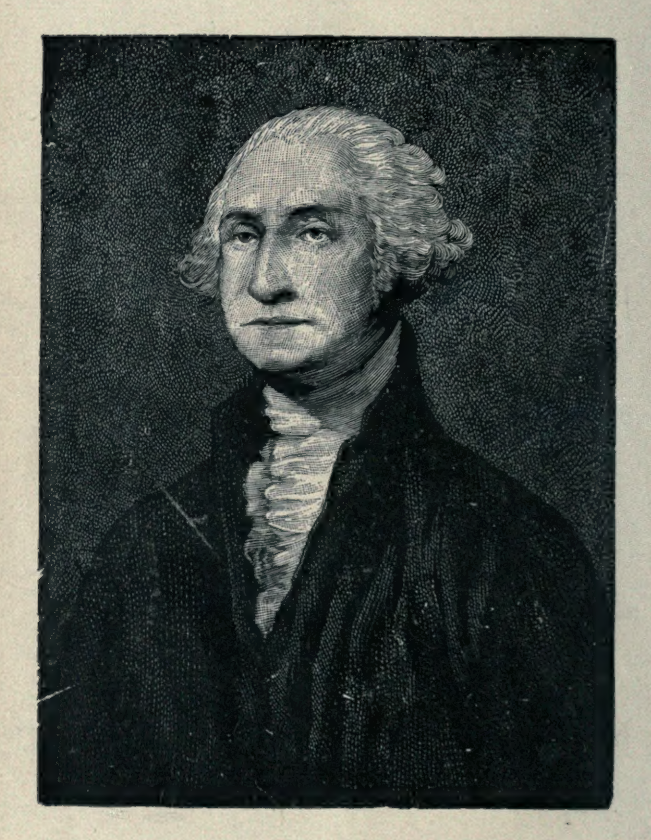
COLLECTION MONTCALM

N. 409 B

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS







GEORGE WASHINGTON

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

DEPUIS LES PREMIERS ÉTABLISSEMENTS
JUSQU'A NOS JOURS

PAR

SYLVA CLAPIN

OUVRAGE ORNÉ DE NOMBREUSES GRAVURES,
DONT UN PORTRAIT DE WASHINGTON HORS TEXTE



MONTRÉAL
LIBRAIRIE BEAUCHEMIN, LIMITÉE
79, rue St-Jacques
1913



PRÉFACE DES ÉDITEURS

Ainsi qu'on en a fait souvent la remarque, il doit paraître singulier que nombre de Canadiens instruits et connaissant l'histoire de l'antiquité et de l'Europe, aient été jusqu'à ces dernières années si peu renseignés sur les hommes et les choses des États-Unis. Nous disons : « jusqu'à ces dernières années », car, en 1896, M. DeCelles, bibliothécaire du Parlement, publiait son très remarquable travail sur la République voisine (1), travail qui a été toute une révélation en même temps qu'un enseignement des plus fructueux pour tous ceux que préoccupe l'influence grandissante prise depuis peu par les États-Unis sur les destinées du Canada.

Mais le livre de M. DeCelles est surtout un livre de bibliothèque, convenant à des esprits déjà mûris et fortifiés par des études sociales et économiques. Il manquait encore le livre classique, adapté aux élèves de nos collèges et autres établissements d'instruction secondaire. C'est là l'histoire que nous présentons aujourd'hui aux directeurs de nos maisons d'éducation, avec l'espoir qu'ils y trouveront pour leurs élèves tous les éléments d'un excellent complément à l'histoire même du Canada. En effet, les annales des deux pays ont été, à l'origine, intimement mêlées les unes aux autres, et, pour ce qui est du présent, de quelque côté que nos hommes d'État se tournent, il leur faut tenir compte de ce qui se passe à Washington, tant il importe de noter les actes de nos puissants voisins, soit pour en tirer parti ou pour nous mettre à l'abri de leurs conséquences.

Enfin, un autre enseignement doit découler nécessairement, pour les élèves, d'une étude attentive de d'histoire des États-Unis. En établissant le contraste des événements qui ont présidé à la fondation des pre-

(1) Les ÉTATS-UNIS, orgine, institutions, développement, par A. D. DeCelles, conservateur de la Bibliothèque du Parlement fédéral, membre de la Société royale du Canada, officier de l'Instruction publique de France. 1 vol. in 8°, Montréal, C. O. Beauchemin & Fils, 1896. Prix, $1.50.

mières colonies anglaises et françaises en Amérique, ils verront que le Canada ne souffre aucunement par la comparaison. Par là même, leur confiance dans les destinées de leur pays s'en trouvera plus fermement assise, et, comme le disait excellemment M. DeCelles en terminant l'introduction de son propre ouvrage, leur âme s'en trouvera derechef aimantée vers son pôle naturel, qui est la patrie canadienne.



HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

LIVRE PREMIER

La Période Coloniale

FONDATION ET DÉVELOPPEMENT DES COLONIES ANGLO-AMÉRICAINES

CHAPITRE I

LA VIRGINIE

1. **Les commencements des États-Unis.** — L'histoire des États-Unis d'Amérique, qui inaugure définitivement la part d'action de l'élément anglo-saxon pour le partage du nouveau monde, ne s'ouvre à proprement parler qu'à la fondation de la Virginie, en 1607. Avant cette date l'Angleterre avait bien déjà, à la vérité, marqué tout l'intérêt qu'elle portait aux découvertes de Christophe Colomb, par l'envoi des expéditions de Jean et Sébastien Cabot, mais le public anglais s'était vite dégoûté de prêter la main à des entreprises qui ne pouvaient lui rapporter aucun profit immédiat, et durant près de cent années encore ce ne seront, de ce côté, qu'aventures de chercheurs d'or, de flibustiers et de soldats de fortune, mêlées à trois ou quatre tentatives infructueuses pour fonder des établissements permanents, entre autres celles de sir Humphrey Gilbert (1578), de sir Walter Raleigh (1584), et de Bartholomew Gosnold (1602).

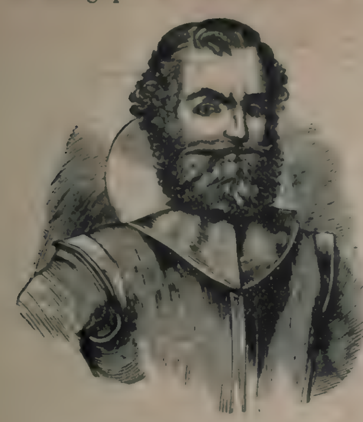
2. **Les compagnies de Plymouth et de Londres.** — En 1606, deux compagnies s'organisèrent en Angleterre, pour l'établissement de colonies en Amérique. Ces deux compagnies portaient les noms de « Plymouth » et de « Londres», et parmi les privilèges qui leur furent accordés, il était stipulé que le roi Jacques I leur donnait la jouissance de tout le littoral de l'Atlantique sis entre les 34e et 45e parallèles de latitude nord.

3. **La fondation de Jamestown.** — La compagnie de Plymouth fit, en 1607, une tentative infructueuse pour s'implanter dans cette partie du pays comprise aujourd'hui dans les limites de l'État du Maine. La compagnie de Londres fut plus heureuse, car dès les premiers mois de cette même année 1607, une expédition, commandée par le capitaine Christopher Newport, avait pu remonter la baie Chesapeake et la rivière Powhatan, et jeter sur une péninsule les bases d'un premier établissement sérieux, qui fut appelé Jamestown, en l'honneur du souverain alors régnant. On pourrait donc dire que l'année 1607 marque le point de départ de l'histoire des États-Unis, cent dix ans après le mémorable voyage de Jean Cabot.

4. **Un début difficile.** — La colonie de Jamestown comprenait cent cinq personnes, dont plus de la moitié étaient des aventuriers sans aucune aptitude pour les dures fonctions qu'ils allaient être appelés à exercer. En outre, et par un regrettable manque de jugement, la charte qui régissait la colonie stipulait que les produits du travail de tous seraient réunis en commun dans un entrepôt spécial, pour y être distribués suivant les besoins de chacun, ce qui était virtuellement un appel à l'incurie et à la paresse. Aussi les conséquences ne se firent-elles pas longtemps attendre. Des dissensions éclatèrent, dissensions aggravées par des maladies qui emportèrent un bon nombre des colons, et l'été achevait à peine que déjà l'entreprise s'annonçait comme un véritable désastre.

5. **Le « Père de la Virginie. »** — Ce fut alors que le capitaine John Smith, qui devait devenir plus tard si célèbre, obtint la haute main sur Jamestown, et sauva la colonie de la ruine. Après avoir forcé le chef indien Powhatan à lui fournir des vivres, il édicta plusieurs lois fort sages et prononça des peines sévères contre les fauteurs de discordes. Les Indiens le regardaient comme un être surnaturel, et tant qu'il fut là, leurs attaques furent assez clairsemées. Dans la suite, le capitaine John Smith fut appelé le « Père de la Virginie », et jamais surnom ne fut mieux porté, car sans l'action prompte

et énergique de ce meneur d'hommes, la tentative de la compagnie de Londres à Jamestown aurait certainement sombré dans une catastrophe complète.


LE CAPITAINE JOHN SMITH

6. **Les tribulations des colons.** — Cependant l'établissement naissant était encore loin d'avoir vu la fin de ses tribulations. Au commencement de l'année suivante, c'est-à-dire en 1608, la compagnie de Londres commit la faute de diriger sur Jamestown un bon nombre de chercheurs d'or qui, par leurs perfides conseils, amenèrent l'abandon presque complet des travaux de la terre. On devine ce qui arriva : en quelques mois les provisions furent épuisées, et la famine qui s'ensuivit durant l'hiver (1609-10) prit de telles proportions, qu'un profond découragement s'empara de tous et qu'il fut résolu d'abandonner l'entreprise. Déjà l'embarquement avait eu lieu pour le retour définitif en Angleterre, et les navires descendaient la baie Chesapeake, s'apprêtant à prendre la haute mer, lorsqu'une flottille de ravitaillement apparut au loin, conduite par lord Delaware. On revint alors en grande joie à Jamestown. L'année suivante, un autre contingent de colons fit son apparition, et l'établissement de Henrico — aujourd'hui Richmond — fut fondé.

7. **La culture du tabac.** — Les quelques essais de culture qui avaient été jusqu'ici tentés n'avaient pas tardé à démontrer que le sol de la Virginie était tout particulièrement propre, entre autres, à la production du tabac. Bientôt, et chacun étant enfin revenu de ses illusions à propos de l'or, on se livra avec ardeur à la culture de la plante à Nicot, et dans la suite ce fut là l'occupation principale des Virginiens. Chaque année, des milliers de quintaux de la précieuse plante furent exportés en Angleterre, où sir Walter Raleigh l'avait déjà mise à la mode, et l'industrie de la production et de la préparation du tabac devint, à partir de cette époque, un élément important dans l'histoire matérielle, politique et sociale de la Virginie.

8. **La première assemblée.** — Les assises de la nouvelle colonie étant maintenant fermement établies, les colons obtinrent de la compagnie de Londres le droit de se choisir une assemblée délibérante, sauf la réserve de présenter d'abord les différents projets de loi à la compagnie pour en obtenir la sanction définitive. Tout homme libre avait le droit de voter, et chaque « plantation » envoyait deux représentants.

La première assemblée comprenait vingt-deux membres, et se réunit à Jamestown en 1619. C'était là aussi la première assemblée délibérante, chargée de proposer des lois, qui s'était jusqu'alors réunie en Amérique.

9. **Les premiers esclaves.** — Cette même année 1619, qui marquait l'origine du pouvoir représentatif en Amérique, est rendue doublement mémorable par l'introduction de l'esclavage ou de la traite des noirs. Un navire hollandais apparut cette année-là devant Jamestown, offrant en vente aux colons une vingtaine de nègres capturés en Guinée. Tous ces noirs furent achetés avec empressement et mis au travail sur les plantations. On trouva l'opération si profitable qu'elle fut renouvelée peu après, à l'apparition d'autres navires chargés de noirs, et quelques années s'étaient à peine écoulées que déjà l'institution de l'esclavage s'était fermement implantée partout où les Anglais fondèrent de nouveaux établissements dans le sud.

10. **Les guerres avec les Indiens.** — Jusque-là les Indiens, parmi lesquels grondait cependant un ressentiment de plus en plus violent contre les nouveaux arrivés, s'étaient gardés d'organiser contre eux une levée générale de boucliers. Mais en 1623, éclata un soulèvement qui mit la colonie à deux doigts de sa perte. Le 22 mars de cette même année est surtout une date mémorable dans les annales de la Virginie. Ce jour-là, les sauvages se jetèrent sur les colons, au moment où ceux-ci étaient à l'ouvrage, et dans l'espace d'une heure ils en firent un effroyable massacre, et en tuèrent trois cent quarante-sept. Une guerre féroce, impitoyable, éclata alors, et se poursuivit presque sans relâche, au milieu de péripéties diverses, jusqu'en 1646, où la paix fut enfin conclue de côté et d'autre.

11. **La Virginie devient dépendance de la Couronne.** — En 1624, le roi Jacques I, prenant ombrage de l'esprit de liberté et d'opposition qui présidait aux délibérations de la compagnie de Londres, résilia la charte de cette société et déclara la Virginie colonie royale sous le contrôle direct de la couronne d'Angleterre. Depuis lors

jusqu'à la guerre de l'Indépendance, la Virginie se fit toujours un point d'orgueil de sa fidélité à la famille royale, et même quand Cromwell usurpa la couronne et se proclama dictateur, il ne put venir à bout de l'obstination des colons qu'après trois années de luttes. En 1652, cependant, la colonie fut forcée de céder : le gouverneur royal, sir William Berkeley, fut révoqué, et un colon puritain du Maryland, nommé Bennet, fut nommé à sa place.

12. **La révolte de Bacon.** — A la restauration de Charles II, en 1660, la Virginie déclara de nouveau son allégeance à la couronne anglaise, et sir William Berkeley fut rappelé à son poste. Il s'ensuivit alors, en manière de représailles, un tel régime d'intolérance religieuse, avec aggravation d'impôts écrasants, qu'une révolte éclata, conduite par Nathaniel Bacon, un jeune planteur fort populaire, que les mécontents avaient mis à leur tête.

Les insurgés furent victorieux. Le gouverneur Berkeley fut chassé de Jamestown, et l'on décréta de nouvelles lois pour le soulagement de la colonie. Sur ces entrefaites, cependant, Bacon mourut presque subitement, alors que son œuvre était couronnée d'un plein succès, et personne ne s'étant présenté pour le remplacer, ses adhérents se dispersèrent, laissant la partie belle à sir Berkeley, qui revint en toute hâte à Jamestown et se ressaisit du pouvoir. Son triomphe, d'ailleurs, ne devait pas lui porter bonheur, car le roi Charles II, alarmé de l'esprit de vengeance qui était l'essence même de toute son administration, le rappela enfin définitivement en 1677 en Angleterre, où il mourut peu de temps après. A quelque temps de là, l'ancien gouvernement provincial était rétabli, gouvernement qui devait durer jusqu'à la guerre de l'indépendance.

13. **La prospérité de la Virginie.** — A la fin de la période coloniale, la Virginie, qui avait eu des débuts si précaires, était en pleine prospérité et comptait au delà d'un demi-million d'habitants. L'ancienne capitale, Jamestown, avait été abandonnée pour cause d'insalubrité, et le siège du gouvernement avait été transféré à Williamsburg. C'est en cette ville, fondée à l'endroit même où Bacon et ses adhérents avaient prêté le serment de résister aux troupes royales, que fut établi le célèbre collège « William and Mary », dont l'influence fut toujours si décisive en matière d'éducation par toute la Virginie, et qui est encore aujourd'hui l'une des institutions les plus florissantes des États-Unis

14. **Résumé.** — La Virginie, qui est la plus ancienne colonie anglaise d'Amérique, fut fondée en 1607 par la compagnie de Londres, une association de marchands qui désirait étendre ses opérations en Amérique. La charte royale instituait pour les colons une forme de gouvernement des plus défectueuses. La maladie, les privations et les querelles intestines amenèrent la colonie à deux doigts de la ruine. Le capitaine John Smith en fut le sauveur. Peu après, on se montra plus scrupuleux sur le choix des nouveaux colons, et tout le pays s'en ressentit. Les sauvages enseignèrent aux planteurs la culture du tabac, qui devait devenir en peu de temps la principale source de richesse de la colonie. En 1619, la première assemblée coloniale tint ses délibérations, et en cette même année les premiers esclaves noirs furent amenés d'Afrique. Dix-sept ans après la fondation de Jamestown, le roi Jacques I résilia la charte de la compagnie de Londres et créa la Virginie colonie royale. L'intolérance du gouverneur Berkeley précipita la guerre civile, connue dans l'histoire de la colonie sous le nom de Révolte de Bacon, et qui ne devait prendre fin qu'à la mort de ce dernier. La Virginie a toujours joué un rôle prépondérant durant toute la période coloniale.

CHAPITRE II

NEW-YORK, NEW-JERSEY ET DELAWARE

15. **Les découvertes de Hudson.** — Le territoire aujourd'hui compris dans les limites de l'État de New-York a d'abord été colonisé par les Hollandais. Dès l'année 1609, Henry Hudson, un Anglais au service de la compagnie des Indes de Hollande, avait abordé à Long Island, à la recherche d'un passage pour les Indes, et avait remonté le cours d'une magnifique rivière, que l'on nomma rivière Hudson, du nom de son découvreur. Peu après cette expédition, Hudson revint en Europe, et ne jugea plus à propos de poursuivre de nouvelles entreprises.

16. **Premiers établissements hollandais.** — En 1613, un parti d'aventuriers hollandais, se réclamant des découvertes de Hudson, fonda un établissement sur les rives de la rivière Hudson, et un fort fut construit sur l'île Manhattan, à l'endroit où se trouve aujourd'hui l'extrémité de la ville de New-York. On donna à la nouvelle colonie le nom de Nouvelle-Amsterdam, puis l'on appela Nouvelle-Hollande tout le territoire compris entre le cap Cod et la baie Delaware. Plusieurs postes de commerce furent aussi établis le long de l'Hudson, jusqu'au fort Orange, qui se trouvait sur le site actuel de la ville de Albany. Vers le même temps, les Hollandais

se répandirent jusque dans le New-Jersey, s'établissant à Bergen en 1622, et plus tard fondant le bourg Elisabeth.

17. **Les Suédois dans le Delaware.** — En 1638, une colonie suédoise s'implanta dans le Delaware, et jeta les bases d'un premier établissement près de l'endroit ou se trouve aujourd'hui la ville de Wilmington. Les colons de la Nouvelle-Hollande, qui réclamaient le Delaware comme territoire leur appartenant, ne pouvaient manquer de prendre ombrage d'un tel voisinage. Ils protestèrent énergiquement à plusieurs reprises contre les procédés peu honnêtes dont on usait à leur égard, n'attendant qu'une occasion propice pour passer des paroles aux actes.

18. **Le gouverneur Stuyvesant.** — Cette occasion ne tarda pas à se présenter. Les Suédois du Delaware, ayant poussé le mépris des droits du voisin jusqu'à s'emparer d'un petit fort hollandais et déclarer toute la garnison prisonnière, le gouverneur Stuyvesant n'en demanda pas plus pour se donner une raison d'envahir le pays ennemi. Il rassembla une armée, et ayant marché contre les Suédois, il les défit en plusieurs rencontres, après quoi il pacifia le territoire conquis et le réunit à la Nouvelle-Hollande. Cela se passait en 1655.

19. **La chute du pouvoir hollandais.** — Cependant, la couronne anglaise n'avait jamais cessé de réclamer à son tour le pays compris dans les limites de la Nouvelle-



NEW-YORK EN 1656

Hollande, en se fondant pour cela sur les découvertes antérieures de Jean Cabot. En 1664, une flotte anglaise fit subitement son apparition devant la Nouvelle-Amsterdam. L'établissement n'était aucunement en état de soutenir un siège, et de plus les habitants étaient fatigués de la tyrannie du gouverneur Stuyvesant.

Aussi, en dépit des fureurs de ce fonctionnaire, la colonie capitula sans coup férir et tout le territoire passa sous la domination de l'Angleterre, la Nouvelle-Amsterdam échangeant son nom en celui de New-York, en l'honneur du duc de York, frère de Charles II. Neuf ans après ces événements, une flotte hollandaise put reprendre la colonie aux Anglais, et durant une année entière les Hollandais furent de nouveau les maîtres. Un traité fut ensuite passé entre la Hollande et l'Angleterre, aux termes duquel tout le pays fut enfin définitivement cédé à la couronne anglaise.

20. **Le Delaware et le New-Jersey.** — En prenant possession de la Nouvelle-Hollande, le duc de York vendait le New-Jersey à deux de ses amis, dont l'un, sir George Carteret, qui avait déjà été gouverneur de l'île de Jersey, donna son nom à la nouvelle colonie. Quant au Delaware, il fut détenu comme faisant partie de la province de New-York.

En 1682, ces deux colonies furent transférées à William Penn, qui venait alors de fonder la Pennsylvanie. Le Delaware resta ainsi jusqu'à la révolution. Le New-Jersey revint à la couronne anglaise en 1702 à titre de province de l'État de New-York, et cet état de choses se maintint jusqu'en 1738, après quoi ce territoire fut de nouveau détaché de New-York, et eut un gouvernement en propre.

21. **Résumé.** — La Hollande, se réclamant des découvertes de Hudson, déclara comme lui appartenant tout le territoire compris entre le cap Cod et la baie Delaware. Plusieurs établissements florissants furent fondés, et les émigrants affluèrent de partout. Le gouverneur Stuyvesant, prenant prétexte d'un acte d'hostilité des Suédois du Delaware, envahit ce territoire et le déclara annexé à la Nouvelle-Hollande. Cependant l'Angleterre, se fondant sur les découvertes de Cabot, n'avait jamais cessé à son tour d'affirmer ses droits de propriétaire. En 1664, une flotte anglaise parut devant la Nouvelle-Amsterdam, et toute la colonie dut capituler, la capitale prenant alors le nom de New-York. Par un traité passé subséquemment avec la Hollande, les droits de l'Angleterre furent définitivement reconnus.

CHAPITRE III

LA NOUVELLE-ANGLETERRE

(MASSACHUSETTS, RHODE-ISLAND, NEW-HAMPSHIRE, CONNECTICUT)

22. **Les troubles religieux en Angleterre.** — Les troubles religieux auxquels l'Angleterre était en proie au

commencement du dix-septième siècle, devaient être la cause directe de la fondation de plusieurs autres colonies en Amérique. Nombre de fidèles, qui désiraient adorer Dieu à leur guise, affluèrent alors vers les rives du nouveau monde. C'est ainsi que l'on doit aux puritains la fondation de la Nouvelle-Angleterre en 1620, et aux catholiques celle du Maryland en 1632. Quelque cinquante ans plus tard, ce sera aussi à une même cause que l'on devra l'établissement des quakers dans la Pennsylvanie.

23. **Les premiers puritains.** — Après avoir fait main basse sur les biens du clergé catholique, et avoir rendu la vie intolérable à tous ceux qui ne se ralliaient pas au culte de la réforme, les protestants d'Angleterre se trouvèrent eux-mêmes divisés en deux grands partis : l'un qui se prononçait pour l'église anglicane, telle que constituée par Henri VIII, tandis que l'autre n'entendait se rallier qu'aux formes plus rigoureuses en usage parmi les calvinistes. Ce sont ces derniers qui, pour cette raison, ont été appelés Séparatistes ou Puritains.

24. **Le départ du « Mayflower ».** — Pour échapper aux exactions décrétées contre eux, nombre de puritains étaient émigrés en Hollande, où ils demeurèrent onze ans. Au bout de ce temps, ayant entendu parler de l'Amérique, ils projetèrent d'aller y fonder un établissement. Une charte, faite au nom du Conseil de Plymouth, leur ayant été accordée par le roi Jacques I, un premier contingent d'émigrants se rendit en Angleterre, faisant enfin voile de Plymouth, sur le « Mayflower », le 6 septembre 1620.

25. **L'arrivée à Plymouth.** — Le capitaine du « Mayflower » avait mis le cap sur un point du continent américain, avoisinant l'embouchure de la rivière Hudson, mais le navire fut entraîné plus au nord qu'on ne le voulait, et la première terre aperçue fut la côte aride du cap Cod. On employa plusieurs jours à chercher un endroit de débarquement convenable. Enfin, le 22 décembre 1620, le « Mayflower » jeta l'ancre dans une superbe rade à laquelle on donna le nom de Plymouth.

26. **Les angoisses des nouveaux colons.** — On peut imaginer quelles furent alors les sensations de cette centaine de pauvres émigrants, ainsi jetés, par une triste journée de décembre, sur une rive inconnue et qu'ils avaient toutes raisons de croire inhospitalière. D'un côté était toute l'immensité de la forêt primitive, de l'autre l'étendue morne de l'Atlantique ; et pour ajouter

à leurs angoisses, ils n'avaient que fort peu de vivres et ils se trouvaient subitement exposés à toutes les rigueurs de l'hiver, sans même un toit pour s'abriter.

27. **Tout le monde à l'œuvre.** — Les passagers débarqués du « Mayflower » étaient au nombre de cent deux personnes, tant hommes que femmes et enfants. Ils se mirent à l'œuvre sans retard, se construisant à la hâte quelques huttes, et se servant de papier huilé en guise de vitres pour les fenêtres. L'hiver où l'on venait d'entrer fut terriblement froid, et la maladie et les privations firent en peu de temps des ravages effroyables. Cependant, telle était la détermination des colons, que pas un d'entre eux ne voulut retourner en Angleterre, quand le « Mayflower » remit à la voile au retour de la belle saison.

28. **Les relations avec les Indiens.** — Dès les premiers mois de 1621, la colonie reçut la visite de Masasoit, roi de la tribu des Wampanoags, et l'un des plus puissants chefs indiens de la région. Masasoit souhaita cordialement la bienvenue aux nouveaux arrivés, et contracta avec eux un pacte d'amitié dont les termes furent fidèlement observés de part et d'autre durant au delà de trente ans.

29. **Les progrès de la colonie.** — Jusqu'en 1623, année où l'on obtint une abondante récolte, les colons de Plymouth durent endurer de pénibles privations. Mais cette année-là, avec la venue de l'abondance, l'aspect de la situation changea du tout au tout. D'autres contingents de nouveaux colons continuèrent à arriver chaque année, se répandant de plus en plus au loin. En 1628, John Endicott put s'établir, avec un noyau de colonie assez considérable, en un endroit du littoral qu'il nomma Salem. Deux ans plus tard, la compagnie du Massachusetts fut constituée, les nouveaux arrivés fondant Boston et plusieurs autres localités adjacentes.

30. **Les persécutions religieuses.** — On aurait pu supposer que des hommes qui avaient souffert pour leur foi, eussent dû apprendre, sous les dures leçons de la persécution, à respecter les opinions religieuses du prochain. Mais cela fut loin d'être le cas avec les premiers puritains du Massachusetts. L'histoire ne peut avoir, certes, que des éloges à leur décerner pour le noble esprit qui les poussa à dire adieu à leur terre natale, en même temps que pour leur indomptable énergie ; mais cela ne fait que rendre plus profondément regrettable le terrible régime d'intolérance qu'ils jugèrent à propos d'inaugurer dès les débuts de la colonie.

31. **Déchaînement de l'intolérance.** — Nombre des colons avaient conservé la plus grande vénération pour le culte et les pratiques de l'église anglicane, et refusaient de se soumettre aux règlements des puritains. Le gouverneur Endicott, ayant fait mander tous les récalcitrants, les condamna à être renvoyés en Angleterre, tandis que les peines les plus sévères étaient édictées contre ceux qui seraient tentés d'imiter leur exemple.

Ce fut bien pis pour les quakers, car en 1656 quatre d'entre eux furent mis à mort, tandis que d'autres étaient exilés, et d'autres encore étaient jetés en prison après avoir subi la peine infamante du fouet.

En 1692, un véritable vent de folie religieuse souffla sur toute la colonie, provoqué par ce qu'on appelait la « sorcellerie » de quelques femmes de Salem. Une vingtaine de personnes furent mises à mort, et l'on ne compta plus celles qui furent soumises à la torture ou jetées en prison.

32. **Le pasteur Roger Williams.** — L'esprit d'intolérance des puritains de la Nouvelle-Angleterre eut cependant son bon côté, car, dans une très large mesure, il contribua à la colonisation plus hâtive des territoires environnants du Rhode-Island, du Connecticut et du New-Hampshire. C'est ainsi, par exemple, que le Rhode-Island, entre autres, doit surtout son origine à Roger Williams, un jeune pasteur baptiste banni de la colonie en 1635 pour ses opinions religieuses.



L'ÉGLISE OÙ PRÊCHA ROGER WILLIAMS, A SALEM (Cette maison existe encore.)

33. **La fondation du Rhode-Island.** — Plusieurs limiers avaient été lancés par le gouverneur Winthrop sur les traces de Roger Williams, avec ordre de l'embarquer coûte que coûte à bord d'un navire retournant en Angleterre. Mais le fugitif déjoua toutes ces poursuites, et, après avoir erré çà et là durant trois mois, en plein hiver, à travers la solitude désolée de ces nouvelles régions, il parvint enfin, avec quelques compagnons, sur les bords de la baie Narragansett, où il fonda un

établissement que, dans sa piété religieuse et par reconnaissance pour la divinité tutélaire qui avait jusqu'alors protégé ses pas, il ne crut mieux faire que d'appeler Providence. Durant plusieurs années, cette colonie transigea ses propres affaires sans l'intervention de personne ; mais en 1643, Roger Williams, étant allé en Angleterre, put obtenir pour son œuvre l'octroi d'une charte royale qui fixait définitivement les destinées du Rhode-Island.

34. **Les origines du New-Hampshire.** — L'histoire coloniale du New-Hampshire est intimement mêlée à celle du Massachusetts. C'est en 1623 que les premiers établissements furent fondés, à Dover et à Portsmouth. A plusieurs reprises, le New-Hampshire jugea bon de contracter alliance avec le Massachusetts, et même avec New-York, pour des fins de protection mutuelle contre les sauvages et les Français du Canada, et ce ne fut qu'en 1741 que cet État fut définitivement érigé en province distincte et séparée.

35. **Les commencements du Connecticut.** — Le Connecticut fut d'abord colonisé par les Hollandais, qui réclamaient le pays comme faisant partie du territoire de la Nouvelle-Hollande, et qui construisirent même un fort sur le site présentement occupé par la ville de Hartford. Cependant, ils ne firent aucun effort sérieux pour se fixer dans le pays, et les émigrants anglais, bannis du Massachusetts, eurent le champ libre quand, en 1634, ils y fondèrent leurs premiers établissements.



LE « CHARTER OAK » DU CONNECTICUT

36. **La charte du Connecticut.** — Les colons du Connecticut furent d'abord placés sous le protectorat du Massachusetts, mais en 1662, le roi Charles II leur octroya une charte leur donnant le droit d'élire leur gouverneur et leurs représentants. En 1687,

sir Edmund Andros, alors gouverneur de la Nouvelle-Angleterre, et qui exerçait un joug véritablement despotique, voulut forcer le Connecticut à lui remettre cette charte, ce qu'on évita en allant cacher subrepticement le précieux document dans le tronc d'un vieux chêne, qui pour cette raison fut nommé « Charter Oak ». Cette charte, que l'on dit être l'instrument politique le plus libéral qui ait jamais été octroyé par un monarque, ne put cependant être remise en vigueur qu'en 1689, après le départ de sir Andros.

37. **Résumé.** — Un certain nombre de puritains, fuyant les persécutions, s'étaient réfugiés en Hollande. Entendant parler de l'Amérique, ils résolurent d'aller s'y établir. Ils firent voile en 1620 sur le « Mayflower », et débarquèrent en un point de la côte du Massachusetts qu'ils nommèrent Plymouth. Les commencements furent fort pénibles, mais peu à peu, et avec la venue de nouveaux émigrants, la colonie put atteindre un degré remarquable de prospérité. En 1628, Salem fut fondé, et deux ans plus tard, la compagnie du Massachusetts jeta les assises de Boston. Les puritains se montrèrent fort intolérants en matière religieuse, et même à plusieurs reprises un véritable règne de terreur fut inauguré, non seulement contre les catholiques, mais même contre tous les dissidents protestants qui ne voulaient pas se rallier aux pratiques rigoureuses de la majorité. L'un de ces dissidents, frappé de la peine d'exil, s'enfuit dans la direction du sud, où il fonda une colonie distincte sous le nom de Rhode-Island. Pendant longtemps, le New-Hampshire fut intimement allié au Massachusetts, et ce ne fut qu'à partir de 1741 qu'il devint une province distincte. Le Connecticut fut fondé en 1634, et obtint en 1662 une charte extrêmement libérale. Sir Edmund Andros fit une tentative pour s'emparer de cette charte, mais il échoua, et après le départ de ce gouverneur, le Connecticut reprit la conduite de ses destinées.

CHAPITRE IV

LE MARYLAND

38. **Le premier lord Baltimore.** — On doit la fondation du Maryland à sir George Calvert, dont le nom fut plus tard changé en celui de lord Baltimore. Sir Calvert était un homme d'État distingué, qui avait déjà occupé la charge de secrétaire d'État sous le règne de Jacques I. C'était aussi un fervent catholique, dont le cœur généreux ne pouvait manquer d'être touché devant les persécutions auxquelles ses coreligionnaires étaient en tout temps exposés en Angleterre.

39. **La charte du Maryland.** — Désirant obtenir un

asile pour lui et les siens en Amérique, il mit à la voile pour la Virginie ; mais ne trouvant pas, dans cette colonie, l'accueil bienveillant auquel il s'attendait, il tourna son attention du côté de la région du nord située au-delà de la rivière Potomac, et après s'être assuré que ce territoire était inoccupé, il revint en Angleterre, et obtint de Charles I, en 1632, la concession de la nouvelle colonie qu'il désirait établir, et qui fut appelée Maryland, en l'honneur d'Henrietta Maria, femme du roi.



GEORGE CALVERT,
premier lord Baltimore

40. **Les premiers émigrants du Maryland.** — Sir George Calvert mourut peu de temps après en transférant ses titres et ses droits à son fils aîné Cecil Calvert. Celui-ci commença immédiatement ses préparatifs, qui furent poussés avec une telle activité que, dès le mois de novembre 1633, deux cents émigrants purent se mettre en route sur deux vaisseaux. Les nouveaux colons arrivèrent au large des côtes de la Virginie en février suivant, et après un temps d'arrêt pour se reposer des fatigues du voyage, ils remontèrent la rivière Potomac, et choisissant un emplacement qui leur parut avantageux, ils effectuèrent, le 25 mars 1634, leur débarquement définitif sur la terre promise.

41. **La fondation de St Mary's.** — Leur premier acte fut de planter une croix, et de rendre grâces à Dieu qui les avait conduits sans accident à travers l'immense Océan. Ils prirent ensuite possession du pays au nom de leur souverain, et traitèrent les Indiens, qui étaient accourus à leur rencontre, avec la plus grande bienveillance ; ils leur achetèrent des terres et des récoltes, puis organisèrent leur premier établissement, auquel ils donnèrent le nom de St Mary's.

42. **La libéralité des catholiques du Maryland.** — Le trait le plus caractéristique de l'œuvre du second lord Baltimore, c'est l'extrême tolérance religieuse qui pré-

sidait aux rapports des colons. Les nouveaux arrivés étaient laissés parfaitement libres d'adorer Dieu comme ils l'entendaient, et alors que tout autour, et particulièrement en Virginie, la persécution était la règle, on invitait cordialement tous les déshérités et les malheureux à venir se réfugier au Maryland.

43. **La révolte de Claiborne.** — Avant l'arrivée de l'expédition, un colon de la Virginie, nommé Claiborne, avait établi un poste de commerce sur l'île Kent, située dans la baie Chesapeake, et dans les limites du Maryland. Ayant été forcé d'abandonner son poste, il en conçut un vif ressentiment, et après s'être recruté des adhérents, il organisa une révolte et réussit à renverser le gouvernement légitime. Le gouverneur, Léonard Calvert, frère de lord Baltimore, dut s'enfuir en Virginie en 1645, et alors Claiborne put exercer ses vengeances en toute impunité. Il opprima, dépouilla et exila tous les amis de Calvert, parmi lesquels était le vénérable père White qui, avec d'autres missionnaires, fut mis dans les fers et renvoyé en Angleterre.

44. **Le Maryland passe sous la dictature de Cromwell.** — Lord Baltimore put reprendre, en 1646, l'exercice de ses droits. Mais il n'était pas, pour tout cela, au bout de ses tribulations, car trois ans plus tard, le Maryland s'étant avisé de tenir tête à Cromwell en déclarant ne vouloir reconnaître que Charles II pour souverain légitime, Claiborne, que l'on a appelé le « mauvais génie du Maryland », put réussir une seconde fois à se rendre maître du gouvernement de la colonie. Le Maryland devint une dépendance sujette au bon vouloir du parlement de Cromwell, et ce ne fut qu'en 1658 qu'un édit du dictateur rendit à lord Baltimore la plénitude de ses droits.

45. **Les troubles religieux.** — En 1692, le roi Guillaume d'Angleterre ayant annulé la charte de lord Baltimore, le Maryland fut créé dépendance royale, et le premier acte de la nouvelle assemblée de la colonie fut de déclarer la religion anglicane la seule religion d'État, et d'édicter des lois oppressives contre les catholiques. Ainsi, ces derniers se trouvaient privés du droit de pratiquer leur religion dans les limites mêmes du territoire où ils avaient donné à l'origine un si bel exemple de tolérance ; bien plus, ceux qui les persécutaient de la sorte étaient ceux-là mêmes auxquels ils avaient offert asile. Qui le croirait ? ces lois barbares et indignes d'une nation civilisée, ne furent même entièrement abolies qu'en 1776, c'est-à-dire près d'un siècle plus tard.

46. Le Maryland resta colonie royale jusqu'en 1715. Le

cinquième lord Baltimore ayant alors renoncé à la religion catholique, reprit possession des droits de sa famille, et sous son fils Frederick Calvert — qui fut le sixième et dernier lord Baltimore — l'ancien gouvernement fut rétabli et demeura en vigueur jusqu'à la Révolution.

En 1662, le siège du gouvernement fut transféré de St Mary's à Annapolis, ainsi nommée en l'honneur de la reine Anne, et en 1729 la ville de Baltimore fut fondée.

47. **Résumé.** — Sir George Calvert, désirant trouver un refuge pour les catholiques persécutés en Angleterre, obtint du roi la concession du territoire de la Virginie situé au nord de la rivière Potomac. Le premier établissement, St Mary's, fut fondé en 1634. La charte de la colonie était extrêmement libérale. Tous les chrétiens, de quelque dénomination qu'ils fussent, partageaient les mêmes droits égaux. Un colon de la Virginie du nom de William Claiborne, et qui s'était établi sur une île du Potomac, ayant refusé de reconnaître l'autorité du gouverneur, des hostilités éclatèrent et Claiborne et ses adhérents renversèrent le gouvernement légitime. Dans la suite le gouverneur Calvert put reprendre l'exercice de son autorité, mais ce ne fut cependant qu'en 1658 qu'un édit de Cromwell rendit à la famille des lords Baltimore la plénitude de leurs droits. En 1692, la charte du Maryland fut résiliée, et la province devint dépendance royale. Enfin, en 1715, le cinquième lord Baltimore ayant abjuré la foi de ses pères pour embrasser la religion anglicane, l'ancien gouvernement fut définitivement rétabli.

CHAPITRE V

LA PENNSYLVANIE

48. **Le fondateur de la Pennsylvanie.** — En 1681, les premiers établissements européens dans la Pennsylvanie furent inaugurés sous les auspices de William Penn, jeune Anglais qui s'était rallié à la secte des quakers et qui avait dû déjà endurer pour cela plusieurs persécutions. A la fin, poussé à bout, il résolut lui aussi, à son tour, de chercher asile dans le nouveau monde, et après avoir obtenu du roi Charles II la concession d'un territoire considérable, en règlement d'une dette que la couronne devait à sa famille, il s'occupa incessamment de rassembler son premier contingent d'émigrants.

49. **Les commencements de Philadelphie.** — Les premiers colons de la Pennsylvanie arrivèrent en 1681, et s'établirent sur les bords de la rivière Delaware. William Penn arriva lui-même l'année suivante, avec deux mille colons, surtout choisis dans les rangs des quakers, et dès son débarquement il jeta les fondations de la ville actuelle de

Philadelphie, c'est-à-dire de la « ville de l'amour fraternel ».

50. **William Penn et les Indiens.** — Le premier soin de Penn fut de se gagner l'affection des Indiens. Il alla au-devant d'une délégation que lui avaient envoyée plusieurs tribus, et s'adressant aux délégués il leur dit : « Vous pouvez être assurés de notre bonne foi et de notre bonne volonté ; vous pourrez lire en nos cœurs, en tout temps, comme en un livre ouvert, car il nous répugnerait de faire usage, vis-à-vis de vous, d'un avantage injustifiable ».



WILLIAM PENN

51. **Traité avec les Indiens.** — Les Indiens, touchés de tant de franchise s'exprimèrent à leur tour comme suit : « Nous chérirons et protégerons William Penn et les siens aussi longtemps que le soleil et la lune nous éclaireront ». William Penn tint sa parole : il acheta toujours aux sauvages les terres sur lesquelles il s'établissait et signa avec eux un traité dont les conditions furent fidèlement observées durant au delà de soixante-dix ans.

52. **Le gouvernement de la Pennsylvanie.** — Le gouvernement de la Pennsylvanie fut, dès l'origine, modelé sur les principes les plus larges de la tolérance et de la liberté. A l'exemple de lord Baltimore, dans le Maryland, William Penn donna pour base aux institutions du pays la liberté civile et religieuse, et ce n'est pas trop s'avancer que d'attribuer à ce point de départ si sage et si pratique le rapide avancement que la Pennsylvanie ne tarda pas à prendre, dès l'origine, en population, en richesse, et en importance. Dans la suite, William Penn retourna plusieurs fois en Angleterre, où il mourut en 1718, à l'âge avancé de soixante-quinze ans. Lors de la guerre de la Révolution, les réclamations de ses descendants furent achetées par le « Commonwealth » de la Pennsylvanie.

53. **Résumé.** — Le roi d'Angleterre concéda à un riche

quaker, nommé William Penn, une étendue de territoire de 40,000 milles carrés, à l'ouest du Delaware, en paiement d'une dette qu'il devait au père de Penn. Ce territoire fut appelé Pennsylvanie. Les premiers colons s'établirent en 1681, et l'on fonda Philadelphie. La colonie fut bien gouvernée, et William Penn défendit sévèrement les persécutions religieuses. On entretint avec les Indiens d'excellentes relations de bon voisinage, et non seulement les quakers affluèrent de toutes parts, mais aussi les émigrants irlandais et allemands. Les héritiers de William Penn continuèrent à gouverner la Pennsylvanie jusqu'à la fin de la période coloniale.

CHAPITRE VI

LES CAROLINES ET LA GÉORGIE

54. **Les Carolines du Nord et du Sud.** — Les premiers établissements, dans les Carolines du Nord et du Sud, datent du milieu du dix-septième siècle. Ces établissements furent l'œuvre de colons de la Virginie, qui avaient dû s'enfuir pour cause de persécutions religieuses et qui, s'étant acheminés plus au sud, se fixèrent enfin près du détroit appelé dans la suite détroit Albermarle, du nom du duc de Albermarle, qui fut, en 1663, l'un des premiers concessionnaires du territoire, de par l'autorité du roi Jacques II.

55. **Fondation de Charleston.** — Peu de temps après, quelques émigrants venus du Massachusetts s'établirent près du cap Fear. Les premiers possesseurs du sol attirèrent l'émigration par une forme libérale de gouvernement, et par les grandes facilités d'achats de terres qu'ils offraient aux nouveaux colons. Dans la suite, les établissements s'étendirent jusque sur les bords des rivières Ashley et Cooper, et Charleston fut fondé en 1670. En 1729, le pays devint dépendance royale, et il fut divisé en deux parties, la Caroline du Nord et la Caroline du Sud. La culture du coton fut commencée en 1700, et quelques années après on se livra avec succès à la production du riz.

56. **Les commencements de la Géorgie.** — La Géorgie est le dernier des treize États originaux qui se révoltèrent contre l'autorité de la Grande-Bretagne. Ce pays doit son nom à Georges II, sous le règne duquel il fut colonisé. En 1732, un contingent de colons, conduit par le général Oglethorpe, faisait voile d'Angleterre pour ce nouveau territoire. Ces émigrants s'arrêtèrent d'abord à Charleston, puis continuèrent leur voyage jusqu'au site actuel de Savannah, où ils se fixèrent définitivement.

En 1752, la colonie abandonna ses prérogatives à la couronne royale, et depuis cette date jusqu'à la guerre de la Révolution, la Géorgie fut gouvernée comme dépendance directe de la couronne.

57. **Résumé.** — En 1663, le roi Jacques II concéda à plusieurs nobles de sa cour, entre autres le duc d'Albermarle, une vaste étendue de pays au sud de la Virginie. Quelque temps avant cela, des colons de la Virginie s'étaient déjà fixés dans le nouveau territoire. En 1729, le pays devint dépendance de la couronne, et fut divisé en deux provinces.

La Géorgie fut colonisée en 1732 par le général Oglethorpe, et la ville actuelle de Savannah fut fondée dès l'arrivée des premiers émigrants. Vingt ans après, le pays préféra abandonner ses prérogatives pour se mettre sous la protection directe de la couronne royale.

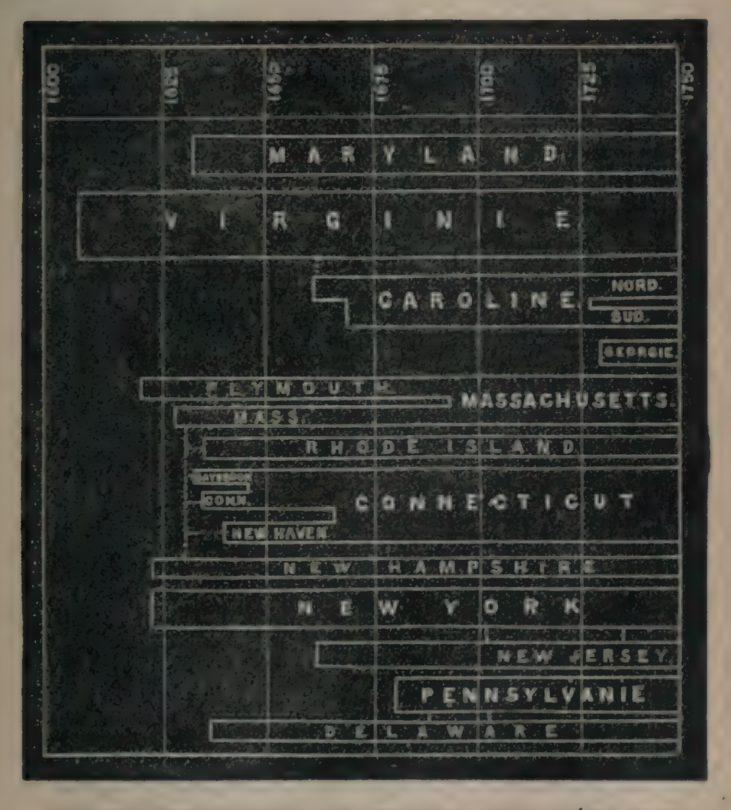


TABLEAU SYNCHRONIQUE DES COLONIES ANGLO-AMÉRICAINES

TABLEAU ANALYTIQUE (PÉRIODE COLONIALE)

LA VIRGINIE

1. **Les commencements des États-Unis**
   - Les découvertes de Jean Cabot
   - Sir Humphrey Gilbert
   - Sir Walter Raleigh
   - Bartholomew Gosnold
2. **Les compagnies de Plymouth et de Londres**
3. **La fondation de Jamestown**
   - La compagnie de Plymouth (insuccès) 1607
   - La compagnie de Londres (succès)
4. **Un début difficile**
   - Avortement d'une tentative de communisme
   - Les privations, les maladies
5. **Le « père de la Virginie »**
   - Ce que fut John Smith pour la Virginie
6. **Les tribulations des colons**
   - Désillusions des chercheurs d'or
   - Les privations
   - Arrivée de lord Delaware
7. **La culture du tabac**
8. **La première assemblée**
9. **Les premiers esclaves**
10. **Les guerres avec les Indiens**
    - Le 22 mars 1623
    - La paix en 1646
11. **La Virginie devient dépendance de la Couronne**
12. **La révolte de Bacon**
    - Les causes de la révolte
    - Succès des insurgés
    - Le gouvernement de sir Berkeley
13. **La prospérité de la Virginie**
    - Population
    - Williamsburg
    - Collège « William and Mary » 1691

N.-Y., N.-J. & DELAWARE

15. **Les découvertes de Hudson**
16. **Premiers établissements hollandais**
    - Nouvelle-Amsterdam
    - Le fort Orange 1632
    - Bergen, Elisabeth
17. **Les Suédois dans le Delaware**
18. **Le gouverneur Stuyvesant**
    - La conquête du Delaware
19. **La chute du pouvoir hollandais**
    - Les réclamations anglaises
    - La capitulation de Stuyvesant
    - Cession à l'Angleterre
20. **Le Delaware et le New-Jersey**

LA NOUVELLE-ANGLETERRE

22	**Les troubles religieux en Angleterre**	Leur influence pour la colonisation en Amérique
23	**Les premiers puritains**	
24	**Le départ du « Mayflower »**	
25	**L'arrivée à Plymouth**	
26	**Les angoisses des nouveaux colons**	
27	**Tout le monde à l'œuvre**	Le premier hiver Dures souffrances Détermination des puritains
28	**Les relations avec les Indiens**	
29	**Les progrès de la colonie**	Belles récoltes Accroissement de la population Fondation de Salem et de Boston
30	**Les persécutions religieuses**	
31	**Déchaînement de l'intolérance**	Les rigueurs du gouverneur Endicott L'ère de la « Sorcellerie » à Salem
32	**Le pasteur Roger Williams**	
33	**La fondation du Rhode-Island**	La fuite de Roger Williams Les origines de la ville de Providence
34	**Les origines du New-Hampshire**	
35	**Les commencements du Connecticut**	Les établissements hollandais Fondation de Hartford
36	**La charte du Connecticut**	Démêlés avec sir Edmund Andros Le « Charter Oak »

LE MARYLAND

38	**Le premier lord Baltimore**	
39	**La charte du Maryland**	
40	**Les premiers émigrants du Maryland**	
41	**La fondation de St Mary's**	
42	**La libéralité des catholiques du Maryland**	
43	**La révolte de Claiborne**	Les insurgés sont victorieux Un dur régime d'intolérance
44	**Le Maryland passe sous la dictature de Cromwell**	
45	**Les troubles religieux**	La religion anglicane devient religion d'État Lois oppressives contre les catholiques
46	**Changements de gouvernement**	Les lords Baltimore sont réintégrés dans leurs droits Annapolis Fondation de Baltimore

LA PENNSYLVANIE	48	**La fondation de la Pennsylvanie**	
	49	**Les commencements de Philadelphie**	
	50	**William Penn et les Indiens**	
	51	**Traité avec les sauvages**	
	52	**Le gouvernement de la Pennsylvanie**	Principes de tolérance et de liberté Rapide avancement de la colonie
CAR. & GÉOR.	54	**Les Carolines du Nord et du Sud**	
	55	**Fondations de Charleston**	La culture du coton La production du riz
	56	**Les commencements de la Géorgie**	Le général Oglethorpe Fondation de Savannah

---



LIVRE DEUXIÈME

Les Guerres Indiennes

ET LE CONFLIT AVEC LA FRANCE

CHAPITRE I

GUERRES AVEC LES PEQUODS ET LES NARRAGANSETTS

58. **Par quoi ces guerres ont été causées.** — Si les colons des premiers établissements anglais dans l'Amérique du Nord s'étaient toujours montrés justes dans leurs rapports avec les Indiens, ils auraient eu peu d'occasions de se plaindre de ces pauvres indigènes, et, à tout le moins, ils se seraient certainement épargné les horreurs des longues guerres qui ont si souvent ensanglanté les annales des premières colonies anglaises dans les solitudes du nouveau monde.

59. **Manque de bonne foi.** — Sans doute, les Indiens d'Amérique étaient des êtres remplis de duplicité et naturellement portés à la cruauté, mais il est certain aussi que les blancs les provoquèrent bien souvent à de sanglantes représailles par leur manque de bonne foi. C'est un fait digne de remarque que les relations des Indiens avec la colonie de Plymouth furent au plus haut point pacifiques durant les trente années où le pacte consenti avec le chef Masasoit fut fidèlement observé ; en Pennsylvanie, la paix ne fut jamais troublée un seul instant, et dans le Maryland les colons n'eurent jamais non plus à se plaindre des tribus indigènes avec lesquelles des traités avaient été conclus.

60. **La tribu des Pequods.** — Les Indiens cantonnés dans la région de la baie Massachusetts étaient paisibles et en petit nombre, mais il n'en était pas de même de ceux du Connecticut et du Rhode-Island qui étaient nombreux et portés, pour le plus futile motif, à courir aux armes. Parmi ces derniers se remarquaient surtout les deux tribus redoutables des Narragansetts et des Pe-

quods, qui étaient presque toujours en guerre l'une contre l'autre. Au commencement de 1637 les Pequods, voulant en finir avec les blancs, supplièrent les Narragansetts de faire cause commune avec eux ; mais les Narragansetts, jugeant l'occasion propice pour exterminer leurs rivaux, détachèrent des émissaires au gouverneur du Connecticut pour le prévenir du complot et former avec les blancs une alliance offensive et défensive.

61. **Le massacre de la rivière Mystic.** — Les Pequods étaient campés sur les bords de la rivière Mystic. Les colons et leurs alliés Narragansetts, sous la conduite du capitaine Mason, ayant pu s'approcher du camp durant la nuit sans être aperçus, mirent le feu en plusieurs endroits à la fois et firent un horrible massacre des pauvres sauvages surpris dans leur sommeil. Au delà de six cents de ces Indiens périrent dans les flammes, ou sous les balles des assaillants, et ceux qui survécurent furent faits prisonniers et vendus comme esclaves, de telle sorte que la tribu des Pequods fut presque complètement anéantie en cette nuit fatale.

62. **Fédération des colonies de la Nouvelle-Angleterre.** — La guerre avec les Pequods eut pour résultat de faire voir aux divers groupements de la Nouvelle-Angleterre l'avantage qu'il y aurait pour eux à conclure une alliance défensive afin de faire face au danger commun. Aussi, dès 1643, les colonies du Massachusetts, de Plymouth, du Connecticut et de New-Haven se déterminèrent-elles à s'unir en confédération sous le nom de « Les colonies unies de la Nouvelle-Angleterre », chaque colonie étant laissée libre de gérer ses affaires intérieures comme elle l'entendrait. Ce pacte, qui dura plus de quarante ans, offre ceci de notable, qu'il marque la date de la première fédération des colonies anglaises en Amérique.

63. **Le roi Philippe.** — A la suite de la terrible leçon infligée aux Pequods, la paix ne fut plus guère troublée, durant de longues années, que par quelques actes isolés de brigandage. Mais, en 1675, le grand chef Masasoit étant mort après avoir transmis le pouvoir à son jeune fils Philippe, il devint bientôt évident qu'un changement ne tarderait pas à se produire dans les relations des colons avec les Narragansetts.

64. **La lutte contre l'envahisseur.** — Philippe était un homme d'un tempérament bouillant et guerrier, et on lui reconnaissait de grandes qualités de conducteur d'hommes. Depuis longtemps déjà il voyait avec une sourde rage les blancs gagner de plus en plus du terrain,

et il en était arrivé à la conclusion que si des mesures n'étaient pas prises immédiatement pour s'opposer à ces empiétements, la puissante tribu des Narragansetts allait être inévitablement chassée du territoire qu'elle tenait de ses aïeux, et forcée d'aller plus loin se constituer une nouvelle patrie.

65. **Le massacre de Swanzey.** — Les hostilités ne tardèrent pas à éclater. Trois sauvages, accusés de meurtre, ayant été mis à mort par les colons, le roi Philippe appela ses guerriers sous les armes et inaugura contre les blancs une redoutable guerre d'extermination. La première rencontre eut lieu un dimanche, à Swanzey, dans la colonie de Plymouth, au moment où la population revenait de l'église. Les Indiens se ruèrent avec furie contre les colons et en tuèrent un bon nombre, après quoi ils disparurent avec autant de rapidité qu'ils avaient fait à l'improviste leur apparition.

66. **Une guerre d'extermination.** — Des troupes furent alors envoyées en toute hâte du Massachusetts pour secourir la colonie de Plymouth. Les Indiens furent battus à plusieurs reprises, mais ils réus-



SAUVAGES SE RUANT A L'ASSSAUT D'UN BLOCKHAUS

sissaient chaque fois à s'échapper, pour recommencer plus loin leurs déprédations et leurs massacres. D'un autre côté, le roi Philippe avait appelé à son aide les tribus avoisinantes, et la guerre s'étendit à toutes les colonies. Un certain jour, agissant d'après un mot d'ordre, les Indiens attaquèrent à la même heure nombre d'établissements distants de plusieurs milles les uns des autres. A Hadley, Massachusetts, une bataille sanglante fut livrée alors que toute la population était à l'église. Un autre combat acharné eut lieu, dans un marais du Rhode-Island, où les Indiens furent complètement taillés en pièces.

67. **La mort du roi Philippe.** — Enfin les alliés, découragés, commencèrent à faire le vide autour du roi Philippe, puis sa femme et son fils tombèrent prisonniers aux mains des blancs, ce qui mit le comble à son découragement. On l'entendit s'écrier : « Mon cœur saigne à éclater, et je suis prêt à mourir ». La balle d'un traître mit fin aux misères de ce brave, et il tomba mortellement blessé par l'un des siens. Les Narragansetts ne se relevèrent jamais de la mort de leur chef, et à quelque temps de là les hostilités étaient entièrement terminées.

68. **L'étendue des désastres.** — La guerre avec le roi Philippe était la plus grande calamité que les colonies de la Nouvelle-Angleterre eussent jusque-là soufferte. La lutte dura deux ans, et bien qu'elle eut pour conséquence l'écrasement complet des Indiens, plusieurs années devaient encore s'écouler avant que les colons pussent se remettre des pertes considérables qu'ils avaient éprouvées. Au delà de six cents colons furent tués. Treize établissements furent détruits, et six cents maisons devinrent la proie des flammes, ce qui représentait une perte d'au delà de un demi-million de dollars, et nécessita un lourd emprunt avec l'imposition de taxes fort onéreuses.

69. **Résumé.** — Le manque de bonne foi des colons anglais fut la cause directe des terribles guerres avec les Indiens qui semèrent la désolation par toute la Nouvelle-Angleterre. Les hostilités avec la tribu des Pequods éclatèrent dans le Connecticut. Les colons du Massachusetts accoururent au secours de leurs frères menacés, et les Pequods furent presque complètement annihilés dans un horrible massacre. Dans la suite, les différents établissements épars par toute la Nouvelle-Angleterre se formèrent en confédération, afin d'être mieux en mesure de résister aux attaques des Indiens, et ce pacte dura quarante ans. La guerre du roi Philippe prit naissance dans le Massachusetts. Il y eut de nombreux combats et massacres, et les colons subirent des pertes énormes. Enfin le roi Philippe fut tué, et peu après, faute d'un chef, les Indiens mettaient bas les armes.

CHAPITRE II

LA LUTTE POUR LA POSSESSION DE L'AMÉRIQUE DU NORD

70. **La France et l'Angleterre en présence.** — Dans la dernière moitié du dix-septième siècle, la lutte pour la possession de l'Amérique du Nord en était arrivée à être circonscrite à deux nations, la France et l'Angleterre. L'Espagne détenait bien encore la Floride et le Mexique, mais toute l'activité coloniale des Espagnols



L'AMÉRIQUE DU NORD, AU COMMENCEMENT DU CONFLIT ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

se bornait surtout à exploiter les mines d'or de l'Amérique du Sud, de sorte que Français et Anglais étaient devenus pratiquement les seuls maîtres de la majeure partie du continent septentrional

71. **Des ennemis irréconciliables.** — Bien des causes devaient contribuer à précipiter un conflit entre la France et l'Angleterre. Les deux peuples étaient ennemis depuis de longs siècles, s'étant déjà mesurés à plusieurs reprises sur les champs de bataille, et de tout temps, et des deux côtés, on avait toujours couru aux armes pour le moindre prétexte. Or, en Amérique, où les limites des possessions des deux pays étaient encore mal fixées, les motifs de querelle ne devaient pas manquer sans compter que, sur les frontières, les différences de races, de religion, de tempérament, engendraient des passes d'armes continuelles, encore accrues et entretenues par les rivalités entre les tribus sauvages alliées aux deux peuples.

72. **Les positions des deux adversaires.** — Vers la fin du 17e siècle, c'est-à-dire au début du long conflit qui devait se terminer par l'écrasement de la France, en Amérique, toutes les colonies anglaises, à l'exception de la Géorgie, avaient été fondées, et les Anglais avaient la possession de tout le littoral de l'Atlantique depuis le Maine jusqu'à la Caroline du Sud. Ils réclamaient bien encore la possession de tout l'Ouest, jusqu'à l'Océan Pacifique, mais en réalité leur domaine finissait à la chaîne des monts Alleghanys.

De leur côté, les Français avaient construit toute une ligne de forts et fondé divers établissements, depuis la Nouvelle-Écosse et le long du Saint-Laurent jusqu'à la région des grands lacs, pour de là s'échelonner le long du Mississipi.

73. **Les ressources de part et d'autre.** — A cette époque, les possessions françaises ne comptaient guère plus de 12,000 habitants, tandis que les colonies anglaises en avaient au moins 200,000, c'est-à-dire plus de seize fois autant. Les colonies anglaises étaient aussi infiniment plus riches que les possessions françaises, ce qui se comprend facilement si l'on songe que les Français employaient surtout leur activité à construire des forts et à établir des postes de commerce pour la traite des fourrures, tandis que les émigrants de la Nouvelle-Angleterre et de la Virginie étaient pour la plupart des cultivateurs et des industriels venus en Amérique avec l'idée de s'y établir permanemment. De plus, et alors qu'au Canada on était forcé d'avoir recours à la France pour l'approvisionnement des armées en campagne, les colonies anglaises voyaient elles-mêmes à l'entretien de leurs propres troupes sans l'aide de la métropole. D'autre part, les soldats que la France entretenait au

Canada constituaient une armée superbe et admirablement entraînée, et si l'on en excepte les Iroquois — définitivement acquis à la cause de l'Angleterre — la plupart des tribus sauvages faisaient cause commune avec les Français.

74. **La durée du conflit.** — En y comprenant divers intervalles de paix, la lutte entre la France et l'Angleterre pour la souveraineté de l'Amérique du Nord s'est poursuivie durant soixante-quatorze ans (1689-1763). Durant cette longue période, il y eut quatre guerres bien distinctes, dénommées aux États-Unis comme suit : la guerre du roi Guillaume, 1689-97 ; la guerre de la reine Anne, 1702-13 ; la guerre du roi George, 1744-48 ; et enfin la guerre franco-indienne, 1754-63.

75. **Théâtre des trois premières guerres.** — Le théâtre des trois premières guerres fut surtout l'État de New-York, la Nouvelle-Angleterre, et le territoire canadien situé un peu au nord de ces deux régions. C'est alors que les Indiens Abénakis exécutèrent leurs célèbres descentes sur les villages de New-York et de la Nouvelle-Angleterre, y perpétrant d'horribles massacres qui semèrent partout la désolation et la terreur. D'autre part, les troupes coloniales anglaises risquèrent quelques expéditions du côté de Québec, Port-Royal et Louisbourg.

76. **Les conséquences des trois premières guerres.** — Ces trois guerres n'amenèrent aucun changement bien important de territoire. Lors du premier conflit, Port-Royal tomba au pouvoir des Anglais, mais le traité de paix qui s'ensuivit rendit cette place forte à la France. La seconde fois, cependant, Port-Royal retomba aux mains des Anglais avec toute l'Acadie, et l'Angleterre garda définitivement sa conquête. Port-Royal prenant alors le nom d'Annapolis en l'honneur de la reine Anne, et l'Acadie devenant la Nouvelle-Écosse. La guerre du roi George, qui fut la troisième, porta un coup sensible à la France, car elle perdit Louisbourg, qui était réputée la forteresse la plus imprenable de toute l'Amérique.

77. **Résumé.** — Les guerres avec la France couvrent une période de soixante-quatorze ans, de 1689 à 1763. Au début de ce long conflit, l'Angleterre ne possédait que le littoral de l'Atlantique à partir de la Nouvelle-Angleterre jusqu'à la Caroline du Sud, tandis que la France étendait sa souveraineté depuis l'embouchure du Saint-Laurent jusqu'au golfe du Mexique. Les trois premières guerres, dites guerres du roi Guillaume, de la reine Anne, et du roi George, commencèrent en Europe, et se poursuivirent en Amérique principalement le long des frontières entre le Canada proprement dit, la Nouvelle-Angleterre et l'État de New-York. Ces trois guerres eurent pour conséquence la reddition de l'Acadie.

CHAPITRE III

LE CONFLIT DÉCISIF AVEC LA FRANCE

78. **Importance de la quatrième guerre.** — Le quatrième conflit engagé avec la France, de 1754 à 1759, diffère des trois autres guerres sous plusieurs rapports. En premier lieu, les hostilités éclatèrent en Amérique, et même se poursuivirent longtemps avant que les métropoles eussent décidé de nouveau d'en venir aux mains. Ce fut aussi la première guerre où toutes les colonies anglaises se trouvèrent engagées. Enfin, ce conflit fut le plus sanglant et le plus opiniâtre de tous ceux qui avaient été jusqu'alors livrés, et les résultats en furent extrêmement importants, car ils déterminèrent l'effacement pour ainsi dire complet de la France dans les destinées de l'Amérique.

79. **Comment s'ouvrirent les hostilités.** — Cette quatrième guerre, dont les effets devaient être si désastreux pour la France, s'ouvrit dans la région de l'Ohio, où les Français avaient déjà construit plusieurs forts et établi des postes de commerce. Comme les frontières entre les deux peuples n'avaient jamais été fixées, les querelles étaient continuelles de part et d'autre. Un jour, quelques colons de la Virginie s'étant aventurés jusque sur le territoire réclamé par les Français, ceux-ci résolurent de brusquer les événements par un coup de main qui ne pouvait manquer de mettre le feu aux poudres : ils firent prisonniers ces colons anglais et les envoyèrent au Canada.

80. **Première apparition de Washington.** — Comme on peut se l'imaginer, l'alarme fut générale, au reçu de cette nouvelle, par toute la Virginie. Cédant à la pression de la population, le gouverneur dépêcha un émissaire aux autorités françaises de la région de l'Ohio, pour leur demander, non seulement de mettre fin à leurs procédés de mauvais voisinage, mais même d'évacuer entièrement le pays. L'envoyé choisi par le gouverneur était un jeune homme de vingt-trois ans, qui devait acquérir une grande célébrité dans son pays, car ce n'était rien moins que le grand Washington, qui devait être plus tard le premier président des États-Unis.

81. **Remise de l'ultimatum.** — Muni d'une lettre du gouverneur de la Virginie, le jeune Washington se mit en route pour son long et périlleux voyage d'environ quatre cents milles à travers d'immenses forêts où les Peaux-Rouges pullulaient, toujours en quête de scalps

d'hommes blancs. Il était à peine à moitié chemin quand son cheval s'abattit, terrassé par un coup de sang ; mais sans se laisser un instant décourager, il poursuivit sa route à pied, le fusil à la main et le havresac au dos. Le 12 décembre, il arrivait au poste des Français, et après s'être acquitté de son message, il se remettait en route pour retourner en Virginie, où il arrivait sain et sauf au milieu de janvier, porteur de la réponse du commandant des Français.

82. **Washington s'avance sur le fort Duquesne.** — Cette réponse n'ayant pas été jugée satisfaisante, le gouverneur de la Virginie leva un régiment pour appuyer ses demandes, régiment qui fut mis sous les ordres du colonel Frey. Ce dernier étant mort peu de temps après, le commandement de ce régiment échut à Washington, qui, en sa qualité de lieutenant-colonel, se trouvait naturellement désigné pour remplacer son chef hiérarchique. Washington s'avança sans retard à marches forcées, pour tenter de déloger les Français du fort Duquesne, situé à la jonction des rivières Alléghany et Monongahéla, sur le site actuel de la ville de Pittsburg.

83. **La chute du fort Necessity.** — Comme on allait arriver sous les murs du fort Duquesne, Washington



THÉATRE DES HOSTILITÉS (1754-1759)

appris que les Français avaient reçu des renforts considérables, et que leur général s'avançait à sa rencontre à la tête de neuf cents hommes. Il jugea alors plus prudent de battre en retraite et de courir se retrancher

dans le fort Necessity, poste anglais situé à peu de distance de là. Mais les Français ne lui donnèrent guère le temps d'organiser sa défense, et l'ayant attaqué à l'improviste et avec impétuosité, ils le forcèrent après quelques heures de combat à déposer les armes et à se rendre avec tous les siens. Les conditions de cette capitulation furent du reste fort honorables, car l'Assemblée de Virginie n'eût plus tard que des éloges et des remerciements à décerner à Washington pour sa résistance opiniâtre avec le peu d'hommes qu'il avait à sa disposition.

84. **Braddock prend le commandement.** — En Angleterre, la nouvelle de la reddition du fort Necessity souleva une grande indignation, et l'on concerta un plan de campagne embrassant des opérations générales pour tenter d'enlever à la France toutes ses colonies d'Amérique. Comme entrée en matière, au printemps de 1754, on dépêcha le général Edward Braddock avec un millier d'hommes, qui bientôt grossis des milices coloniales, devaient présenter un noyau d'armée suffisamment formidable. Les ordres de Braddock étaient de marcher, sitôt prêt, à la rencontre des Français du fort Duquesne et de s'emparer de ce fort, coûte que coûte.

85. **L'armée anglaise à travers bois.** — Braddock était un chef habile et expérimenté, mais complètement dépourvu des qualités nécessaires pour opérer en un pays neuf comme l'Amérique, où la guerre de guérillas était la seule possible. Sans écouter l'avis de ses lieutenants, qui lui conseillaient d'agir comme les Indiens en campagne, c'est-à-dire de s'entourer partout d'éclaireurs, Braddock s'avança avec ses deux mille hommes à travers la forêt vierge, tambours battant et drapeaux au vent, absolument comme s'il eût été sur quelque grande route d'Europe.

86. **La défaite de Braddock.** — Les Français devaient lui faire payer cher un tel excès de confiance, et lui apprendre à tout le moins que les adversaires qu'on lui avait désignés n'étaient pas de ceux qui se laissent intimider par un peu de forfanterie. Comme les Anglais n'étaient plus qu'à quelques milles du fort Duquesne, une effroyable fusillade vint subitement les accueillir, culbutant en un instant leur avant-garde et forçant celle-ci à se replier en désordre sur le gros de l'armée. La bataille reprit alors avec un redoublement de rage, les Français, aidés de leurs alliés sauvages, acculant de plus en plus les Anglais dans leurs derniers retranchements. Braddock eut quatre chevaux tués sous lui,

et Washington deux. Au bout de trois heures de lutte, près de la moitié de l'armée anglaise avait été anéantie, et Braddock lui-même tombait mortellement blessé, alors qu'il venait de donner le signal de la retraite. En voyant leur chef tomber, ce qui restait d'Anglais fut saisi d'une panique indescriptible, et en quelques instants la retraite avait pris les proportions d'une déroute. Enfin, à quelque distance de là, Washington, qui avait été entraîné dans le flot des fuyards, réussit à rallier tant bien que mal les restes de l'armée.

87. **Les péripéties de la lutte.** — La France et l'Angleterre ne se déclarèrent officiellement la guerre qu'en 1756, c'est-à-dire alors que les hostilités s'étaient déjà poursuivies en Amérique depuis deux ans, le plus souvent à l'avantage de la France. Les généraux français, ayant Montcalm à leur tête, devaient encore résister victorieusement durant deux autres années à tous les efforts désespérés de leurs adversaires, auxquels le cabinet de Londres ne ménageait ni les hommes ni l'argent pour venir à bout de la tâche qu'il avait entreprise. Mais, à partir de 1758, la politique d'abandon où la France avait laissé le Canada commença à porter ses fruits, et les désastres se précipitèrent, à peine compensés par la glorieuse journée de Carillon, où Montcalm défit Abercrombie.



L'AMÉRIQUE DU NORD, LORS DU TRAITÉ DE 1763

88. **La chute de Québec.** — L'un après l'autre, tous les forts construits par les Français tombèrent aux mains de l'ennemi, et le flot anglo-saxon, brisant ses digues, commença à tout submerger : Louisbourg, d'abord, cette plaie toujours vive aux cœurs des Canadiens, puis Ticonderoga, Crown-Point, Frontenac, Niagara. Le Canada était maintenant privé de toutes communications avec la Louisiane. Enfin, le sort de Québec, dernier rempart de la cause française, fut à son tour scellé, en 1759, par la mémorable bataille des Plaines d'Abraham. Et cette fois, c'était bien la fin de ce long drame : pour

de bon, l'Amérique du Nord devenait anglaise, car quand le désastreux traité de 1763 fut signé, la France ne se trouva plus rester en possession que d'une partie de la Louisiane. En cette même année 1763, l'Espagne cédait aussi la Floride, apportant ainsi une nouvelle pierre au puissant édifice de ce qui devait devenir plus tard les États-Unis d'Amérique.

89. **La leçon du conflit.** — Les avantages retirés par les colons anglais d'Amérique du succès de la guerre avec la France ne devaient pas seulement se mesurer à une simple extension de territoire. Les rudes luttes qu'ils eurent alors à soutenir, outre qu'elles leur inculquaient la confiance en eux-mêmes et un précieux esprit d'indépendance, leur avaient aussi montré tout le parti qu'ils pouvaient tirer d'une action en commun de toutes les colonies. Ces longues luttes mirent de plus en évidence plusieurs chefs dont on ne devait pas tarder à reconnaître les hautes qualités militaires, entre autres Washington, Putnam, Stark, Sumter, Marion, et somme toute on peut dire que les épreuves que les colons anglais venaient de traverser furent pour eux une merveilleuse école d'entraînement qui devait assurer dans la suite le succès de leur grande guerre de la Révolution.

90. **Résumé.** — Dans la dernière guerre avec la France qui éclata en 1754, toutes les colonies anglo-américaines furent engagées, car cette fois l'on jugeait que la lutte allait être décisive. Une querelle de frontières ouvrit les hostilités. Durant deux ans la France fut presque partout victorieuse, et infligea aux armées anglaises de nombreuses défaites, dont les plus mémorables furent celles du général Braddock à Monongahéla, et du général Abercrombie à Ticondéroga. A la fin, écrasée par le nombre toujours grandissant de ses adversaires, la France vit s'ouvrir l'ère des désastres, que venait clore en 1759 la bataille des Plaines d'Abraham, sous les murs de Québec. Par le traité de paix de 1763, l'Angleterre entra en possession de tous les anciens territoires français à l'est du Mississipi, tandis que l'Espagne cédait aussi la Floride, et à partir de cette époque l'élément anglo-saxon obtint la part prédominante dans les destinées de l'Amérique du Nord.

TABLEAU ANALYTIQUE (GUERRES INDIENNES ET CONFLIT AVEC LA FRANCE)

GUERRES INDIENNES	58	**Par quoi ces guerres ont été causées.**	
	59	**Manque de bonne foi.**	
	60	**La tribu des Pequods.**	Rivalité des Pequods avec les Narragansetts.
	61	**Le massacre de la rivière Mystic.**	La tribu des Pequods est presque complètement anéantie.
	62	**Fédération des colonies de la Nouvelle-Angleterre.**	
	63-64	**Le roi Philippe.**	Ce qu'il était. Ses prétentions. Ses sourdes rages.
	65	**Le massacre de Swanzey.**	
	66	**Une guerre d'extermination.**	La guerre s'étend à d'autres tribus. Le combat de Hadley.
	67	**La mort du roi Philippe.**	
	68	**L'étendue des désastres.**	Une véritable calamité pour la Nouvelle-Angleterre.
COUP D'ŒIL PRÉLIMINAIRE	70	**La France et l'Angleterre en présence.**	L'Espagne ne jouait plus qu'un rôle secondaire.
	71	**Des ennemis irréconciliables.**	Les démêlés de frontières entretenaient l'animosité.
	72	**Les positions des deux adversaires.**	Les Anglais sur le littoral de l'Atlantique. Les Français au nord et le long du Mississipi.
	73	**Les ressources de part et d'autre.**	Population et richesse chez les colons anglais. Une armée superbe et aguerrie du côté des Français.
	74	**La durée du conflit.**	
ANGLAIS ET FRANÇAIS	75	**Théâtre des trois premières guerres.**	
	76	**Les conséquences des trois premières guerres.**	Perte de l'Acadie et de Louisbourg.

LA GUERRE DE 1754-63

77-78	**Importance de la quatrième guerre.**	Conflit acharné et écrasement de la France en Amérique.
79	**Comment s'ouvrirent les hostilités.**	Un démêlé de frontières met le feu aux poudres.
80	**Première apparition de Washington.**	
81	**Remise d'un ultimatum.**	Un long voyage à travers bois.
82	**Washington s'avance sur le fort Duquesne.**	
83	**La chute du fort Necessity.**	Washington capitule avec tous les siens.
84	**Braddock prend le commandement.**	
85	**L'armée anglaise à travers bois.**	
86	**La défaite de Braddock.**	Washington rallie les fuyards et sauve les débris de l'armée.
87	**Les péripéties de la lutte.**	Les Français sont victorieux durant deux ans, puis les désastres s'accumulent pour eux.
88	**La chute de Québec.**	La bataille des Plaines d'Abraham. Le traité de 1763.
89	**La leçon du conflit.**	Une école d'entraînement pour la guerre de la Révolution.



LIVRE TROISIÈME

La Guerre de la Révolution

CHAPITRE I

LES CAUSES DE LA GUERRE

91. **Les premiers émigrants.** — Nous avons vu déjà que les colonies anglaises d'Amérique avaient été fondées par des émigrants venus non seulement des rives de la Grande-Bretagne, mais même de la Suède et de la Hollande ; nous avons lu, non sans une certaine émotion, croyons-nous, le récit des tribulations et souffrances de ces colons ; enfin, nous avons pu constater avec quel courage et quelle détermination les puritains préférèrent s'exiler à jamais, plutôt que de se soumettre au joug de tyrannie qu'on voulait leur imposer dans leur pays natal.

92. **La conquête du sol.** — Les premiers établissements furent commencés au milieu de difficultés inouies, et alors que les colons travaillant aux champs étaient sans cesse exposés à être frappés par la balle ou le javelot de l'Indien, toujours quelque part à l'affût. Mais toutes ces difficultés s'aplanirent et enfin disparurent devant la patience, le courage et la persévérance de tous. Bientôt les établissements s'avancèrent de plus en plus à l'intérieur, la forêt recula sous la hache des défricheurs, et d'abondantes moissons de blé et de maïs remplacèrent les anciens territoires de chasse où les tribus sauvages avaient jusque-là poursuivi le buffle et l'élan sans avoir de compte à rendre à personne.

93. **Prospérité des colonies.** — Le temps était déjà loin, à l'époque où nous sommes arrivés, de la poignée d'aventuriers échelonnés çà et là le long du littoral de l'Atlantique, car les treize colonies ne comptaient pas moins alors de trois millions d'habitants. Le commerce et l'industrie y étaient florissants, et la population y prisait surtout au plus haut degré la liberté civile et politique dont les principes étaient contenus dans les diverses

chartes octroyées aux colonies par les rois d'Angleterre.

94. **Premiers grondements de révolte.** — Jusque-là, les sentiments entretenus vis-à-vis de l'Angleterre étaient ceux de la plus vive affection, et tous s'enorgueillissaient de descendre d'une nation qui comptait parmi les plus puissantes de l'Europe. Mais voici que le parlement britannique décida tout à coup, dans un moment d'irréflexion, d'empiéter sur les droits et libertés de ses fidèles sujets d'Amérique, et il n'en fallut pas plus pour soulever, de la Géorgie jusqu'au Massachusetts, un sourd mécontentement qui devait prendre en peu de temps les proportions d'une formidable tempête où la puissance anglaise en Amérique allait subir un irréparable désastre.

95. **Une violation des chartes coloniales.** — Les ministres du roi d'Angleterre, voulant faire face à la dette contractée par suite de la longue lutte avec la France, lui exprimèrent l'avis qu'il pourrait trouver beaucoup d'argent en taxant ses sujets d'Amérique. L'avis eut le don d'être agréable à Sa Majesté, et une loi fut aussitôt votée imposant des droits sur plusieurs marchandises importées en Amérique.

Les colonies américaines ne contestaient pas le principe de la parfaite légitimité de la répartition, sur tous, du fardeau de la dette publique, mais elles prétendaient qu'on ne pouvait pas les taxer sans leur consentement, et elles annoncèrent leur détermination de s'opposer aux mesures qui venaient d'être décrétées. En même temps, on mettait tout en œuvre pour essayer de faire revenir le roi sur sa décision, mais celui-ci resta inflexible.

96. **Protestations contre la loi du timbre.** — En 1765, le parlement britannique vota la fameuse loi du Timbre, laquelle stipulait que toutes pièces, telles que contrats, testaments, etc., seraient nulles à moins d'avoir été écrites sur papier timbré.



Cette loi causa partout la plus vive excitation. Dans l'assemblée de Virginie, des protestations énergiques furent formulées par le représentant Patrick Henry, et à Boston les cloches des églises furent drapées de crêpes et tintèrent un glas funèbre. Dans les rues de New-York on promena la proclamation du roi, surmontée d'une tête de mort et d'une pancarte sur laquelle se lisait cette inscription :

« **La folie de l'Angleterre et la ruine de l'Amérique** ». Dans le Maryland, l'agent préposé à la vente du papier timbré fut chassé de la colonie.

97. **Nouvelles mesures de rigueur.** — Telle était la réprobation soulevée par la nouvelle loi, que le gouvernement anglais prit peur et jugea plus prudent de la révoquer, ce qu'il fit au printemps de 1766. Mais l'année suivante, une seconde loi fut votée imposant des droits assez onéreux sur le thé, le papier, le verre et les peintures. En même temps, on décrétait que tous les criminels seraient envoyés en Angleterre pour y subir leur procès. Enfin, et dans le but de déjouer toute tentative d'insubordination, plusieurs régiments furent dirigés sur Boston et New-York, et casernés aux frais de ces deux villes.

98. **Le « Massacre de Boston ».** — La vue de ces militaires envoyés pour appuyer les demandes d'un gouvernement arbitraire et tyrannique, ne tarda pas à pousser au plus haut point l'exaspération des citoyens de Boston. Il ne se passait guère de semaine sans que des rixes entre soldats et civils ne se produisissent quelque part. Finalement, en 1770, une bagarre sérieuse éclata, au cours de laquelle trois citoyens furent tués et cinq autres dangereusement blessés. Les soldats qui avaient fait un usage aussi meurtrier de leurs armes, ainsi que le capitaine Preston qui les commandait, durent subir un procès, mais ils furent tous libérés. La population fit aux victimes de superbes funérailles, et le souvenir de cette échauffourée, qui porte dans l'histoire le nom de « Massacre de Boston », a été ravivé dans la mémoire des générations actuelles par l'érection d'un splendide monument sur le « Common » de Boston.

99. **Le « premier sang » de la Révolution.** — Dans la Caroline du Nord, des droits excessifs avaient été perçus par les agents du gouvernement, et les sommes ainsi arrachées aux colons avaient été dépensées en diverses prodigalités. Il s'en suivit, en certaines régions, un mouvement parfaitement organisé pour s'opposer à d'autres paiements, mouvement qui se termina à Alamance, en 1771, par une véritable bataille rangée entre les colons et les troupes du gouvernement. Les rebelles furent battus, un bon nombre furent tués, et plusieurs autres furent pendus comme traîtres. Cet événement offre ceci de remarquable, que ce fut là que le premier sang fut versé, dans la première rencontre sérieuse pour la cause de l'Indépendance.

100. **Le « Boston Tea Party ».** — A quelque temps de là, le parlement britannique abolit les droits imposés sur le verre, le papier et les peintures, mais il maintint les droits déjà votés sur le thé. De leur côté, les colons tinrent ferme pour résister aux exactions de la métropole et les marchands de Philadelphie, de New-York et de Charleston s'entendirent pour refuser toutes les



LE « BOSTON TEA PARTY » (d'après une ancienne gravure)

consignations de thé qui leur seraient adressées. Les marchands de Boston n'ayant pas voulu s'associer à ce pacte, la population eut recours à un expédient énergique pour exprimer son mécontentement. Une cinquantaine d'hommes, déguisés en sauvages, montèrent à bord des navires à l'ancre dans le port, et s'étant emparés des caisses de thé, les jetèrent à la mer.

101. **Boston est mis en interdit.** — Le gouvernement britannique décida alors qu'un exemple devait être fait pour punir la ville de Boston de son esprit d'insubordination. Une loi fut votée décrétant qu'aucun navire ne pourrait à l'avenir entrer dans le port de Boston ni en sortir, tant que les cargaisons de thé qui avaient été détruites n'auraient pas été payées. Le commerce se trouvait de la sorte absolument paralysé, et la population était menacée d'une ruine complète. Presque immé-

diatement après, on annula la charte du Massachusetts, et on enleva aux colons plusieurs importantes franchises. En même temps, le général Gage était envoyé à Boston avec deux nouveaux régiments de troupes régulières et d'abondantes munitions de guerre.

102. **Le premier congrès continental.** — De toutes les parties du pays affluèrent les offres de secours à la population de Boston, et afin d'être prêts à tout événement, on commença dans toutes les colonies un enrôlement systématique pour réunir les premiers cadres d'une armée de patriotes. Enfin, le 5 septembre 1774, eut lieu un événement considérable dont le retentissement devait être universel. Ce jour-là, en effet, des délégués s'étant réunis à Philadelphie en congrès solennel, votèrent des résolutions approuvant la résistance du Massachusetts, demandant la révocation des lois despotiques qu'on leur avait imposées, et conseillant de cesser toutes relations de commerce avec la Grande-Bretagne. Ce congrès, qui fermait pratiquement l'ère des délibérations pour ouvrir celle du recours à la force, porte dans l'histoire des États-Unis le nom de « Premier Congrès Continental ».

103. **Résumé.** — En concédant des territoires en Amérique, et en nommant les gouverneurs appelés à régir ces colonies, les souverains de la Grande-Bretagne ne s'étaient jamais beaucoup inquiétés des véritables intérêts de leurs sujets du nouveau monde. Aux yeux du parlement britannique, les colonies n'existaient surtout que pour le plus grand avantage du commerce et des manufactures du Royaume-Uni, et toutes les lois décrétées devaient tendre à ce but. Cependant, à venir jusqu'à la fin du long conflit avec la France, l'Angleterre s'était toujours montrée fort accommodante, et il fallut de pressants besoins d'argent pour la forcer enfin à prendre une attitude plus énergique. Les colons américains déclarèrent alors que la métropole n'avait pas le droit de les taxer sans leur consentement, et ils opposèrent une si vive résistance à la mise en vigueur de la loi du Timbre, que cette loi finit par être révoquée. Mais d'autres taxes furent imposées et le mécontentement finit par prendre une forme agressive. Dans une bagarre à Boston (1770), entre soldats et civils, plusieurs personnes furent tuées. Une rencontre plus sérieuse eut lieu l'année suivante à Alamance, Caroline du Nord. Pour échapper aux taxes sur le thé, la plupart des marchands des grandes villes refusèrent de recevoir les consignations qui leur avaient été adressées, et à Boston on jeta les cargaisons à la mer. Le parlement britannique ayant alors résolu de mettre le port de Boston en interdit, toutes les colonies témoignèrent leurs sympathies, et en 1774, le premier congrès continental, réuni à Philadelphie, vota des résolutions pour sommer l'Angleterre de révoquer les lois dont on se plaignait, sous peine de se voir fermer les ports des colonies anglo-américaines.

CHAPITRE II

LES COMMENCEMENTS DE LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

104. **Le Massachusetts en état de siège.** — Comme on peut se l'imaginer, les délibérations du congrès continental portèrent à son comble l'exaspération du parlement britannique, et pour la première fois l'on pressentit en Angleterre que les événements qui se préparaient étaient de ceux qui pouvaient contenir en germe une véritable révolution. Le Massachusetts fut immédiatement mis en état de siège, et l'on envoya des renforts considérables au général Gage, de telle sorte que celui-ci, dès le commencement de 1775, se trouva à la tête de 3,000 hommes de troupes régulières, prêts à entrer en campagne.

105. **Le général Gage prend l'offensive.** — De leur côté, les patriotes n'avaient pas été inactifs, et avaient mis sur pied quelques milices pouvant comprendre environ 12,000 hommes. Le général Gage voulut tenter un coup de maître, qui pût le mettre à même de dominer sans délai la situation. Ayant appris que les patriotes avaient amassé des munitions de guerre à Concord, petit village situé à dix-huit milles de Boston, il détacha huit cents hommes, sous les ordres du major Pitcairn, dans la nuit du 18 avril 1775, avec ordre d'aller détruire ces approvisionnements.

106. **La course de nuit de Paul Revere.** — Mais l'éveil était déjà donné. Sans perdre une minute, un patriote, du nom de Paul Revere, sauta à cheval, et, devançant les troupes anglaises, s'élança à travers la campagne endormie, par une nuit très obscure, jetant sur son passage son cri d'alarme et sommant la population de courir aux armes. Aussi, grande fut la surprise du major Pitcairn, quand, arrivé au point du jour à Lexington, il aperçut un attroupement de gens armés qui faisaient mine de vouloir lui fermer le passage.

107. **Bataille de Lexington.** — « Dispersez-vous, au nom de Sa Majesté », leur cria-t-il en faisant faire à son cheval quelques bonds en avant. Cette injonction n'ayant eu aucun effet, il donna ordre d'ouvrir le feu, et les Américains furent forcés de battre en retraite, après avoir eu huit hommes tués et plusieurs blessés. Les Anglais poursuivirent ensuite leur route dans la direction de Concord.

108. **Bataille de Concord.** — Arrivés à Concord, les

soldats anglais détruisirent tout ce qu'ils purent trouver d'approvisionnements militaires, puis ils entreprirent de couper les communications des Américains, en mettant le feu à quelques ponts. Mais les patriotes défendirent avec intrépidité l'accès du principal pont de Concord, et firent subir aux Anglais une perte de plusieurs tués et blessés. Le major Pitcairn, alarmé d'une résistance à laquelle il était loin de s'attendre, et jugeant la position trop dangereuse pour ses troupes, donna l'ordre de retraiter dans la direction de Boston.

100. **Une sanglante retraite.** — Dans l'intervalle, la nouvelle des deux rencontres de Concord et de Lexington s'était répandue aux alentours avec la rapidité de



BATAILLE DE LEXINGTON

la foudre, et les patriotes étaient accourus de tous côtés le long de la route par ou devaient défiler les soldats anglais. Ils dirigèrent alors sur ces derniers un feu meurtrier, en tirant parti du moindre accident de terrain pour se dissimuler à la vue de leur ennemi. Telle était la rage déployée par les Américains, qu si le général Gage n'eût pas dépêché en toute hâte des secours au major Pitcairn, la première colonne expéditionnaire aurait été complètement anéantie ou faite prisonnière. Dans cette sanglante retraite, les Anglais eurent 65 hommes tués et 180 blessés, tandis que les Américains eurent **50 hommes tués et 34 blessés.**

110. **La déclaration de Mecklembourg.** — L'échec

subi par les troupes anglaises, en opérant leur retraite de Concord fut salué par tout le pays avec des acclamations de joie frénétique. La guerre étant maintenant virtuellement déclarée, les Américains firent main basse sur tous les forts et les approvisionnements militaires, et prirent des dispositions pour lever un effectif de trente mille hommes. Vers ce temps-là, aussi, fut décrétée la fameuse déclaration du comté de Mecklembourg, Caroline du Nord, par laquelle les signataires déclaraient être dégagés à l'avenir de toute allégeance vis-à-vis des officiers de la couronne, et signifiaient à l'Angleterre, que, seuls, le congrès continental et les diverses législatures coloniales posséderaient désormais les attributions du pouvoir légitime. Il convient de remarquer ici que cet événement eut lieu un an avant que la célèbre déclaration d'indépendance de Philadelphie ait été prononcée.



SOLDAT DE LA RÉVOLUTION

111. **Les patriotes s'avancent sur Boston.** — Cependant le gouvernement britannique avait envoyé de nouveaux renforts au général Gage, qui disposa bientôt d'une douzaine de mille hommes, avec plusieurs officiers d'une grande valeur, entre autres les généraux Howe, Clinton et Burgoyne.

De leur côté, les patriotes, afin d'empêcher les troupes anglaises d'envahir l'intérieur du pays, avaient pris la détermination de se retrancher sur quelques hauteurs avoisinant la ville de Boston, entre autres Bunker Hill, qui constituait une excellente position. Dans la nuit du 16 au 17 juin 1775, ils s'avancèrent en silence, sous les ordres du général Prescott, jusqu'à l'endroit désigné, et commencèrent à y ériger des travaux de défense. Ils se trouvaient alors à si peu de distance de Boston que, dès le retour de l'aube, les sentinelles anglaises qui faisaient le guet de l'autre côté de la baie purent se rendre compte tout de suite de ce qui s'était passé durant la nuit.

112. **La journée du 17 juin.** — L'indécision du général

Gage ne dura pas longtemps, car le même jour, vers midi, deux mille hommes traversaient à Charlestown et prenaient leurs dernières dispositions pour tenter l'assaut des hauteurs où les Américains les attendaient de pied ferme. Chemin faisant, Charlestown fut incendié. A mesure que l'instant approchait où les deux forces rivales allaient se trouver en présence, les minutes s'écoulaient de plus en plus solennelles pour les milliers de spectateurs qui, groupés sur les toits de Boston, se trouvaient là comme placés à souhait pour repaître leurs yeux du terrible spectacle qui se préparait.

113. **Bataille de Bunker Hill.** — Les Anglais montèrent à l'assaut d'un pas délibéré, et déjà ils n'étaient plus qu'à une cinquantaine de mètres des hauteurs, quand les patriotes, qui avaient reçu ordre de ménager leurs munitions et de n'ouvrir le feu qu'au dernier moment, firent pleuvoir sur les assaillants une décharge si meurtrière, que le désordre se mit dans les rangs des Anglais et qu'un bon nombre rebroussèrent chemin et s'enfuirent.



MONUMENT DE BUNKER HILL, PRÈS DE BOSTON.

Les officiers ayant rallié leurs hommes, un second assaut fut livré avec guère plus de résulat que le premier. Enfin, les Anglais étant revenus une troisième fois à la charge, et les patriotes ayant épuisé leurs munitions, la place finit par être emportée, et les Américains battirent en retraite, la rage dans le cœur, après avoir perdu 463 hommes tués ou blessés.

114. **Une sanglante victoire.** — Mais la victoire coûtait encore bien plus cher aux Anglais, car cette sanglante après-midi leur avait fait perdre 1054 hommes, tant tués que blessés. Les officiers anglais ne revenaient pas de leur stupéfaction, et de ce jour ils apprirent à apprécier la valeur de ceux qu'ils avaient reçu ordre de combattre.

Du côté des Américains, l'effet de la bataille de Bunker Hill fut un redoublement de confiance en eux-mêmes et en la réussite de la lutte qu'ils avaient entreprise. Ils avaient été repoussés, il est vrai, mais seulement parce qu'ils avaient manqué de munitions, ce qui équivalait

à dire que, à armes égales, ils étaient de taille à venir à bout de tous les réguliers anglais qu'on pouvait leur opposer.

115. **Le second congrès continental.** — Trois semaines après la bataille de Lexington, le second congrès continental était entré en séance à Philadelphie, sous la présidence de John Hancock. Ce congrès vota la levée d'une armée de 20,000 hommes, et réitéra sa détermination de résister à outrance au joug oppressif de l'Angleterre. Peu après, et sur motion de John Adams, le commandement de la nouvelle armée fut dévolu à l'unanimité à George Washington, dont l'habileté à sauver les restes de l'armée de Braddock, lors de l'expédition contre le fort Dusquesne, lui avait déjà attiré les éloges de plusieurs autorités militaires.

116. **Washington prend le commandement.** — Deux semaines s'étaient écoulées depuis la bataille de Bunker Hill, quand Washington arriva aux environs de Boston pour prendre son commandement. L'armée révolutionnaire ne payait guère de mine, étant surtout composée de soldats improvisés et indisciplinés ; l'on manquait aussi de canons et de munitions de guerre, et le service du commissariat ne se faisait que dans les conditions les plus déplorables. Sans se laisser abattre un instant, Washington se mit immédiatement à l'œuvre pour organiser et exercer ses troupes, ce qui ne lui prit pas moins de huit mois. Il mit aussi ce temps à profit pour compléter plusieurs travaux de défense autour de Boston.

117. **L'invasion du Canada.** — A l'automne suivant, il fut décidé de diriger une armée d'invasion contre le Canada, dans le double but de déjouer une attaque de ce côté, et d'essayer de gagner les Canadiens à la cause révolutionnaire. Un millier d'hommes, commandés par le colonel Benedict Arnold, fut alors détaché de l'armée de Washington, avec mission de s'avancer par la rivière Kennebec et le Maine, tandis qu'un second corps d'armée, commandé par le général Montgomery, avait reçu ordre d'envahir le Canada par la voie du lac Champlain.

118. **Mort de Montgomery.** — Après avoir enduré beaucoup de misères, la division Arnold réussit à effectuer sa jonction devant Québec avec Montgomery, qui était arrivé sous les murs de la vieille capitale canadienne après s'être emparé de Montréal presque sans coup férir. L'assaut de Québec fut tenté le 31 décembre, et avec des résultats désastreux pour la cause américaine, car Montgomery fut tué dès le début de l'assaut et Arnold tomba plus loin dangereusement blessé. Un bon nombre

des assaillants furent faits prisonniers, et le reste battit en retraite. Peu après, Montréal était repris aux Américains, et les débris de l'armée d'invasion durent repasser la frontière en toute hâte.

119. **L'évacuation de Boston.** — Cependant Washington, ayant reçu plusieurs canons de siège de fort calibre, avait fortifié les hauteurs de Dorchester, dominant Boston, et avait annoncé sa détermination de déloger, coûte que coûte, les troupes anglaises de cette ville. Mais celles-ci, se souvenant sans doute de la leçon de Bunker Hill, ne donnèrent guère le temps au jeune chef américain de tenter contre elles des opérations sérieuses, car le 17 mai 1776, le général Howe, qui avait succédé au général Gage, décidait d'évacuer la place et faisait voile pour Halifax en abandonnant aux patriotes de précieux approvisionnements. Par cette évacuation, la Nouvelle-Angleterre se trouvait délivrée de la présence des troupes anglaises pour la première fois depuis six ans.

120. **La déclaration de l'Indépendance.** — Les événements s'étant maintenant précipités de telle sorte qu'il ne restait plus guère de choix aux Américains qu'entre l'indépendance complète ou l'assujettissement à un joug déshonorant, un projet de loi fut présenté au congrès par Richard Henry Lee, de la Virginie, visant à déclarer les colonies libres et indépendantes, et nommant un comité chargé de préparer le texte de la déclaration de l'Indépendance.



L'ANCIENNE MAISON D'ÉTAT, A PHILADELPHIE, OÙ FUT VOTÉE LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE.

Le 4 juillet 1776 — date à jamais mémorable dans l'histoire des États-Unis — le comité soumettait son rapport, et ce rapport ayant été tout de suite voté par le congrès, les treize colonies anglaises de l'Amérique du Nord, s'étendant depuis les frontières du Canada jusqu'à la Floride, furent déclarées être de fait des États libres et indépendants, sans la subsistance du moindre lieu avec la Grande-Bretagne.

121. **La première constitution** — En même temps

que l'on nommait un comité pour préparer le texte de la déclaration de l'Indépendance, un autre comité avait été chargé de soumettre un plan de gouvernement. Douze jours après l'adoption de la déclaration de l'Indépendance, ce second comité annonça à son tour qu'il avait terminé ses travaux et il présentait au congrès le texte de la première constitution des États-Unis. Cette constitution, qui devait être dans la suite considérablement modifiée, fut adoptée immédiatement par le congrès, puis soumise à la ratification des divers États. Ce ne fut toutefois qu'en 1779 qu'on en vint à un accord — exclusion faite du Maryland, qui ne se rendit que plus tard — et que le congrès commença à exercer les pouvoirs dont il avait été investi.

122. **Résumé.** — Les hostilités s'ouvrirent, dans le Massachusetts, par la bataille de Lexington (19 avril 1775), suivie un mois après par celle de Bunker Hill. Ces deux batailles, où les Anglais obtinrent pourtant le dessus, eurent pour les Américains tout l'effet moral de véritables victoires, car elles leur prouvèrent que, à conditions égales, ils étaient de taille à tenir tête à leurs puissants adversaires. Le second congrès continental, qui se réunit en 1776, se prononça en faveur de la résistance à outrance, et offrit le commandement en chef de la nouvelle armée des patriotes, à George Washington. Celui-ci s'avança immédiatement sur Boston, et peu après forçait les Anglais à évacuer cette ville. D'autre part, une expédition décidée contre le Canada eut pour résultat un désastre complet, et le général Montgomery perdit la vie sous les murs de Québec. Le 4 juillet 1776, le Congrès adoptait la célèbre déclaration d'Indépendance des nouveaux États-Unis d'Amérique, et des mesures étaient prises pour former un gouvernement.

CHAPITRE III

LA LUTTE DANS LES ÉTATS DU CENTRE (1776-1778)

123. **La réponse de l'Angleterre.** — La Grande-Bretagne ne fut pas lente à relever le gant que ses sujets d'Amérique venaient de lui jeter, et au défi contenu dans la proclamation d'Indépendance du congrès continental, elle répondit par l'envoi d'une flotte formidable, sous les ordres de l'amiral Howe, et par la mise sur pied de nouveaux et puissants renforts de troupes régulières.

Le plan des Anglais était maintenant d'attaquer les États du centre, de façon à isoler la Nouvelle-Angleterre de la région du sud, et c'est ainsi que durant les deux

années qui vont suivre, les opérations de la campagne se borneront surtout, de côté et d'autre, à la possession des rivières Hudson et Delaware.

124. **La défense de New-York.** — Le premier point d'attaque des Anglais devant être naturellement la ville de New-York, Washington accourut en toute hâte, puis après avoir échelonné une première ligne de défense, il envoya la moitié de son armée, sous les ordres du général Putnam, prendre position sur les hauteurs de Brooklyn, vis-à-vis New-York.

L'armée du général Howe — frère de l'amiral — arriva bientôt de Halifax, à bord de plusieurs navires de guerre, et la décision ayant été aussitôt prise de livrer assaut à la division Putnam, vingt mille hommes furent débarqués sur la côte sud-ouest de Long-Island.

125. **Bataille de Long-Island.** — La bataille eut lieu le 27 août, avec des résultats désastreux pour la cause américaine. L'avant-garde du général Putnam fut complètement défaite, et plus de mille prisonniers tombèrent aux mains des vainqueurs, sans compter la perte de plusieurs tués et blessés.

Le reste de la division Putnam se replia plus loin en grand désordre, l'armée anglaise la suivant de près, et une seconde catastrophe était imminente quand, à la faveur d'un épais brouillard qui s'abattit sur la rivière, Washington put heureusement faire traverser tous les patriotes en sûreté à New-York.

126. **Washington en pleine retraite.** — Toute l'île de Manhattan tomba ensuite au pouvoir du général Howe, ce qui força Washington à battre encore en retraite un peu plus loin, puis enfin à traverser l'Hudson pour se réfugier dans le New-Jersey. La mauvaise saison s'avançant maintenant à grands pas, et l'ennemi le pressant de plus en plus, Washington continua à reculer à travers le New-Jersey, se repliant du côté de Philadelphie, où l'on espérait pouvoir se retrancher avec quelques chances de succès.



LE GÉNÉRAL HOWE

127. **Traversée du Delaware.** — On arriva ainsi sur

les bords de la rivière Delaware, par un froid rigoureux qui augmentait encore les souffrances des patriotes, et qui aujoutait au découragement auquel la plupart se trouvaient maintenant en proie. Washington réquisitionna toutes les embarcations quelconques qu'il put se procurer, et après des fatigues inouïes, en se frayant difficilement un passage à travers les glaces charriées par les eaux, tout le monde put enfin prendre pied, sain et sauf, sur l'autre rive. Il n'était que temps, car peu après, les Anglais, conduits par le général Cornwallis, faisaient leur apparition. Toutefois, il leur fut impossible d'effectuer le passage de la rivière, et ils résolurent de s'établir dans leurs quartiers d'hiver, l'armée se séparant en deux divisions, dont l'une cantonnée à Princeton et l'autre à Trenton.

128. **Un brillant fait d'armes.** — C'est alors que, dans l'adversité, Washington sut se montrer à la hauteur du rôle qui lui avait été dévolu par la confiance des siens. Jugeant que, à moins d'un fait d'armes brillant, c'en était fait de la cause de l'Indépendance, il forma le projet audacieux et téméraire de retraverser le Delaware, rendu plus dangereux que jamais par ses glaces flottantes, puis d'aller attaquer l'ennemi dans ses quartiers de Trenton. Tout réussit à souhait et se passa comme il l'avait concerté. Dans la nuit de Noël, toute l'armée des patriotes effectua sans encombre le passage de la redoutable rivière, puis après une marche forcée à travers la neige et le verglas, prit l'ennemi complètement par surprise. Telle fut la rapidité de l'attaque, que le détachement des troupes anglaises ne put rien faire pour se défendre, et que, le temps de le dire, ils étaient tous faits prisonniers.

129. **Un renard au gîte.** — A quelques jours de là, Washington, qui était repassé de l'autre côté du Delaware avec ses prisonniers et son butin de guerre, traversa de nouveau la rivière et s'en vint occuper Trenton, où le général Cornwallis, accouru de Princeton, fit bientôt son apparition, bien décidé à venir à bout cette fois, coûte que coûte, des Américains. La situation où Washington se trouvait maintenant acculé était des plus critiques, car, dans l'éventualité d'un échec, et avec le Delaware derrière lui, toutes chances de retraite allaient lui être inévitablement coupées. Le général Cornwallis ne se tenait plus d'aise, et on l'entendit à plusieurs reprises s'écrier devant son état-major, en faisant allusion à Washington : « J'ai donc poussé le vieux renard dans son dernier terrier ».

130. **Washington à Princeton.** — Mais, une seconde fois, le génie inventif de Washington devait déjouer toutes les machinations de ses puissants adversaires. Dans la nuit qui devait précéder l'attaque des Anglais, il évacua ses quartiers de Trenton après avoir laissé suffisamment d'hommes pour entretenir les feux de bivouac et faire croire à l'ennemi que personne n'avait bougé. Contournant ensuite les positions de Cornwallis, Washington s'achemina vers Princeton, où il arriva au point du jour et tailla en pièces le détachement de troupes anglaises qui s'y trouvait cantonné. Cornwallis se réveilla au bruit des détonations lointaines du canon, et comprenant enfin ce qui s'était passé durant la nuit, il accourut au secours de ses gens. Mais déjà le « vieux renard » avait quitté Princeton et se dirigeait vers les hauteurs de Morristown, où l'on jugea imprudent de le suivre. Peu après, l'armée entière de Cornwallis battait en retraite du côté de New-York.

131. **Les Anglais marchent sur Philadelphie.** — Cependant, l'objectif principal de l'état-major anglais restait toujours Philadelphie, d'où l'on avait signifié à l'Angleterre qu'on entendait à l'avenir se passer d'elle en Amérique, et qui pour cet affront infligé à l'orgueil britannique méritait de recevoir une dure leçon. Afin d'être plus libre de ses mouvements, le général Howe choisit le trajet de mer, et après avoir pris ses dernières dispositions, il fit voile de New-York avec une armée de seize mille hommes. Bientôt après il remontait la baie Chesapeake et effectuait son débarquement à peu de distance de la capitale.

132. **Bataille de Brandywine.** — De son côté, Washington, qui surveillait de près tous les mouvement des Anglais, avait résolu de leur barrer le passage en se retranchant sur la petite rivière Brandywine, directement dans la ligne de marche du général Howe. Bientôt les deux ennemis étaient en présence, et une bataille acharnée s'engagea, où les Américains, du reste bien inférieurs en nombre, furent repoussés avec des pertes considérables (11 sep-



LAFAYETTE

tembre 1777). Cette bataille, qui ouvrait aux Anglais le chemin de Philadelphie, est aussi rendue doublement mémorable par le fait que ce fut là que le marquis de Lafayette et le comte Pulaski combattirent pour la première fois à côté des patriotes américains.

133. **Prise de Philadelphie et bataille de Germantown.** — Après la bataille de Brandywine, les Anglais prirent possession de Philadelphie, où ils entrèrent en triomphe. Washington, ayant rallié ses troupes, fit une seconde tentative pour reprendre le terrain perdu, et une rencontre sérieuse eut lieu, le 4 octobre suivant, à Germantown, situé à cinq milles de Philadelphie. Mais un épais brouillard qui couvrait le champ de bataille, gêna beaucoup les opérations des patriotes, et de nouveau ils durent battre en retraite sans avoir obtenu le moindre avantage. Bientôt après, tous les forts défendant l'embouchure du Delaware tombaient au pouvoir des Anglais, et Washington se retirait à vingt-cinq milles de là, à Valley Forge, pour y prendre ses quartiers d'hiver.

134. **La capitulation de Burgoyne.** — Tandis que se passaient ces événements, qui menaçaient de semer le découragement parmi les Américains, avait lieu par contre, dans la région du nord, le 7 octobre, la mémorable bataille de Saratoga, qui fut la cause première de la déconfiture de l'expédition partie du Canada sous les ordres du général anglais Burgoyne. Celui-ci fut alors complètement défait par les troupes américaines, commandées par les généraux Gates et Arnold, et, dix jours plus tard, désespérant de recevoir des secours, il signa les articles de capitulation qui livraient aux Américains six mille prisonniers, quarante-deux bouches à feu, plusieurs milliers de fusils, et d'abondants approvisionnements en munitions de guerre.

135. **Traité avec la France.** — La nouvelle de la capitulation de Burgoyne fut saluée parmi les patriotes avec des acclamations délirantes de joie, et contrebalança les échecs successifs de Washington autour de Philadelphie. Mais l'effet le plus retentissant en devait être surtout la décision où en arriva alors la France de reconnaître officiellement l'indépendance des États-Unis. En février 1778, un traité d'alliance fut signé entre les deux pays, et quelques mois après, une flotte française de secours faisait son apparition à l'embouchure du Delaware.

136. **Résumé.** — Le plan de l'état-major anglais était de scinder les États-Unis en deux parties, par la prise de possession des rivières Hudson et Delaware. Leur premier objecti fut de s'emparer de New-York, ce à quoi ils réussirent après

la bataille de Long-Island qui força Washington à battre en retraite à travers le New-Jersey, puis à se réfugier de l'autre coté de la rivière Delaware. Dans la nuit de Noël, cependant, Washington repassa le Delaware, puis remporta une brillante victoire à Trenton. Dix jours après, nouvelle victoire à Princeton. L'armée anglaise effectua alors sa retraite du côté de New-York.

Washington ne fut pas si heureux pour défendre Philadelphie, car ayant essayé d'arrêter la marche des Anglais sur cette ville, il fut défait à deux reprises, à Brandywine et à Germantown. Ces deux échecs successifs auraient pu avoir des effets désastreux pour la cause américaine, n'eût été la capitulation de Burgoyne qui opéra un revirement complet dans les esprits et hâta surtout la conclusion d'un traité d'alliance avec la France.

CHAPITRE IV

LA CAPITULATION DE YORKTOWN

137. **Les opérations dans le sud.** — Au commencement de l'année 1779, l'Angleterre s'était déterminée à changer encore une fois de tactique, afin d'écraser l'insurrection. Délaissant les régions du nord et du centre, ses généraux se portèrent cette fois vers le sud, d'où ils comptaient bien remonter peu à peu vers le nord, après toute une série de victoires définitives.

138. **Prise de Savannah et de Charleston.** — Les troupes anglaises n'éprouvèrent aucune difficulté à conquérir toute la Géorgie, puis à s'emparer de Savannah où elles réinstallèrent l'ancien gouvernement de la couronne anglaise. L'automne suivant, le général américain Lincoln, aidé de la flotte française, tenta un effort désespéré pour déloger les Anglais de Savannah ; mais il échoua dans son entreprise, et dut se retirer après avoir subi de grandes pertes. Les Américains ne devaient pas être plus heureux dans la Caroline du Sud, car le général anglais sir Henry Clinton s'étant présenté, au printemps de 1780, devant Charleston,



LE GÉNÉRAL LINCOLN

put s'emparer de cette ville au bout de quelques semaines en faisant prisonnière la garnison entière du général Lincoln.

139. **Bataille de Camden.** — Après la prise de Charleston, sir Henry Clinton retourna à New-York en laissant le commandement à lord Cornwallis, dont les soldats se répandirent par tout le pays, en y semant la terreur et la dévastation.

De leur côté les Américains, après bien des efforts, avaient réussi à constituer dans la Caroline du Nord le noyau d'une nouvelle armée, qu'ils mirent sous les ordres du général Gates. Mais il semblait vraiment que le Ciel se plût à vouloir abandonner leur cause, car lord Cornwallis étant accouru à la rencontre du général Gates, il s'en fallut bien peu qu'il ne réussît à anéantir complètement la nouvelle armée qu'on venait de lui opposer, lors de la sanglante bataille de Camden, livrée le 16 août 1780.

140. **Une terrible épreuve.** — Toutes ces défaites successives portèrent à son comble le découragement parmi les patriotes, et un moment on put croire que c'en était définitivement fini de la cause de l'indépendance. Toutefois, les Américains avaient encore à se préparer à la plus terrible épreuve qu'il leur avait été donné d'éprouver jusqu'ici : nous voulons parler de la trahison de Benedict Arnold, l'un des héros de la bataille de Saratoga, et l'un des plus braves et plus habiles généraux qui jusqu'alors se fussent distingués dans la lutte gigantesque engagée contre l'Angleterre par ses anciennes colonies d'Amérique.

141. **Trahison de Benedict Arnold.** — Benedict Arnold avait eu maille à partir avec le congrès, pour ce qu'on estimait être une dépense injustifiable des fonds publics, et au mois de janvier 1780, il s'était vu condamné à une réprimande. Il en conçut un si vif ressentiment qu'il résolut de se venger en entrant en communication avec les Anglais pour leur livrer la possession de la rivière Hudson. S'étant fait donner le commandement de la forteresse de West-Point, il s'aboucha avec sir Henry Clinton qui lui dépêcha le major André pour conférer sur ce qu'il y avait à faire. André put arriver à West-Point sans encombre, mais au retour il fut appréhendé par les Américains qui, après l'avoir fouillé, trouvèrent sur lui des papiers de l'écriture de Arnold révélant tout le complot. Arnold put être prévenu assez à temps pour aller se mettre en sûreté à New-York, et le major André fut pendu comme espion, après un procès sommaire.

142. **La montée de l'aurore.** — Le vieux proverbe : « Il ne fait jamais si sombre qu'avant la montée de l'aurore », était maintenant sur le point de se réaliser pour les Américains. En effet, le 7 octobre suivant, un détachement de troupes anglaises fut surpris à King's Mountains, dans la région des montagnes du Sud, et presque complètement anéanti. Les Américains, animés d'une nouvelle confiance, levèrent alors une nouvelle armée, qu'ils confièrent à un général d'une grande habileté, Nathaniel Greene, lequel avait lui-même sous ses ordres plusieurs officiers d'une grande valeur, entre autres Daniel Morgan et Henry Lee, père du grand général sudiste Robert-E. Lee.


LE GÉNÉRAL GREENE

143. **Victoire de Cowpens.** — Le stratégiste le plus capable, parmi les Anglais, était alors le colonel Tarleton. Le 17 janvier 1781, Morgan alla lui livrer bataille à Cowpens, et grâce à un merveilleux mouvement d'enveloppement qui est l'un des faits d'armes les plus brillants de cette longue guerre, il tailla les Anglais complètement en pièces avec une force bien inférieure en nombre, leur tuant 230 hommes et faisant 600 prisonniers. De leur côté, les Américains n'avaient eu que 12 hommes tués et 61 blessés.

144. **A la poursuite de Cornwallis.** — Cette victoire fut suivie d'une véritable chasse à courre, le général Greene tenant de près l'épée dans les reins aux troupes de lord Cornwallis, et forçant celui-ci à battre en retraite à travers la Caroline du Nord. La bataille de Eutaw-Springs, livrée le 8 septembre, précipita la déroute des Anglais, et sitôt après, lord Cornwallis, étant passé dans la Virginie, courait se fortifier à Yorktown.

145. **Le plan de Washington.** — A venir jusqu'à présent, l'alliance de la France n'avait encore exercé aucune influence décisive sur le résultat de la campagne, et le seul avantage de cette alliance pour les États-Unis avait été d'éparpiller les forces de l'Angleterre en d'autres parties du monde. Cependant, durant l'été de 1781,

une flotte française fit pour la seconde fois son apparition au large des côtes de la Virginie, et Washington conçut alors un plan audacieux pour précipiter l'issue des opérations. Apprenant que lord Cornwallis avait pénétré dans la Virginie, et s'était réfugié près de la côte, tandis que l'armée de Lafayette avait pris position en face de lui, Washington forma le projet de parcourir, à marches forcées, la distance de quatre cents milles qui le séparait de la Virginie, puis, après avoir effectué sa jonction avec Lafayette, de tenter d'acculer Cornwallis entre les troupes américaines et la flotte française, et enfin de l'écraser avant que des secours pussent lui être envoyés de New-York.

146. **La flotte française à la rescousse.** — La position prise par Cornwallis, à Yorktown, était sur une péninsule sise entre les estuaires des rivières James et York. Telle fut la rapidité des mouvements de Washington, que ses troupes touchaient déjà à la frontière du Maryland, avant que sir Henry Clinton, généralissime des forces anglaises à New-York, eût eu connaissance de ce qui se préparait. La flotte anglaise appareilla alors en toute hâte pour aller livrer bataille à la flotte française, qui était déjà entrée dans la baie Chesapeake, mais ce mouvement échoua complètement. Les navires anglais ne purent forcer l'entrée des passes, et quelques jours après, lord Cornwallis, serré de tous côtés, se trouva livré à ses seules ressources en face des deux armées réunies de Lafayette et de Washington, tandis que la flotte française lui fermait l'entrée de la mer.


LORD CORNWALLIS

147. **Capitulation de Yorktown.** — Alors commença le siège mémorable de Yorktown, qui fut le point culminant de la longue lutte engagée par les colonies anglaises d'Amérique pour conquérir leur indépendance. Les soldats français, conduits par le général Rochambeau, rivalisaient d'entrain et d'ardeur avec leurs camarades américains, et redoutes après redoutes furent emportées avec une impétuosité qui ne laissait que trop prévoir aux troupes an-

glaises que force leur serait, avant peu, d'arborer le drapeau blanc. Enfin, le 19 octobre, Cornwallis, jugeant une plus longue résistance inutile, se décida à capituler, et ses huit mille soldats défilèrent entre deux rangs de troupes américaines et françaises pour mettre bas leurs armes.

148. **Les hostilités sont suspendues.** — La nouvelle de la capitulation de Yorktown se répandit par tout le pays comme une traînée de poudre, et y causa une joie universelle, car chacun se rendit compte instinctivement que la guerre était virtuellement terminée. Les membres du congrès se rendirent en grande pompe à l'église pour y assister à un service solennel d'actions de grâces. En Angleterre, le cabinet de lord North fut renversé, et un nouveau ministère fut constitué, dont tous les membres étaient favorables aux États-Unis. Pour la première fois, la Grande-Bretagne se rendait enfin compte que la tâche qu'elle s'était imposée, de remettre sous sa domination ses anciennes colonies d'Amérique, dépassait la limite de ses forces, et bien que des troupes anglaises continuassent encore à occuper New-York, Charleston et quelques autres points du littoral de l'Atlantique, les hostilités furent pour ainsi dire complètement suspendues à partir de ce moment.

149. **Le traité de Versailles.** — Ce ne fut toutefois que près de deux ans plus tard que la paix fut définitivement conclue. Le 3 septembre 1783, l'Angleterre reconnaissait officiellement, par le traité de Versailles, l'indépendance des treize colonies américaines qui s'étaient révoltées contre elle, et elle échangeait en même temps des conditions de paix avec les autres nations avec lesquelles elle s'était trouvée en guerre depuis quelques années.

Aux États-Unis le traité de Versailles fut le signal du licenciement de l'armée des patriotes. Washington donna sa démission de commandant en chef, et après des adieux émouvants aux officiers et soldats qui avaient combattu à ses côtés, il reprit le chemin de sa propriété de Mount Vernon, accompagné de l'affection, de la reconnaissance et de l'admiration de tous les siens.

150. **Résumé.** — Ayant obtenu en somme peu de succès dans les États du Centre les Anglais décidèrent enfin d'opérer plus au sud, pour de là remonter peu à peu vers le nord en refoulant les patriotes devant eux. Ils s'emparèrent sans difficulté de Savannah et de Charleston, et taillèrent en pièces l'armée américaine à Camden. La victoire remportée par les patriotes à Cowpens changea bientôt cependant la face des événements et le général Greene ayant ensuite battu les

Anglais à Eutaw-Springs, lord Cornwallis résolut de battre en retraite du côté de la Virginie, puis d'aller se fortifier à Yorktown. Ce fut là que Washington, étant accouru à marches forcées pour effectuer sa jonction avec les troupes de Lafayette et de Rochambeau, le força à mettre bas les armes et à signer les articles de la mémorable capitulation du 19 octobre 1781, qui mettait virtuellement fin à la guerre. Deux ans plus tard, l'Angleterre reconnaissait formellement, par le traité de Versailles, l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

TABLEAU ANALYTIQUE (GUERRE DE LA RÉVOLUTION)

LES CAUSES DE LA RÉVOLUTION	91-92-93	**Les colonies anglaises à l'époque de la révolution.**	Leur prospérité. Leurs idées de liberté.
	94-95	**Grondements de révolte.**	Conduite du parlement britannique. Une violation des chartes coloniales.
	96-97	**Taxation des colonies.**	Loi du timbre. Résistance des colons. Envoi de troupes.
	98-99-100	**Les premiers troubles.**	« Massacre » de Boston. Bataille à Alamance. Le thé à la mer.
	101	**Boston mis en interdit.**	
	102	**Sympathies témoignées au Massachusetts.**	Les premières milices de patriotes. Le premier congrès continental.
LES COMMENCEMENTS DE LA GUERRE	104-105	**Le Massachusetts en état de siège.**	Émoi en Angleterre. Le général Gage prend l'offensive.
	106-107-108-109	**Lexington et Concord.**	Paul Revere. Batailles de Concord et de Lexington. Sanglante retraite.
	110	**Déclaration de Mecklembourg.**	
	111-112-113-114	**Bunker Hill.**	Les patriotes élèvent des retranchements devant Boston. Le 17 juin 1775. Les conséquences de Bunker Hill.
	115-116	**Washington prend le commandement.**	Le second congrès continental. Washington organise l'armée des patriotes.
	117-118	**Invasion du Canada.**	Le but de l'expédition. Désastre complet. Mort de Montgomery.

119 **Évacuation de Boston.**

120-121 **L'Indépendance.**
- La déclaration du 4 juillet 1776.
- La première constitution.

LA LUTTE DANS LES ÉTATS DU CENTRE

213 **Le plan des Anglais.**

124-125 **Bataille de Long-Island.**
- La défaite de Putnam.
- Washington réussit à effectuer sa retraite.

126-127 **A travers le New-Jersey.**
- Les souffrances des patriotes.
- Traversée de la rivière Delaware.

128 **Bataille de Trenton.**
- Un brillant fait d'armes.
- Les Américains reprennent espoir.

129-130 **Bataille de Princeton.**
- La désillusion de Cornwallis.
- Une ruse de guerre.
- Les Anglais battent en retraite.

131-132-133 **Opérations devant Philadelphie.**
- Bataille de Brandywine.
- Bataille de Germantown.
- Washington à Valley-Forge.

134-135 **Capitulation de Burgoyne.**
- Un événement considérable.
- Les résultats de la capitulation.
- Traité avec la France.

LES DERNIÈRES CAMPAGNES

137-138 **Les opérations dans le Sud.**
- Le nouveau plan des Anglais.
- Prise de Charleston et de Savannah.

139-140-141 **Série d'épreuves.**
- La défaite des Américains à Camden.
- La trahison de Benedict Arnold.

142-143-144 **La montée de l'aurore.**
- King's Mountain.
- Cowpens.
- Eutaw-Springs.
- Le général Greene à la poursuite de Cornwallis.

145-146 **L'approche du dénouement.**
- Washington accourt à Yorktown.
- La flotte française à la rescousse.
- Cornwallis pris entre deux feux.

147-148 **Capitulation de Yorktown.**
- Une grande victoire franco-américaine.
- *Te Deum* d'actions de grâces.
- La nouvelle en Angleterre.

149 **Le traité de Versailles.**



LIVRE QUATRIÈME

La période de développement

CHAPITRE I

WASHINGTON (1789-1797). — JOHN ADAMS (1797-1801) — THOMAS JEFFERSON (1801-1809)

151. **Une nouvelle constitution.** — La paix sitôt conclue, il se trouva que les articles de la constitution de 1776, qui avaient été jusqu'alors suffisants pour un pays en état de transition, contenaient trop d'éléments de faiblesse et d'imperfection pour la nouvelle nation américaine libre et indépendante. En conséquence, des délégués des différents États se réunirent à Philadelphie, et, après une conférence de quatre mois, tombèrent d'accord pour établir le texte définitif de la constitution des États-Unis.

152. **Les pouvoirs du congrès et du président.** — Par cette constitution, tous les pouvoirs législatifs sont confiés à un congrès, composé d'un sénat et d'une chambre de représentants, et le pouvoir exécutif appartient de droit au président, qui est une création unique participant à la fois de la nature du premier ministre d'Angleterre et de celle du roi dans une monarchie constitutionnelle. Cependant, et à l'inverse de ce qui se voit dans les pays de gouvernement représentatif, le président des États-Unis s'appuie sur un cabinet composé d'hommes, auxquels il communique bien, il est vrai, l'existence administrative, mais qui ne possèdent aucune responsabilité vis-à-vis du peuple et ne siègent ni au sénat ni à la chambre des représentants.

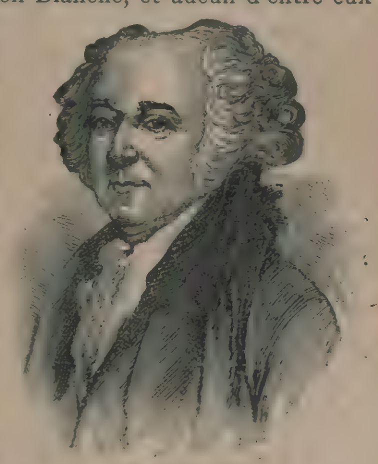
153. **Le sénat. Le speaker de la chambre.** — Contrairement à ce qui se pratique en Angleterre et au Canada, où les lords et les sénateurs sont inamovibles et doivent leur existence soit à l'hérédité ou au bon plaisir de la couronne, les sénateurs siégeant à Washington ne sont élus que pour une période de six années, et tous les deux ans un tiers d'entre eux voient la fin de leur mandat.

Ce qui frappe aussi le Canadien, habitué à voir les Communes d'Ottawa évoluer sous la direction d'un leader, qui le plus souvent est le premier ministre lui-même, c'est l'influence considérable que se trouve à revêtir, à Washington, le speaker de la chambre des représentants par le fait de l'absence complète des ministres. En réalité, ce speaker est le leader même de la chambre, et, par la part prépondérante qu'il prend à la composition des commissions ou comités, son importance ne le cède même qu'à celle du chef suprême de la république.

154. **Le premier président.** — La constitution une fois adoptée par les divers États, il s'agissait de décider qui serait le président de la nouvelle république. Le choix unanime du pays tomba sur le général Washington, dont l'installation eut lieu en triomphe, dans l'hôtel de ville de New-York, le 30 avril 1789. John Adams, du Massachusetts, qui avait pris une part distinguée aux luttes de la révolution, fut le premier vice-président.

155. **Washington prend sa retraite.** — A l'expiration de son premier terme d'office, Washington fut de nouveau choisi comme président durant quatre autres années. Toutefois, ce second terme expiré, il refusa de se laisser porter au pouvoir une troisième fois, et il se retira dans sa solitude de Mount Vernon, après avoir fait ses adieux au peuple des États-Unis. L'exemple de Washington a toujours été suivi, depuis, par tous les présidents qui se sont succédé à la Maison Blanche, et aucun d'entre eux n'a jamais voulu consentir à être pour une troisième fois candidat présidentiel.

156. **Le président John Adams.** — John Adams fut le second président des États-Unis (1797-1801). Son administration fut marquée par des différends avec le gouvernement français, alors le Directoire, qui voulait forcer les États-Unis à se départir de la neutralité qu'ils observaient vis-à-vis de l'Angleterre. Plusieurs



JOHN ADAMS

navires américains furent saisis sur les hautes mers, ce qui porta le président Adams à convoquer le congrès en session extraordinaire, et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre le pays sur un pied de guerre. L'attitude énergique des États-Unis donna alors à réfléchir au gouvernement français, et peu après les deux pays s'entendaient pour un règlement à l'amiable.

157. **La fondation de Washington.** — Deux autres événements importants marquèrent encore l'administration du président Adams. Le siège du gouvernement fut transféré de Philadelphie à un endroit des rives du Potomac choisi par Washington lui-même, et que, par déférence pour la mémoire du premier président, l'on nomma Washington. Le second événement fut la mort de Washington. Le grand patriote, ayant pris un subit refroidissement, fut terrassé en deux jours par une congestion pulmonaire, et rendit l'âme, le 14 décembre 1799, à Mount Vernon, dans la 68e année de son âge.

158. **Naissance du parti démocratique.** — Thomas Jefferson fut le troisième président (1801-1809). Il avait été gouverneur de la Virginie durant la guerre de l'Indépendance, et fut l'un des commissaires envoyés en Europe pour négocier une alliance avec la jeune république. Il avait aussi agi en qualité de secrétaire d'État dans le cabinet de Washington, et avait été vice-président sous Adams.


THOMAS JEFFERSON

L'élection de Jefferson constitue une date remarquable dans l'histoire des États-Unis, parce qu'elle marque l'arrivée pour la première fois au pouvoir du grand parti démocratique, recruté parmi ceux qui combattaient pour accorder le plus de libertés possibles aux divers États, par opposition aux centralisateurs ou « fédéralistes ». Ce parti démocratique prit alors le nom de « républicain », mais ce ne sera toutefois que bien plus tard que le parti républicain, tel qu'il est connu de nos jours, prendra naissance.

159. **Nouvelles acquisitions de territoire.** — Sous l'administration de Jefferson, les treize États originaires de la guerre de l'Indépendance, qui s'étaient déjà augmentés du Vermont en 1791, du Kentucky en 1792, et du Tennessee en 1793, englobèrent aussi dans l'union les deux immenses territoires de l'Ohio (1802), et de la Louisiane (1803).

L'Ohio fut le premier État détaché des vastes régions encore inconnues du Nord-Ouest, sur lesquelles s'étendait naturellement la juridiction de la nouvelle république. Quant à la Louisiane, qui venait d'être recédée à la France par l'Espagne, on l'acheta tout bonnement à Napoléon I, lequel, étant alors fort pressé d'argent, fut bien aise d'accepter les quinze millions de dollars offerts par Jefferson. Grâce à cet achat, les États-Unis entraient en possession d'un immense territoire s'étendant depuis le golfe du Mexique jusqu'aux sources du Mississipi, et il leur devenait dès lors possible de satisfaire toutes leurs ambitions, qui n'étaient rien moins que d'étendre leur pouvoir jusqu'à l'océan Pacifique.

160. **Grande popularité de Jefferson ; sa retraite.** — La popularité de Jefferson s'était beaucoup accrue à la suite de ce marché si heureux. Aussi n'eut-il aucune peine à se faire réélire, en 1805, à l'expiration de son premier terme d'office. Sa seconde administration fut marquée par des difficultés avec l'Angleterre et la France, résultant des entraves apportées au commerce des États-Unis par les guerres de Napoléon. On décréta aussi, en 1807, des lois importantes pour prohiber l'importation des esclaves à partir de 1808.

Jefferson prit sa retraite à la fin de sa seconde présidence, et consacra dès lors son temps à la création de l'université de Virginie. Ses dernières années furent assombries par les premières luttes sur la question de l'esclavage, et, avec un instinct presque prophétique, il eut dès lors la prévision des terribles malheurs qui devaient fondre plus tard sur sa patrie.

161. **Résumé.** — Après la conclusion du traité de Versailles, des délégués réunis à Philadelphie s'occupèrent de la revision de la constitution, telle qu'elle existe encore aujourd'hui dans ses grandes lignes et nommèrent Washington premier président des États-Unis. Washington fut élu une seconde fois, à l'expiration de son premier terme d'office, mais il refusa de se laisser porter candidat pour un troisième terme, établissant par là un précédent qui a toujours été depuis fidèlement suivi. Sous l'administration de John Quincy Adams, qui fut le deuxième président, eurent lieu quelques démêlés, vite apaisés, avec la France, et l'on jeta les fondations de

la ville de Washington. La présidence de Thomas Jefferson fut surtout remarquable par la naissance du parti démocratique et par l'acquisition de nouveaux territoires destinés à accroître énormément la puissance de la jeune république.

CHAPITRE II

JAMES MADISON (1809-1817), ET LA GUERRE DE 1812

162. **Démêlés avec l'Angleterre.** — James Madison fut le successeur de Jefferson. Les obstacles imposés depuis trois ans au commerce américain, dans les ports d'Europe, avaient alors amené une situation absolument intolérable, et les esprits étaient surtout fort montés contre l'Angleterre, que l'on accusait d'être la cause première de toutes ces difficultés. Pour comble d'aggravation, des ordres furent donnés aux commandants de navires de guerre anglais, d'arrêter tous les vaisseaux américains, pour y prendre de force à leur bord tous les marins soupçonnés être des déserteurs de la marine anglaise. On conçoit que, dans l'exécution de ces ordres, il dut se glisser beaucoup d'abus, car il n'était pas toujours facile de distinguer entre marins anglais et américains. Les choses s'envenimèrent même de telle sorte que plusieurs vaisseaux des États-Unis furent saisis comme prises de guerre, non seulement sur la haute mer, mais jusque dans les eaux américaines.



JAMES MADISON

163. **Déclaration de guerre.** — Le président Madison épuisa toutes les ressources pour en arriver à un accommodement, et enfin, désespérant d'y réussir, il adressa au congrès, le 1er juin 1812, un message recommandant de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Les principaux motifs invoqués pour en venir à cette extrémité étaient : 1° les mesures vexatoires et arbitraires imposées aux vaisseaux naviguant sous le pavillon étoilé ; 2° le

blocus des ports des ennemis de l'Angleterre ; 3° l'incitation, vis-à-vis de plusieurs tribus sauvages, à prendre les armes contre les États-Unis.

164. **La capitulation de Détroit.** — La première opération de la campagne fut une expédition contre le Canada. Le soin de cette expédition fut confié au général William Hull, qui était un vieux soldat de la guerre de l'Indépendance. Mais cet officier manquait des qualités nécessaires pour remplir un semblable mandat, et l'armée anglaise ne l'avait pas plutôt serré de près dans la ville de Détroit, qu'il capitula avec toutes ses troupes (16 août), ce qui souleva par tout le pays un cri général de réprobation. Dans la suite le général Hull, ayant été traduit en cour martiale, fut condamné à mort, mais par considération pour son âge et ses services précédents, il fut gracié par le président.

165. **Victoire de la « Constitution ».** — Trois jours après la honteuse capitulation de Détroit, le 19 août, les Américains remportaient par contre un avantage décisif sur mer, et reprenaient courage pour mener à bonne fin leur seconde guerre avec l'Angleterre. La frégate américaine « Constitution », commandée par le commodore Isaac Hull, ayant rencontré la frégate anglaise « Guerrière » dans le golfe Saint-Laurent, il s'ensuivit un combat acharné d'environ une heure. La « Guerrière » dut alors amener son pavillon, après avoir eu 15 hommes tués et 64 blessés. Les Américains avaient eu 7 hommes tués et 7 blessés. Les survivants de la « Guerrière » furent amenés prisonniers à Boston, où le commodore Hull et ses hommes furent acclamés et fêtés comme des héros.



ISAAC HULL

166. **Le prestige naval des États-Unis.** — Le désastre de la « Guerrière » ne devait pas être la seule surprise désagréable infligée à l'Angleterre, car, contre toute attente, ce fut précisément sur mer, où il semblait que ses vaisseaux — du reste bien supérieurs en nombre — dussent être invincibles, qu'elle éprouva le plus de pertes. Les

navires américains attaquèrent sur toutes les mers les vaisseaux anglais avec une témérité tenant du prodige, et cela avec un tel résultat heureux pour eux que, durant la seule année 1812, plus de trois cents navires battant pavillon britannique tombèrent en leur pouvoir avec des cargaisons de grande valeur, et au delà de trois mille marins anglais furent faits prisonniers. L'Angleterre n'en revenait pas de sa stupeur, et en Europe le prestige de la « Maîtresse des Mers » fut sérieusement entamé.

167. **Échecs au Canada.** — L'effet moral des victoires navales des Américains fut considérable, mais en somme il n'en résulta rien d'une portée définitive pour la conclusion des hostilités, et les États-Unis furent surtout particulièrement malheureux dans leurs diverses tentatives d'invasion du Canada, chacune de ces tentatives ayant été chaque fois suivie d'un échec pénible pour l'orgueil américain. Cependant, des deux côtés, la lutte se poursuivait avec acharnement, et personne ne songeait à désarmer.

168. **La victoire du lac Érié.** — L'un des événements les plus considérables de la guerre, et l'un de ceux aussi dont les Américains sont le plus justement fiers, fut la grande victoire navale remportée sur le lac Érié, le 10 septembre 1813, par la flottille du capitaine Perry. Son escadre ne comprenait que neuf petits vaisseaux, avec 54 canons, tandis que les Anglais avaient six puissants navires de guerre avec 63 canons. Tout d'abord la victoire s'annonça comme indécise, et même le vaisseau amiral de Perry, le « Lawrence », dut être abandonné alors qu'il faisait eau de toutes parts et qu'il ne restait que sept ou huit hommes de tout l'équipage. Mais Perry ayant transporté son pavillon sur un autre navire, le « Niagara », la bataille reprit avec un redoublement de furie, et enfin, au bout de trois heures le drapeau étoilé flottait sur les débris de la flotte anglaise. Après cette victoire, le général américain Harrison débarqua ses



OLIVER HAZARD PERRY

troupes sur la rive canadienne, et, le 5 octobre suivant, défit les troupes anglaises du général Proctor, à la bataille de la Thames. Cette rencontre est surtout rendue mémorable par le fait que ce fut là que le célèbre chef sauvage Tecumseh fut tué.

169. **Bataille de Lundy's Lane.** — Un autre engagement important, et fort chaudement contesté de part et d'autre, eut lieu le 25 juillet 1814, à Lundy's Lane, près des chutes Niagara. La bataille commença un peu avant le coucher du soleil, et l'on se battit avec rage jusqu'à minuit. Les Anglais, surtout, combattirent avec une énergie tenant du désespoir, et à plusieurs reprises ils exécutèrent plusieurs charges à la baïonnette pour venir à bout de l'obstination de leurs adversaires. Mais tout fut inutile, et ils durent enfin abandonner le champ de bataille aux Américains. Dans cette sanglante rencontre, les généraux américains Brown et Scott furent tous deux grièvement blessés.

170. **Victoire du commodore McDonough.** — Au mois de septembre suivant, les Anglais voulurent prendre leur revanche de leur échec de Lundy's Lane en tentant une descente sur Plattsburg, à l'aide d'une attaque réunie de leurs forces de terre commandées par sir George Provost, et d'une puissante escadre sous les ordres du commodore Downie. Il était écrit, cependant, que le mauvais sort devait les poursuivre, car les navires anglais n'avaient pas plus tôt fait leur apparition qu'ils étaient complètement détruits par la flotte américaine commandée par le commodore McDonough, tandis que, de son côté, le général Macomb repoussait victorieusement toutes les attaques tentées sur les forts de Plattsburg.

171. **Prise de Washington.** — Tandis que ces événements se déroulaient sur les frontières du Canada, les forces anglaises tentaient dans la région du sud une diversion qui tourna à leur avantage et répandit pour un temps une vive alarme dans les rangs des Américains. Au mois d'août, une flotte anglaise pénétra dans la baie de Chesapeake, transportant six mille hommes commandés par le général Ross, et qui furent débarqués à quarante milles de Washington. Comme ils approchaient de la capitale, quelques bataillons américains sous les ordres du général Winder se présentèrent pour leur fermer le passage, mais ils furent taillés en pièces, et les Anglais poursuivirent alors victorieusement leur marche sur Washington, d'où ils ne se retirèrent qu'après avoir mis le feu au capitole, à la résidence présidentielle et à plusieurs édifices publics.

172. **Les Anglais repoussés devant Baltimore.** — Quelques semaines après la prise et le sac de Washington, le général Ross faisait son apparition devant Baltimore, tandis que la flotte anglaise prenait ses dispositions pour bombarder le fort Henry, à l'entrée de la rade. On comptait bien alors, grâce à cette attaque combinée de forces de terre et de mer, avoir facilement raison de la résistance de la ville. Mais les Américains, depuis l'incendie du capitole de Washington, avaient eu le temps de se remettre et de s'organiser. Des milices volontaires défendirent énergiquement la voie de terre, et, dès les premiers coups de feu, le général Ross lui-même était tué, ce qui mit le désarroi dans les rangs des Anglais. Du côté de la mer, un bombardement, qui dura vingt-quatre heures, ne causa aucuns dommages appréciables, ce que voyant, les Anglais se rembarquèrent à bord de leurs navires, et le siège fut levé.

173. **Le traité de Gand.** — Des deux côtés, et depuis longtemps déjà, l'on était fatigué de cette guerre, qui menaçait de s'éterniser en paralysant les forces vives des deux pays, sans résultat décisif ni pour l'un ni pour l'autre. Aussi le traité de paix, qui fut signé à Gand, en Belgique (24 décembre 1814), fut-il agréé avec un soulagement universel. Ce qui établit bien, en outre, que cette guerre aurait pu être évitée, avec un peu de tact diplomatique, c'est qu'aucun des griefs dont s'était plaint le président Madison, dans son message de 1812, ne fut indiqué dans le traité de paix, et en somme, les deux nations, en cette occurrence, ne firent pas autre chose que de convenir, de part et d'autre, qu'il y allait de leur dignité de mettre fin au plus tôt à une querelle qui ne reposait sur aucune base sérieuse.

174. **Bataille de la Nouvelle-Orléans.** — Le traité de paix avait été signé le 24 décembre, mais comme il n'existait à cette époque aucun autre moyen d'en informer les belligérants que de leur dépêcher un navire, non seulement les hostilités se poursuivirent encore durant quelque temps, mais même ne devaient se terminer que par l'une des plus terribles rencontres de toute la campagne. Nous voulons parler de la bataille de la Nouvelle-Orléans, qui fut livrée le 8 janvier 1815.

Une escadre de cinquante navires, avec douze mille hommes de troupes régulières, ayant résolu d'attaquer la Nouvelle-Orléans, le général Jackson, qui commandait les forces américaines stationnées dans cette région, accourut au secours de la ville, et après avoir fait mettre ses hommes à l'abri derrière des retranchements impro-

visés à la hâte avec des balles de coton, il attendit l'ennemi de pied ferme.

Trois assauts successifs furent livrés par les Anglais, à quelques jours d'intervalle, et chaque fois ils durent lâcher prise avec des pertes considérables. Enfin, le 8 janvier au matin, les assaillants, ayant reçu des renforts, une attaque générale eut lieu sur toute la ligne. Trois fois de suite, les troupes anglaises, fortes de 14,000 hommes, se ruèrent à l'assaut des retranchements américains, mais telle était la précision du tir des patriotes qu'elles furent à chaque fois forcées de se replier en désordre. Dans l'un de ces assauts le général anglais Packenham fut tué. La retraite des assaillants, enfin, dégénéra en une véritable déroute, et les Anglais s'enfuirent pour de bon en laissant sur le champ de bataille sept cents hommes tués et quatorze cents blessés. Du côté des Américains, et si incroyable que la chose paraisse, les pertes n'avaient été que de sept tués et six blessés.

175. **Résumé.** — Le fait dominant de la présidence de James Madison, quatrième président des États-Unis, fut la guerre de 1812, engagée avec l'Angleterre sous le prétexte de mettre fin aux embarras causés au commerce américain sur la haute mer. Durant cette guerre, les Américains furent tout particulièrement malheureux dans leurs nouvelles tentatives d'invasion du Canada, et même les Anglais purent s'avancer jusqu'à Washington, dont ils incendièrent le capitole. Mais d'un autre côté, sur mer, l'avantage resta aux Américains, qui remportèrent entre autres la mémorable bataille du lac Érié. Enfin, le 24 décembre 1814, le traité de Gand mit fin à cette lutte, entreprise pour des motifs en somme mal définis. La dernière bataille engagée fut celle de la Nouvelle-Orléans, remarquable non seulement par le succès décisif qu'y remportèrent les Américains, mais par le fait qu'elle eut lieu plus de deux semaines après la conclusion de la paix.

CHAPITRE III

JAMES MONROE (1817-1825) — JAMES QUINCY ADAMS (1825-1829)

176. **Les suites de la guerre.** — James Monroe, de la Virginie, fut le cinquième président des États-Unis. Le nouvel élu était un homme d'État distingué, qui avait déjà été chargé de plusieurs missions diplomatiques et avait été secrétaire d'État dans le cabinet Madison. Les premiers mois de son administration furent employés à ramener le calme dans les esprits, et surtout à pacifier la Nouvelle-Angleterre, où la guerre contre la Grande-

Bretagne, en paralysant le commerce de cette partie du pays, avait excité un mécontentement presque général.

177. **La campagne contre les Séminoles.** — Plusieurs événements importants devaient marquer l'administration du nouveau président. En premier lieu, il y eut la guerre contre les Indiens Séminoles, habitant la Floride. Une campagne d'extermination s'ensuivit, conduite par le général Jackson, et finalement, en 1819, l'Espagne décida de vendre la Floride aux États-Unis pour la somme de cinq millions de dollars. Peu après, l'Alabama était aussi admis au nombre des nouveaux États.

178. **La lutte contre les esclavagistes.** — Le pacte connu sous le nom de « Compromis du Missouri » fut le second événement considérable. Une controverse des plus acrimonieuses s'était alors élevée au congrès, sur la question de savoir si le Missouri, qui demandait son admission au nombre des États, serait oui ou non un État esclavagiste. Cette question était d'autant plus importante, pour les parties intéressées, que les États esclavagistes et anti-esclavagistes étaient de part et d'autre en nombre égal, et que de la sorte le Missouri se trouvait à déplacer l'équilibre.

179. **Le compromis du Missouri.** — Grâce à l'influence et à l'éloquence de Henry Clay, un compromis put être effectué par lequel le Missouri devenait État esclavagiste (1821), mais avec l'entente que tout nouvel État qui serait à l'avenir constitué au nord du 36e degré de latitude — qui était la frontière sud du Missouri — deviendrait État libre, faculté étant laissée à tout nouvel État au-dessous de cette ligne de décider de son sort. Ce compromis, qui eut à cette époque un retentissement extraordinaire, était en réalité une sorte de trêve entre les deux factions rivales, et comme un *modus vivendi* qui devait aider le Nord et le Sud à vivre en plus ou moins bonne intelligence jusqu'à l'administration Lincoln, où devait éclater la terrible guerre de la Sécession.

Le lendemain du jour où le compromis du Missouri était voté, et pour rétablir l'équilibre un instant déplacé, le Maine était détaché du Massachusetts et admis au nombre des États libres.

180. **Le canal Érié.** — Un troisième événement, d'un ordre bien différent, et dont l'influence sur le développement des États-Unis a été considérable, devait aussi marquer l'administration Monroe. Nous voulons parler de la construction du canal Érié, qui s'étendant sur une longueur de 363 milles, et terminé en 1823, offrait une voie de communication d'autant plus précieuse entre

l'Est et la région des grands lacs, que les chemins de fer étaient alors encore inconnus. Le canal Érié, communiquant directement avec l'Hudson, ce fut surtout New-York qui en reçut le plus d'avantages, et la ville-empire prit dès lors le premier rang au nombre des grandes villes des États-Unis.

181. **La doctrine Monroe.** — Mais le point culminant de la carrière administrative de James Monroe fut surtout son célèbre message adressé au congrès en 1823, et dans lequel il formulait entre autres deux propositions qui eurent en Europe un énorme retentissement. Par la première, le président déclarait que toute tentative, par un pouvoir européen, pour fonder des établissements coloniaux en Amérique, devait être considérée comme mettant en danger la paix et la sécurité des États-Unis ; et par la seconde il ajoutait que l'Amérique ne contenait plus aucun territoire où l'Europe pût désormais compter s'implanter.

Ces deux propositions, dans lesquelles est contenue toute la fameuse doctrine Monroe, avaient été provoquées par le projet de la France de réunir en conférence les grandes puissances européennes. afin de décider des meilleurs moyens à prendre pour aider l'Espagne à reconquérir les républiques de l'Amérique du Sud qui s'étaient révoltées contre elle. Le message Monroe donna à réfléchir aux chancelleries d'Europe, et le projet de congrès fut abandonné.

182. **Politique de développement.** — John Quincy Adams, fils de John Adams, succéda en 1825 au président Monroe. Le nouveau président avait déjà représenté les États-Unis en Hollande, en Allemagne, en Russie, et en Angleterre, et avait pris une part importante aux délibérations qui amenèrent la conclusion du traité de Gand. Dans son message au congrès, lors de son installation, il annonça que le gouvernement avait l'intention de développer les ressources



JOHN QUINCY ADAMS

économiques du pays par tous les moyens à sa disposition, et que des sommes considérables seraient surtout consacrées au creusement de nouveaux canaux.

183. **L'ère de la vapeur.** — C'est surtout le canal Érié, qui, en réduisant les taux de transport au dixième de ce qu'ils étaient auparavant, avait contribué à lancer le pays dans cette ère de développement. Un moment, même, il fut sérieusement question d'entreprendre toute une série de travaux pouvant mettre en communication tous les cours d'eau navigables, de l'Atlantique au Pacifique. Mais un nouveau facteur, qui venait alors de faire son apparition, empêcha la réalisation de ce projet grandiose et dirigea les esprits vers une nouvelle orientation. Nous voulons parler de la vapeur qui, en créant les chemins de fer, devait tant contribuer plus tard à révolutionner la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

184. **Résumé.** — James Monroe, qui fut le cinquième président, s'employa d'abord à pacifier la Floride, qui peu après était achetée à l'Espagne pour cinq millions de dollars. L'administration du président Monroe est aussi remarquable, dans l'histoire, par l'établissement du « compromis du Missouri », sorte de trêve qui devait aider le Nord et le Sud à vivre en plus ou moins bonne intelligence jusqu'à la guerre de sécession, et par le creusement du canal Érié, qui fut le point de départ de la prospérité de New-York. Mais l'événement le plus important fut surtout le message de 1823, par lequel le président Monroe intimait aux puissances européennes l'ordre de ne plus songer à fonder des établissements en Amérique. C'est ce message même, en un mot, qui formulait la célèbre doctrine aujourd'hui universellement connue sous le nom de doctrine Monroe.

Le sixième président, John Quincy Adams, donna toute son attention au développement des ressources économiques du pays, ressources qui bientôt, grâce à l'avènement des chemins de fer, vont accroître la richesse publique dans des proportions absolument inouïes.

TABLEAU ANALYTIQUE (PÉRIODE DE DÉVELOPPEMENT)

WASHINGTON 1789-1797	151-152-153 **La constitution des États-Unis.**	Distribution des différents pouvoirs. Parallèle avec l'Angleterre et le Canada.
	154-155 **Le président Washington.**	Un précédent important pour les réélections à la première magistrature de la République.
JOHN ADAMS 1797-1801	156-157 **Le président John Adams.**	Démêlés avec le Directoire. Fondation de la ville de Washington. Mort de Washington.

JEFFERSON 1801-1809	158 **Le président Thomas Jefferson.**	Naissance du parti démocratique.
	159-160 **Acquisitions de territoire et popularité de Jefferson.**	Fondation de l'Ohio, à la suite du Vermont, du Kentucky et du Tennessee. Achat de la Louisiane.
JAMES MADISON 1809-1817 — GUERRE DE 1812	162 **Arrivée de James Madison au pouvoir.**	Les démêlés avec l'Angleterre s'accentuent de plus en plus.
	163-164 **Commencements de la guerre de 1812.**	La honteuse capitulation de Détroit.
	165-166 **Succès des Américains sur mer.**	Victoire de la « Constitution ».
	167 **La campagne au Canada.**	Les Américains éprouvent plusieurs échecs.
	168-169-170 **Les péripéties de la lutte.**	Bataille du lac Erié. Bataille de Lundy's Lane. Succès du commodore McDonough et du général Macomb.
	171 **Les Américains subissent une grande humiliation.**	Les Anglais pénètrent jusqu'à Washington et mettent la ville au pillage.
	172 **Les Américains prennent leur revanche à Baltimore.**	
	173-174 **Traité de Gand et bataille de la Nouvelle-Orléans.**	Par quoi se distingua la bataille de la Nouvelle-Orléans.
JAMES MONROE 1817-1825	176-177 **Commencements de la présidence de James Monroe.**	Pacification de la Nouvelle-Angleterre. Guerre contre les Séminoles. Achat de la Floride.
	178-179 **Lutte contre les esclavagistes.**	Henry Clay et le compromis du Missouri.
	180 **Le canal Érié.**	Son influence sur le développement de New-York.
	181 **La doctrine Monroe.**	Ses deux principales dispositions. Son origine et ses causes. Son retentissement en Europe.
	182-183 **L'ère de la vapeur.**	Ce nouveau facteur crée une véritable révolution.



LIVRE CINQUIÈME

Le Nord et le Sud

CHAPITRE I

ANDREW JACKSON (1829-1837)

185. **Caractère du président Jackson.** — Le général Andrew Jackson, qui fut le septième président des États-Unis, dut surtout son élévation à la popularité qu'il s'était acquise par sa victoire de la Nouvelle-Orléans. C'était un homme d'une volonté de fer, et qui, habitué de longue date à voir tout plier devant lui, ne crut mieux faire que de transporter, dans la vie officielle de Washington, les méthodes administratives rigoureuses en usage dans la vie des camps. Il se fit beaucoup d'ennemis, mais la masse du peuple, qui voyait en lui un défenseur contre les puissants du jour, le soutint envers et contre tous durant les huit années de luttes presque continuelles qui marquèrent son administration.



ANDREW JACKSON

186. **Les dépouilles aux vainqueurs.** — Jackson fut le premier président à inaugurer le système des « dépouilles aux vainqueurs », système consistant, comme on sait, à faire la place nette, à chaque élection présidentielle, dans tous les départements du service civil, pour y installer des amis personnels ou politiques de la nouvelle administration. Ce système, qui fut l'un des côtés les plus répréhensibles de la politique américaine, s'est maintenu à peu près intact à venir jusqu'en 1883, sous

le président Arthur, alors que l'on prit les premières mesures législatives pour obvier à cet état de choses.

187. **Question de la nullification.** — C'est en 1830, c'est-à-dire dès la seconde année de l'administration Jackson, qu'eut lieu au sénat le fameux débat, si fertile en joutes oratoires, soulevé par la question de la « nullification ». Le sénateur Hayne, de la Caroline du Sud, se faisant à cette occasion le porte-parole des États du Sud, alarmés des tendances ultra-protectionnistes du Nord, y avait proclamé en principe que lorsqu'un État se trouvait lésé par une loi fédérale, il avait le droit de la « nullifier », en décrétant qu'elle serait inapplicable chez lui.

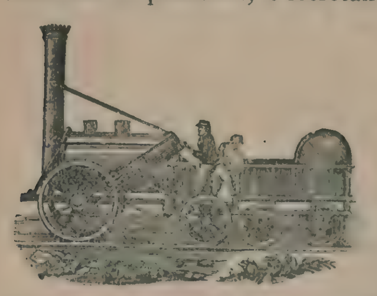
188. **Un défi à l'autorité fédérale.** — On alla plus loin encore, et des paroles on passa aux actes. Un nouveau tarif, par lequel le Sud se prétendait lésé, ayant été adopté à une forte majorité en juillet 1832, la législature de la Caroline du Nord convoqua une convention d'État, laquelle déclara nul et non avenu le nouveau projet de loi du gouvernement fédéral, et décidait de résister par la force si cela devenait nécessaire. Le président Jackson prit alors immédiatement des mesures pour faire respecter l'autorité fédérale, par l'envoi de troupes et d'un aviso armé, et l'on allait en venir aux mains lorsque, de nouveau, Henry Clay, l'auteur du compromis du Missouri, apparut sur la scène pour ramener la conciliation. Il réussit à faire adopter par le congrès, en février 1833, une loi qui modifiait profondément la législation douanière, de façon à donner plus de satisfaction aux intérêts du Sud, et un calme relatif se rétablit alors peu à peu dans les esprits.

189. **L'agitation anti-esclavagiste.** — C'est aussi vers cette époque que l'on voit se manifester dans le Nord les premiers indices de la violente agitation anti-esclavagiste, dont le point culminant fut plus tard l'apparition de la célèbre « Case de l'Oncle Tom » de Mme Beecher-Stowe. Déjà, en ce temps-là, il se trouvait des apôtres du pauvre noir pour exiger non seulement le cantonnement de l'esclavage dans quelques États du Sud, mais son extirpation même du sol américain. Parmi ces apôtres, un entre autre, William Lloyd Garrison, de Boston, se faisait remarquer par des diatribes d'une extrême virulence contenues dans son journal *The Liberator*. Un exemple suffira pour bien marquer le degré d'exaspération auquel on en était alors arrivé, dans le camp des anti-esclavagistes. Comme on cherchait à apaiser Garrison, en lui démontrant que l'œuvre

des pères de la patrie, décrétée en 1789, ne contenait aucun article condamnant l'esclavage, il répliqua avec emportement que cette constitution « était un pacte conclu avec le diable » et dont tous les honnêtes gens devaient s'éloigner avec horreur.

190. **La Banque des États-Unis.** — L'un des événements les plus considérables de la carrière administrative du président Jackson, fut l'annulation de la charte de la Banque des États-Unis, dont le siège était à Philadelphie. Cette charte expirant en 1836, un projet de loi avait été présenté au congrès pour la renouveler, mais cette mesure, sitôt votée, avait été frappée de *veto* par le président, et tous les efforts tentés pour faire revenir celui-ci sur sa décision, avaient été inutiles. Bien plus, et par un acte arbitraire qui lui a été souvent reproché par ses meilleurs amis, le président Jackson prit sur lui, vers la fin de sa seconde administration, de retirer tous les fonds du gouvernement de la Banque nationale, pour les répartir entre quatre-vingt-seize banques d'État dont les directeurs étaient à sa dévotion. Après bien des débats, surtout au sénat, où l'on ne se fit pas faute de censurer vertement l'action du président, le congrès adopta, en 1835, une résolution approuvant la mesure présidentielle, et peu après, en 1836, la Banque nationale de Philadelphie cessait d'exister.

191. **Une administration prospère.** — Malgré toutes ces agitations politiques, l'administration du président Jackson fut des plus prospères, car peu avant la retraite définitive du président, le secrétaire du Trésor put annoncer que non seulement toute la dette publique avait été acquittée, mais qu'il restait encore en caisse un excédent de 37 millions de dollars. Ce fut aussi sous le président Jackson que la première locomotive de chemin de fer fit son apparition en Amérique, et il y avait déjà dans le pays 1500 milles de chemin de fer en opération à la fin de 1837.



PREMIÈRE LOCOMOTIVE EN AMÉRIQUE

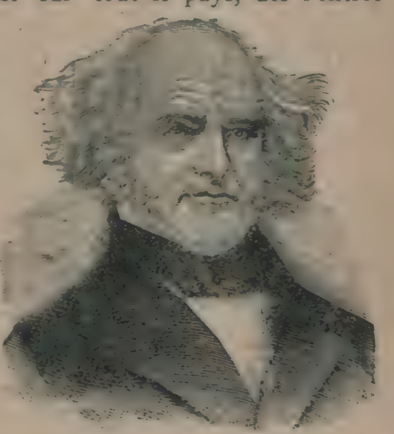
192. **Résumé.** — Le président Jackson fut le premier à inaugurer le fameux système des « dépouilles aux vainqueurs », qui devait devenir par la suite l'un des côtés les plus répréhen-

sibles de la politique américaine. Sous la même administration, les dissentiments s'accusent de plus en plus entre le Nord et le Sud, et l'agitation anti-esclavagiste en arrive surtout à son état aigu avec la publication du journal de William Lloyd Garrison, *The Liberator*. En 1835, le président Jackson fait annuler la charte de la Banque nationale de Philadelphie, et remplace cette institution par quatre-vingt-seize banques d'État dont tous les directeurs étaient à sa dévotion. Les chemins de fer commencent à prendre du développement, et en 1837 on a déjà construit un réseau couvrant une longueur de 1500 milles.

CHAPITRE II

VAN BUREN (1837-1841) — HARRISON TYLER (1841-1845)

193. **La panique financière de 1837.** — L'administration de Martin Van Buren, qui se poursuivit de 1837 à 1841, est surtout remarquable par la terrible panique financière qui s'abattit sur tout le pays, dès l'entrée du nouveau président à la Maison Blanche. Cette panique était la conséquence de l'ère de folle spéculation qui s'était soudain emparée de tous les esprits devant le prodigieux développement du pays. Toutefois, il convient d'ajouter que la législation financière de l'ex-président Jackson y avait bien aussi contribué pour une bonne part, en ouvrant les portes toutes grandes à l'agiotage par la création d'une multitude de banques nouvelles.


MARTIN VAN BUREN

La crise sévit partout avec une intensité inouïe. On compta jusqu'à 250 faillites à Boston dans une seule journée, les manufactures renvoyèrent partout leurs ouvriers, et toutes les banques suspendirent leurs paiements en espèces. Le président Van Buren ne se releva jamais de l'impopularité que lui valut cette déplorable crise, et sa défaite, aux élections présidentielles de 1840,

était d'ores et déjà à cette époque indiquée d'avance.

194. **La neutralité de Van Buren.** — On ignore généralement, au Canada, à quel point il s'en est peu fallu que l'insurrection des patriotes de 1837 ne prît, grâce aux États-Unis, des proportions pouvant emporter jusqu'au dernier vestige de l'autorité anglaise dans le pays. On avait vu alors, à la frontière, s'assembler des groupes d'aventuriers sous les ordres de Van Rensselaer, groupes répondant à un mot d'ordre parti de New-York, et bien décidés d'aller prêter main-forte aux Canadiens révoltés. Le président Van Buren aurait pu laisser les événements suivre leur cours, et l'orientation du Canada était peut-être changée. Mais il préféra ne donner aucune prise aux revendications éventuelles de la Grande-Bretagne, et après avoir proclamé la neutralité des États-Unis, il fit disperser les groupes de partisans qui s'apprêtaient à passer la frontière.

195. **Un triomphe de peu de durée.** — Le général William Henry Harrison, qui s'était distingué dans la guerre de 1812, entra en triomphe, en 1841, à la Maison Blanche, ayant été élu à une forte majorité sur l'ex-président Van Buren, qui s'était présenté pour un second terme d'office. Mais cette victoire, dont tout l'honneur rejaillissait sur les Whigs ou le nouveau parti républicain, ne profita guère longtemps au nouvel élu, car celui-ci, dont la santé était déjà fort délabrée, mourut un mois après son entrée au capitole, et la présidence échut alors au vice-président John Tyler.



JOHN TYLER

196. **Le traité Ashburton.** — Sur ces entrefaites, de nouvelles difficultés de frontières s'étaient élevées avec le Canada, et déjà plusieurs collisions à main armée s'étaient produites entre les citoyens des deux pays. Les choses s'envenimèrent même au point qu'on crut que le congrès serait forcé de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Mais enfin, un règlement put être effectué, grâce surtout à l'entremise du plénipotentiaire anglais lord Ashburton, envoyé à Washington pour trai-

ter avec les États-Unis. L'on décida de choisir le 49e degré de latitude pour marquer la frontière entre les Grands Lacs et les montagnes Rocheuses, et l'engagement qui fut alors signé porte le nom de traité Ashburton.

197. **La première ligne télégraphique.** — C'est sous le président Tyler qu'eut lieu l'inauguration de la première ligne télégraphique, afin de mettre à l'essai les appareils du professeur Morse. Depuis longtemps déjà, l'inventeur Morse sollicitait l'aide du gouvernement. Enfin, après de longues années d'attente, le congrès se rendit à cette demande et vota un crédit de £30,000 pour la construction d'une ligne entre Washington et Baltimore, sur une distance de quarante milles. Cette ligne fut terminée en 1844, et le premier message fut envoyé par le professeur Morse lui-même en présence d'une foule de personnages distingués qui n'en revenaient pas de leur émerveillement.



PROFESSEUR MORSE

198. **La question du Texas.** — La campagne présidentielle de 1844 se fit surtout sur la question de savoir si le pays déciderait de s'annexer le Texas, qui, après avoir secoué le joug du Mexique, demandait maintenant son entrée dans la grande république américaine. La question ne laissait pas que d'être grosse d'incertitude, car si d'une part le Texas offrait l'appât d'un immense et riche territoire, d'autre part c'était risquer de s'attirer une guerre avec le Mexique, où l'on n'avait pas encore reconnu l'indépendance des révoltés, sans compter que le Nord ne pouvait voir qu'avec inquiétude un accroissement de territoire qui pouvait devenir un formidable appoint pour le Sud. Enfin le parti de l'annexion l'emporta. James Polk fut élu sur son concurrent Henry Clay, et le bill consacrant l'entrée du Texas fut signé par le président Tyler trois jours avant l'expiration de son terme d'office.

199. **Résumé.** — Le début de l'administration Van Buren fut marqué par une formidable panique financière, qui valut

au nouveau président une impopularité dont il ne se releva jamais. En 1840, Van Buren se présenta pour un second terme d'office, mais il fut vaincu haut la main par le général Harrison, dont le triomphe devait être toutefois de peu de durée, car la mort l'enleva un mois à peine après son entrée à la Maison Blanche. Le vice-président John Tyler prit alors les rênes du pouvoir, et ce fut sous cette administration que fut conclu le traité Ashburton, qui fixait définitivement les frontières avec le Canada. C'est aussi le président Tyler qui eut l'honneur d'ouvrir la première ligne télégraphique, entre Washington et Baltimore. La campagne présidentielle de 1844 se fit sur la question du Texas, qui demandait alors son entrée dans la république américaine. Le parti de l'annexion l'emporta, et avant de se démettre de son mandat, le président Tyler signa le bill qui consacrait l'admission du nouvel État.

CHAPITRE III

JAMES K. POLK (1845-1849) — GUERRE AVEC LE MEXIQUE (1846-1848)

200. **Propositions du Mexique.** — Le 23 juin 1845, le Texas accepta les conditions qui lui avaient été imposées, et devint l'un des États-Unis d'Amérique. De son côté, le Mexique, trop avisé du reste pour s'engager à la légère dans une guerre avec le gouvernement de Washington, ne souleva aucune difficulté pour reconnaître le nouvel état de choses, posant seulement pour conditions à son acquiescement que les frontières seraient fixées à la rivière Nueces et non au Rio Grande, ainsi que le prétendaient les citoyens du nouveau territoire américain.



JAMES K. POLK

201. **La déclaration de guerre.** — Le désaccord ne reposait en somme que sur peu de chose, car l'étendue de pays faisant l'objet du litige comprenait à peine une centaine de milles de superficie, et il eût été facile, avec quelques concessions réciproques, d'en arriver à un accommodement. Mais le gouvernement américain té-

moigna d'une grande brusquerie, en envoyant sans plus tarder le général Zachary Taylor, occuper militairement la zône contestée, ce qui porta à son comble l'exaspération des Mexicains, et fit qu'il y allait de leur dignité nationale de relever le défi qu'on leur portait. Le choc depuis longtemps attendu se produisit enfin le 23 avril 1846, entre deux avant-postes de frontière, et dès le 11 mai suivant le congrès déclarait la guerre et décrétait une levée de volontaires.

202. **Bataille de Palo Alto.** — La première bataille importante fut livrée le 8 mai à Palo Alto, près du fort Brown. Les Mexicains combattirent avec intrépidité, mais ils durent enfin battre en retraite après avoir perdu près de quatre cents hommes, tant tués que blessés. Le lendemain, 9 mai, ils se rallièrent à trois milles de là, à Resaca de la Palma, et tentèrent de nouveau de fermer la route aux Américains. Mais une seconde fois ils furent vaincus, et cette fois le désastre prit pour eux des proportions inquiétantes, car non seulement ils laissaient entre les mains des vainqueurs toute leur artillerie, mais cette nouvelle défaite, en les forçant de passer le Rio Grande pour aller se mettre en sûreté sous les canons du fort Matamoras, ouvrait tout grand au général Taylor le chemin de l'invasion.

203. **Prise de Monterey.** — Quelques jours après, le général Taylor passait à son tour le Rio Grande et s'emparait de Matamoras. Il pénétra ensuite dans l'intérieur du Mexique, puis attendit, avant de poursuivre l'ennemi, qu'il eût reçu des renforts et les approvisionnements nécessaires à une longue campagne. Enfin, tout étant prêt, il mit le siège le 21 septembre devant Monterey, place forte défendue par 12,000 Mexicains. La place fut emportée au bout de trois jours de combats presque continuels et d'assauts réitérés, et les Mexicains battirent de nouveau en retraite.

204. **Bataille de Buena Vista.** — Rien d'important ne se produisit ensuite jusqu'au mois de février, où eut lieu la mémorable bataille de Buena Vista (27 février 1847), à quelques milles de Saltillo. Le général Taylor n'avait sous ses ordres que 7,500 hommes, tandis que les Mexicains comprenaient au moins 20,000 hommes commandés par le général Santa Anna en personne. La bataille s'engagea des deux côtés avec un acharnement inouï, et fut longtemps indécise. Mais de nouveau la discipline et l'habileté des Américains devaient finir par l'emporter sur le courage et la tenacité de leurs adversaires, et, le même soir, le général Taylor était devenu

complètement maître du champ de bataille. Le jour suivant, l'armée mexicaine se retirait à San Luis Potosi en laissant en arrière des centaines de tués et blessés.

205. **Siège et prise de Vera Cruz.** — Le 23 novembre précédent, le général Scott avait reçu ordre du secrétaire de la Guerre d'aller prendre le commandement général des troupes américaines opérant au Mexique. Le plan de campagne était maintenant de marcher directement sur Mexico. Mais il fallait auparavant s'emparer de Vera Cruz, qui ouvrait le chemin du côté de l'Atlantique. Le général Scott effectua sa jonction avec le général Taylor, ce qui lui donnait un effectif de 12,000 hommes, puis commença, le 9 mars 1847, le siège de Vera Cruz. Le 27 mars suivant, la ville capitula, après un terrible bombardement qui n'avait pas duré moins de cinq jours entiers.

206. **Bataille de Cerro Gordo.** — L'armée américaine poursuivit ensuite sa marche victorieuse vers la capitale. En vain le général Santa Anna fit des efforts désespérés pour s'opposer au torrent envahisseur. Bien plus, il fut encore complètement taillé en pièces à Cerro Gordo, passe de montagnes où il s'était retranché avec 15,000 hommes et qui offrait une position stratégique d'une grande valeur. Les Mexicains furent mis en pleine déroute (18 avril 1847), après avoir perdu 1200 hommes tant tués que blessés, et 3,000 hommes faits prisonniers.

207. **Entrée triomphale à Mexico.** — Plusieurs autres engagements de moindre importance furent ensuite livrés, le long de la route menant à Mexico, et la résistance aux envahisseurs fut longue et désespérée. Les Mexicains ne se rendaient, pour ainsi dire, que le couteau sur la gorge et la rage dans le cœur. L'un après l'autre, cependant, tous leurs postes de défense furent emportés, et dès le 14 septembre, les Américains étaient sous les murs de la vieille capitale de Montezuma. Enfin, après un dernier assaut, où les Mexicains épuisèrent ce qui leur restait de résistance, les troupes du général Scott entrèrent triomphalement dans Mexico.

208. **Le traité de 1848.** — Par le traité de paix de Guadeloupe-Hidalgo, qui fut signé en février 1848, les États-Unis entrèrent en possession des immenses contrées du Nevada, de la Californie, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, et les Mexicains reçurent à titre de compensation la somme de quinze millions de dollars, avec la garantie que les réclamations de citoyens américains contre le Mexique, se montant à au delà de trois millions de dollars, seraient payées à même le trésor des États-Unis. De

toutes ces nouvelles acquisitions, c'est la Californie qui fut la plus profitable, à raison de riches mines d'or qui y furent découvertes en 1849, et qui y déterminèrent en moins d'un an une immigration considérable.

209. **Résumé.** — Le Mexique était disposé à se montrer conciliant pour le règlement de la question de Texas, mais le gouvernement des États-Unis, par sa brusquerie, rendit toute conciliation impossible et la guerre se déclara. Les Mexicains se battirent avec intrépidité, mais les Américains furent victorieux à toutes les rencontres, et après une série de batailles, dont les plus célèbres furent celles de Palo Alto, Buena Vista et Cerro Gordo, ils arrivèrent sous les murs de Mexico, et bientôt après entrèrent triomphalement dans la capitale. Le traité de paix, qui fut signé en février 1848, donna aux États-Unis la possession du Nevada, de la Californie, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique.

CHAPITRE IV

TAYLOR-FILLMORE (1849-1853) — FRANKLIN PIERCE (1853-1857) — JAMES BUCHANAN (1857-1861)

210. **Mort du président Taylor.** — Le général Zachary Taylor, qui s'était créé une grande popularité durant la guerre du Mexique, fut élu à la présidence en 1849, mais il n'occupa la Maison Blanche que fort peu de temps, car il mourut l'année suivante, et il fut remplacé par le vice-président Millard Fillmore.



MILLARD FILLMORE

Le nouveau président donna d'abord toute son attention à l'organisation des nouveaux territoires acquis par les États-Unis, et s'attacha surtout à trouver un nouveau *modus vivendi* entre le Nord et le Sud, afin de satisfaire aux exigences rivales que l'agrandissement subit du pays venait de susciter.

211. **Le grand pacificateur.** — C'est ici qu'intervint à nouveau Henry Clay, celui-là même qu'on avait sur-

nommé le « grand pacificateur ». La mesure qu'il présenta alors au sénat, et qui fut appelée *Omnibus Bill*, par suite des nombreux intérêts représentés, décrétait entre autres choses que la Californie entrerait dans l'Union à titre d'État libre, et comme compensation on accordait au Sud le droit de rechercher sur tous les points du territoire américain les esclaves fugitifs.

212. **Adoption du bill « Omnibus ».** — La mesure fut adoptée après des débats passionnés et éloquents, auxquels prirent part Webster, Clay et Calhoun, le plus grand trio d'orateurs que les États-Unis eussent encore possédé jusque-là, et chacun se félicita d'avoir enfin trouvé un compromis qui, on l'espérait bien, était cette fois définitif et mettait fin pour toujours à toutes causes de querelle entre les différentes parties de la grande république. Mais, ainsi qu'on le verra plus tard, le conflit n'était cependant qu'ajourné, car dès cette époque, une force occulte et irrésistible semblait se jouer des calculs de tous les hommes d'État, et acheminer peu à peu le pays vers les terribles déchirements de la guerre civile.

213. **L'ère des chemins de fer.** — En l'année 1851, eut lieu l'inauguration du chemin de fer Érié, qui passait dans le temps pour une entreprise absolument prodigieuse, car cette nouvelle voie ferrée se déroulait sur une longueur de 470 milles. Le président, accompagné de plusieurs membres de son cabinet, prit place dans le wagon officiel, qui se rendit jusqu'à l'extrémité de la route, et son passage donna partout lieu à de grandes réjouissances.



FRANKLIN PIERCE

A la fin de l'administration Fillmore, on avait déjà construit des chemins de fer représentant une longueur totale de 10,087 milles, et en mars 1853 le congrès votait des crédits afin d'étudier le projet d'un chemin de fer transcontinental de l'Atlantique à San Francisco.

214. **Le bill du sénateur Douglas.** — Sous l'administration Franklin Pierce (1853-57), les haines sectaires eurent une

nouvelle occasion de s'affirmer, lors de l'adjonction des deux territoires du Nebraska et du Kansas. Ces deux territoires étaient situés au nord de la ligne 36.30, et par conséquent, d'après les termes du « compromis du Missouri », l'esclavage devait y être proscrit. Cependant le sénateur Douglas, de l'Illinois, qui s'était fait l'initiateur du bill créant les deux nouveaux territoires, proposait de ne tenir aucun compte du compromis du Missouri, en se basant sur le fait que le dernier pacte de 1850, qui laissait les nouveaux territoires libres de légiférer en matière d'esclavage, abolissait virtuellement tous les arrangements précédents.

215. **Impuissance des autorités fédérales.** — Les débats sur le bill du sénateur Douglas se poursuivirent pendant de longs mois, et soulevèrent beaucoup d'acrimonie dans les deux camps. Les journaux n'étaient remplis que du nouveau projet de loi, et l'on alla même jusqu'à en faire une question d'existence nationale. Enfin le bill fut adopté en mai 1854. Par ses dispositions, le congrès se trouvait désormais complètement impuissant pour décider si les nouveaux territoires seraient oui ou non des États à esclaves, et seules les autorités régionales avaient désormais qualité pour légiférer là-dessus.

216. **Les origines du parti républicain.** — Lors de l'élection présidentielle de 1856, tous ceux qui s'étaient opposés au bill Kansas-Nebraska se joignirent aux anti-esclavagistes pour élire des représentants qui s'engageraient à combattre l'esclavage. Dans le temps, ce parti recrutait ses adhérents indistinctement parmi les démocrates et les whigs du Nord, et il s'intitulait surtout parti du Nord ou anti-esclavagiste. C'est ce parti, arrivé au pouvoir avec Lincoln en 1861, qui a donné naissance au parti républicain tel que constitué aujourd'hui.



JAMES BUCHANAN

217. **Premiers grondements de révolte.** — L'administration James Buchanan (1857-61) ne fut que la continuation des interminables controverses provoquées par

l'antagonisme entre le Nord et le Sud, controverses de plus en plus enfiévrées au fur et à mesure qu'on approche de la date fatale où seul le canon parlera. Même des extrémistes s'étaient organisés des deux côtés, tous gens ennemis des demi-mesures et des compromis, et qui ne parlaient maintenant de rien moins, les uns que d'extirper radicalement et une fois pour toutes l'esclavage, du territoire américain, les autres que de trancher le lien fédéral et de former un nouveau pays sous le nom des « États Confédérés du Sud ».

218. **L'élection du président Lincoln.** — La campagne présidentielle décida de l'élection d'Abraham Lincoln, candidat du parti républicain, c'est-à-dire du parti soutenant que le congrès devait avoir le droit de prohiber l'extension de l'esclavage, et déclarant que les nouveaux territoires seraient des États libres.



ABRAHAM LINCOLN

La victoire de Lincoln, facilitée par les dissensions qui s'étaient glissées dans le parti démocratique, répandit une vive alarme dans le Sud. Un bon nombre s'imaginèrent que le parti républicain s'attaquerait à l'institution même de l'esclavage aussitôt qu'il se sentirait assez puissant pour cela, faisant ainsi litière des droits les plus sacrés consentis aux États du Sud par le pacte fédéral de 1788.

219. **Un message séditieux.** — Cependant, si dans le Sud les esprits étaient fort montés, le mouvement en faveur de la sécession n'avait pas encore pris de fortes racines, le plus grand nombre s'étant rangés à l'avis qu'il fallait attendre une violation flagrante de la constitution avant d'agir. C'est sur ces entrefaites que le président Buchanan adressa au congrès son célèbre message du 3 décembre 1860, où non seulement il justifiait l'attitude du Sud, et condamnait l'agitation antiesclavagiste du Nord, mais proclamait en principe que le gouvernement fédéral ne possédait aucun droit pour contraindre un État quelconque à l'obéissance. Ce mes-

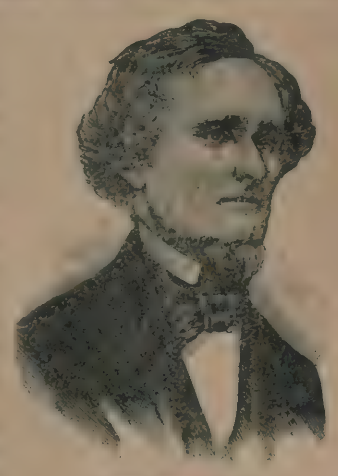
sage obtint un retentissement énorme, et fut sans conteste la raison déterminante qui hâta le plus, dans le Sud, le mouvement en faveur de la sécession.

220. **La convention de Charleston.** — Le 17 décembre 1860, une convention choisie par les électeurs de la Caroline du Sud se réunit à Charleston, et, après trois jours de délibération, vota à l'unanimité une résolution de sécession, révoquant au nom de la Caroline du Sud le pacte fédéral de 1788, ainsi que tous les amendements qui avaient été adoptés depuis.

L'exemple de la Caroline du Sud fut suivi, en janvier 1861, par la Louisiane, le Mississipi, l'Alabama, la Floride et la Géorgie, et en février suivant le Texas se sépara aussi de l'Union.

221. **Les États Confédérés d'Amérique.** — Des délégués des sept États sécessionnistes se réunirent ensuite à Montgomery, Alabama, pour organiser la nouvelle fédération des « États Confédérés d'Amérique », et adopter une constitution modelée en grande partie sur celle de 1788. En fait, les délégués étaient de bonne foi quand ils affirmaient que leur action avait surtout été provoquée par le désir où ils étaient de préserver intacte l'œuvre de leurs pères.

222. **Le président Jefferson Davis.**—La nouvelle constitution une fois adoptée, les délégués sudistes choisirent Jefferson Davis, du Mississipi, comme président des nouveaux États confédérés, et Alex. H. Stephens, de la Géorgie, vice-président. Dans le même temps, les préparatifs militaires étaient poussés avec activité, bien qu'on fût persuadé qu'il n'y aurait pas de guerre. Même des commissaires furent alors envoyés à Washington pour s'entendre avec les autorités fédérales pour le règlement de questions touchant à la dette nationale et aux propriétés du gouvernement.



JEFFERSON DAVIS

223. **Les causes premières de la guerre civile.** — Il n'y a aucun doute que, dans les commencements du gouver-

nement des États-Unis, le droit d'un État à se séparer de l'Union n'aurait pas été contesté. Dans l'esprit des pères de la constitution, les États, parties au pacte librement consenti, pouvaient en tout temps reprendre leur liberté s'ils se sentaient lésés. D'ailleurs la Nouvelle-Angleterre elle-même avait été longtemps un foyer de sécession, et avait déjà à plusieurs reprises menacé d'abandonner l'Union chaque fois qu'elle jugeait ses intérêts menacés.

Les chefs sudistes basaient maintenant leurs revendications sur le principe des droits sacrés des États, tandis que le Nord en était peu à peu arrivé à considérer l'Union comme un pacte indissoluble. Dans cet état des esprits, le Sud désirant trancher le lien fédéral, et le Nord lui niant ce droit, un choc était inévitable. Telle fut la cause directe de la guerre de sécession. Durant de longues années, les haines sectaires avaient grandi, entretenues par l'agitation esclavagiste. La question de l'esclavage fut l'occasion qui précipita le conflit, mais elle n'en fut pas la cause déterminante.



LE DRAPEAU DES CONFÉDÉRÉS

224. **Résumé.** — L'adoption du bill « Omnibus », sous l'administration Taylor-Fillmore, apporte un moment de répit à la lutte entre le Nord et le Sud, mais cet apaisement ne fut que passager, et, sous le président Franklin Pierce, les haines sectaires se déchaînèrent à nouveau avec un redoublement de violence. L'adoption du bill du sénateur Douglas, qui liait les mains aux autorités fédérales, donna naissance à un nouveau parti centralisateur, dit républicain, et bientôt après, avec l'arrivée au pouvoir de James Buchanan, les États du Sud ne parlèrent de rien moins que d'en finir avec les demi-mesures et de trancher définitivement le lien fédéral. L'élection présidentielle de 1860, en donnant la victoire au candidat républicain, Abraham Lincoln, répandit la plus vive alarme dans les États à esclaves, et une convention, réunie à Charleston, décida de brusquer les événements en constituant une nouvelle fédération sous la présidence de Jefferson Davis. Désormais, les esprits étaient mûrs pour la guerre civile, guerre maintenant fatale et inévitable.

TABLEAU ANALYTIQUE (L'ANTAGONISME ENTRE LE NORD ET LE SUD)

ANDREW JACKSON 1829-1837	185-186	**Les rigueurs du président Jackson.**	Inauguration du système des « Dépouilles aux vainqueurs ».
	187-188	**Question de la nullification.**	La Caroline du Nord en vient aux menaces. Henry Clay ramène la conciliation.
	189	**Campagne anti-esclavagiste.**	Les fureurs de William Lloyd Garrison.
	190-191	**La politique financière du président Jackson.**	Une administration prospère. Développement des chemins de fer.
VAN BUREN 1837-41	193	**L'impopularité du président Van Buren.**	Panique financière de 1837.
	194	**Van Buren et les troubles de 1837, au Canada.**	Le gouvernement américain prend des mesures pour faire respecter la neutralité.
HARRISON-TYLER 1841-45	195	**Triomphe éphémère.**	Le général Harrison ne passe qu'un mois à la Maison Blanche.
	196	**Difficultés de frontières avec le Canada.**	Le traité Ashburton.
	197	**Le professeur Morse.**	Comment fut inauguré la première ligne télégraphique.
	198	**La question du Texas.**	Le Texas demande son entrée dans l'Union américaine.
JAMES K. POLK 1845-94. GUERRE AVEC LE MEXIQUE	200-201	**La guerre devient inévitable avec le Mexique.**	Les propositions du Mexique ne sont pas acceptées. Premier choc entre avant-postes de frontière.
	202-203-204	**Les premières opérations.**	Palo Alto. Monterey. Buena Vista.
	205-206-207	**La marche sur Mexico.**	Vera-Cruz. Cerro-Gordo. Prise de Mexico.
	208	**Traité de Guadeloupe-Hidalgo.**	Les États-Unis entrent en possession de la Californie, du Nevada, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique.

TAYLOR-FILLMORE 1849-53	210 **Le vice-président Fillmore prend le pouvoir.**	Le président Taylor ne passe qu'une année à la Maison Blanche,
	211-212 **Le bill Omnibus.**	Le triumvirat Webster, Clay et Calhoun.
	213 **L'ère des chemins de fer.**	Inauguration du chemin de fer Érié Premier projet d'un chemin transcontinental jusqu'à San Francisco.
FRANKLIN PIERCE 1853-57	214-215 **Le bill Douglas.**	Déchaînement des haines sectaires. Le congrès décrète son impuissance.
	216 **Le parti républicain.**	Sa naissance due au bill Kansas-Nebraska.
JAMES BUCHANAN 1857-61	217 **La révolte s'affirme.**	On parle de constituer les États Confédérés du Sud.
	218 **L'élection de Lincoln.**	Vive consternation dans le Sud.
	219 **Le message présidentiel de 1860.**	Le président Buchanan y consacre virtuellement le droit du Sud à se séparer de l'Union.
	220-221-222 **La nouvelle Confédération.**	La convention de Charleston. Le président Jefferson Davis.
	223 **Les causes de la guerre.**	L'agitation anti-esclavagiste n'en fut que le prétexte, et non la raison déterminante.

LIVRE SIXIÈME

La Guerre de Sécession

CHAPITRE I

ABRAHAM LINCOLN ET LES COMMENCEMENTS DE LA GUERRE CIVILE

225. **Fermeté de Lincoln.** — Le 4 mars 1861, Abraham Lincoln entrait à la Maison Blanche et devenait président des États-Unis. C'était une forte individualité que cet ancien paysan, sorti des rangs du peuple, et précisément l'homme qu'il fallait à l'époque de confusion et de chaos où le pays allait maintenant entrer. Son message d'inauguration était conçu sur un ton des plus conciliants. Il faisait appel au Sud pour l'aider à maintenir l'intégrité de l'Union, et il donnait l'assurance que l'institution de l'esclavage n'avait rien à redouter de lui. D'un autre côté, il déclarait toute sécession impossible, et il maintenait le droit du gouvernement fédéral d'occuper tous les forts, arsenaux, etc., dans le Sud et de percevoir les contributions dans les ports.



LE GÉNÉRAL BEAUREGARD

226. **Prise du fort Sumter.** — En somme, c'était là, pour le Sud, une véritable déclaration de guerre, et personne ne s'y trompa. Il ne restait plus qu'à trouver le motif qui pût déterminer, de part et d'autre, une prise d'armes, et ce motif ce fut l'incident du fort Sumter.

Ce fort, situé dans la rade de Charleston, était encore

occupé par les troupes de l'Union, sous le commandement du major Anderson. Les nouveaux États Confédérés en demandèrent l'évacuation au gouvernement de Washington, et, sur le refus du président Lincoln, ils ordonnèrent au général Beauregard d'ouvrir le feu. Le bombardement du fort Sumter commença le 12 avril 1861, et le lendemain le major Anderson se rendait aux autorités du Sud.

227. **L'appel aux armes.** — Ce fait d'armes, insignifiant en lui-même, entraîna des conséquences effroyables. C'en était fait maintenant des atermoiements et des hésitations. Le Nord se dressa tout entier, au cri de « Il faut sauver l'Union », et, à l'appel de Lincoln demandant 75,000 volontaires, tout ce qu'il y avait d'hommes valides répondit avec empressement.



LE FORT SUMTER, APRÈS LE BOMBARDEMENT

De son côté le Sud prit toutes ses dispositions pour repousser l'invasion dont il était menacé, et de toutes parts des volontaires répondirent à l'appel du président Jefferson Davis.

228. **La révolte gagne du terrain.** — Quatre autres États se détachèrent bientôt de l'Union : la Virginie, l'Arkansas, la Caroline du Nord, et le Tennessee. Le Maryland et le Kentucky restèrent indécis, bien que les sympathies du plus grand nombre fussent en faveur de la cause de Jefferson Davis. Cependant, le 19 avril, des troupes du Massachusetts, étant de passage à Balti-

more, furent assaillies par une foule en fureur, et il y eut plusieurs tués de part et d'autre.

L'accession des quatre États plus haut désignés fut un appoint précieux pour les Confédérés, surtout la Virginie, où il était désormais possible de masser des troupes à proximité de Washington. C'est aussi la Virginie qui devait fournir à la cause sudiste quelques-uns de ses plus grands généraux, en particulier Robert E. Lee, qui fut pour ainsi dire l'âme même de la guerre de sécession.

229. **Première bataille de Bull Run.** — Trois mois se passèrent, après la prise du fort Sumter, sans opérations importantes, le tout se bornant à quelques combats d'avant-postes dans l'ouest de la Virginie. Enfin, l'armée fédérale, commandée par le général McDowell, reçut ordre de s'avancer sur Richmond, qui était la capitale des États Confédérés.

Le 21 juillet 1861, les Fédéraux rencontrèrent les Confédérés, commandés par le général Beauregard, à Bull Run, qui était le nom d'un petit cours d'eau près de Manassas. La bataille s'engagea alors sur toute la ligne. D'abord les Fédéraux parurent avoir l'avantage, mais sur la fin du jour les Confédérés reçurent des renforts, et bientôt les soldats de l'Union, incapables de résister plus longtemps, s'enfuyaient en pleine déroute dans la direction de Washington.

230. **Réjouissances dans le Sud.** — La victoire de Bull Run fut saluée dans le Sud avec des cris de réjouissances, et des *Te Deum* d'actions de grâces furent chantés dans plusieurs églises. Un moment même on crut que la guerre était virtuellement terminée, et que le Nord, intimidé par cette affirmation de la puissance du Sud, avait décidé de reconnaître l'indépendance des États Confédérés.

Il n'en était rien cependant. Le premier moment d'alarme passé, le Nord se ressaisit bien vite, et la seule conséquence, pour les Fédéraux, de leur défaite de Bull Run, fut de les persuader que la guerre qui s'ouvrait allait être longue et impitoyable et que ce ne serait pas trop des forces vives de tous les amis de l'Union pour écraser la révolte du Sud. Le congrès appela un demi-million d'hommes sous les armes, afin de frapper un coup décisif, tandis que, d'autre part, le Sud, rendu trop confiant par ses succès, restait dans une inaction qui pouvait lui devenir funeste.

231. **L'incident du « Trent ».** — Vers ce temps-là se produisit l'incident du « Trent » qui, en menaçant le Nord d'une intervention de l'Angleterre en faveur du

Sud, obtint partout un grand retentissement. Deux délégués des États Confédérés qui se rendaient en Europe pour solliciter de l'aide, ayant été arrêtés sur la haute mer par les autorités fédérales, à bord du paquebot anglais « Trent », l'Angleterre s'émut de cette violation du droit des gens en même temps que de l'insulte faite à son pavillon et demanda réparation immédiate au gouvernement de Washington, tout en donnant ordre à sa flotte d'appareiller et de se mettre sur le pied de guerre. Le secrétaire d'État Seward dut alors relâcher ses deux prisonniers et reconnaître, en faisant des excuses, que les officiers qui les avaient arrêtés sur le « Trent » avaient agi par excès de zèle et outrepassé leur mandat.

232. **Résumé.** — L'attitude intransigeante du Nord équivalait, en somme, à une déclaration de guerre, et personne ne s'y trompa. Il ne restait plus qu'à trouver un motif pour prendre les armes, et ce motif fut le bombardement du fort Sumter. Tout le Nord se dressa au cri de « Il faut sauver l'Union », et bientôt une première bataille sérieuse, celle de Bull Run, ne laissait que trop prévoir que la lutte qui venait de s'ouvrir allait être longue et acharnée. Ce fut vers cette époque que se produisit l'incident du « Trent », qui força les autorités de Washington à faire des excuses à l'Angleterre, par crainte de voir celle-ci faire cause commune avec les Confédérés.

CHAPITRE II

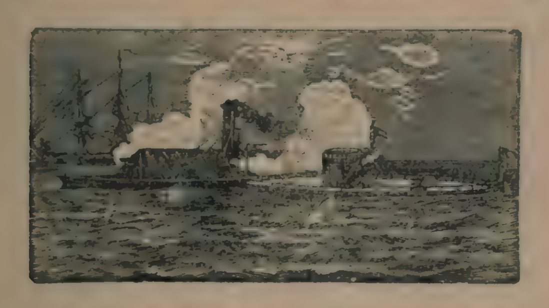
LES OPÉRATIONS DE 1862

233. **Prise de la Nouvelle-Orléans.** — L'année 1862 s'ouvrit par la prise de la Nouvelle-Orléans, qui fut un grand désastre pour la cause des Confédérés. En février, le commodore Farragut faisait voile de Hampton Roads, Virginie, avec 15,000 hommes de troupes sous le commandement de général Butler, et, après avoir bombardé les forts qui défendaient les approches de la ville, il profitait d'une nuit très obscure pour forcer le passage et détruire l'escadre ennemie. La ville était dès lors à sa merci, et tout aussitôt les forts offraient de capituler. Cette victoire fut un événement considérable, car elle ouvrait dès cet instant aux forces fédérales l'accès du Mississipi.

234. **Bataille de Shiloh.** — En avril suivant avait lieu, sur la frontière du Mississipi et du Tennessee, la bataille de Shiloh, dans laquelle les troupes des Confédérés, sous les ordres du général Sidney Johnston, firent éprouver un premier revers au général Grant,

lequel avait alors le commandement d'un petit corps d'armée coopérant avec les forces du général Buell. Cependant le général Johnston ayant été tué dans ce combat, et les Fédéraux ayant reçu des renforts durant la nuit, les Confédérés furent forcés le lendemain d'abandonner leurs positions et de battre en retraite plus au sud.

235. **Le « Monitor » et le « Merrimac ».** — C'est aussi vers ce temps-là qu'eut lieu, dans la rade de Hampton Roads, entre le « Monitor » et le « Merrimac », un mémorable combat naval qui, en faisant entrer en scène pour la première fois des navires blindés, contribua pour une large part à révolutionner la marine de guerre de toutes les nations. Le « Merrimac », qui appartenait aux Confédérés, et qui jusqu'alors avait eu la partie belle avec plusieurs navires de l'Union, s'étant avisé de re-



COMBAT ENTRE LE MERRIMAC ET LE MONITOR

tourner à Hampton Roads pour compléter son œuvre de destruction, se vit soudainement confronter par le « Monitor », sorte de monstre à fleur d'eau, armé de deux énormes canons défendus par une tourelle à pivot. Quatre heures durant, les deux adversaires se canonnèrent sans interruption, sans pouvoir s'infliger l'un à l'autre aucun dommage sérieux. Enfin le « Merrimac » abandonna la partie et se réfugia à Norfolk, où les Confédérés le firent sauter peu après pour l'empêcher de tomber entre les mains des Fédéraux.

236. **Les généraux du Sud.** — Dans la Virginie, la campagne de 1862 s'était annoncée sous les plus mauvais auspices pour les Fédéraux, qui de nouveau s'étaient vus forcés d'abandonner leur marche en avant sur Richmond. C'est ici qu'apparaît pour la première fois le général Robert E. Lee, qui était destiné à acquérir en peu de temps une grande célébrité. Deux autres offi-

ciers de grande valeur, le général « Stonewall » Jackson et le général Stuart, ne contribuèrent pas peu, eux aussi, à faire briller la cause sudiste de son plus vif éclat et à jeter la consternation à Washington.

237. **A la poursuite de McClellan.** — Les faits d'armes accomplis par ce triumvirat de tacticiens comptent parmi les plus brillants dont peuvent s'enorgueillir les annales militaires d'un pays, et le général McClellan, qui commandait les armées du Nord, dut s'estimer heureux d'avoir pu s'en tirer sans capituler. Un premier échec à Seven Pines, près de Richmond, le force à se replier plus au nord, où Lee court le harceler, en lui faisant subir plusieurs défaites successives, tandis que Jackson et Stuart exécutent tous deux un merveilleux mouvement d'enveloppement, et cherchent à lui couper toute chance de retraite. La rapidité des mouvements de Jackson, surtout, tint du prodige, car, en moins de quarante jours, il réussit à faire parcourir à ses 15,000 hommes une distance de 400 milles à travers des chemins semés d'embûches, et écrasa successivement les quatre corps d'armée qui avaient été envoyés pour lui fermer le passage.



ROBERT E. LEE

238. **Seconde bataille de Bull Run.** — Enfin, l'armée de McClellan ayant réussi à se mettre en sûreté, le Congrès décida d'organiser de nouvelles troupes portant le nom de l'Armée de la Virginie et mises sous le commandement du général John Pope. Celui-ci, ayant effectué sa jonction avec Mc Clellan, non sans que Jackson lui eût déjà fait éprouver une première défaite à Cedar Mountain, venait de reprendre la marche en avant sur Richmond quand il fut attaqué, le 30 août, à Bull Run précisément au même endroit où avait eu lieu la bataille de l'année précédente, par les armées réunies de Lee et de Jackson. L'armée de Pope fut complètement taillée en pièces, et de nouveau les Fédéraux, sur qui un vent de malheur

semblait s'acharner, reprirent le chemin de Washington. Le Congrès, mécontent de Pope, s'empressa de rétablir McClellan dans son commandement.

239. **Bataille d'Antietam.** — Le général Lee, confiant dans son étoile, résolut alors d'envahir le Nord, et, passant dans le Maryland, il alla occuper Frederick City, en menaçant à la fois Baltimore et Philadelphie. Chemin faisant, Jackson s'empara de son côté de Harper's Ferry en y faisant 12,000 prisonniers. Enfin McClellan, avec 90,000 hommes, et Lee avec 50,000 hommes, se rencontrèrent, le 17 septembre, à Antietam, où se livra l'un des conflits les plus sanglants de cette longue guerre. Telle fut la rage déployée des deux côtés, que chaque armée eut au moins 15,000 hommes mis hors de combat sans avoir pu obtenir aucun résultat décisif. Enfin Lee, jugeant qu'il lui serait impossible d'aller plus loin, à cause des renforts reçus continuellement par ses adversaires, repassa le Potomac pour aller se réfugier dans l'ouest de la Virginie, et le congrès fédéral, de nouveau mécontent de McClellan, nomma le général Burnside pour le remplacer.



STONEWALL JACKSON

240. **Le général Lee à Fredericksburg.** — Burnside choisit une nouvelle route, celle de Fredericksburg, pour marcher sur Richmond, et, traversant la rivière Rappahannock, il donna l'ordre à l'armée du Potomac, forte de 125,000 hommes, de s'élancer en avant. Mais il comptait sans le formidable adversaire qu'on lui avait donné à combattre. Plus rapide que lui, Lee était déjà accouru à Fredericksburg, et s'y était retranché de telle sorte que le 13 décembre suivant, quand les Fédéraux se présentèrent pour l'en déloger, ils furent repoussés avec des pertes énormes — au moins 12,000 hommes — et durent repasser en toute hâte le Rappahannock. Le congrès de Washington, toujours à la recherche d'un général qui pût attacher la victoire à son drapeau, appela le général Hooker pour remplacer Burnside, et peu après

les deux armées entraient dans leurs quartiers d'hiver et suspendaient les opérations jusqu'au printemps.

241. **L'émancipation des noirs.** — Le président Lincoln, après avoir essayé divers compromis pour régler la question de l'esclavage, en était enfin arrivé à la conclusion que la seule solution était l'émancipation même des noirs. Cependant, il différait toujours d'annoncer officiellement sa décision, préférant attendre pour cela l'occasion d'une victoire décisive du Nord sur les armées du Sud. Il crut avoir enfin trouvé cette occasion, lors de la bataille d'Antietam, considérée dans le Nord comme une victoire parce que le général Lee avait alors été forcé d'abandonner son projet d'invasion. En conséquence, et après un premier avis préliminaire, il lança, le 1er janvier 1863, sa fameuse proclamation de l'émancipation, déclarant tous les noirs libres par toute l'étendue de territoire en ce moment en révolte contre l'autorité fédérale.

242. **Résumé.** — L'année 1862, s'ouvrit d'une manière désastreuse pour les Confédérés, car, par la perte de la Nouvelle-Orléans, ils se voyaient fermer l'accès du Mississipi. Cette même année eut lieu le mémorable combat entre le *Monitor* et le *Merrimac*, combat qui ouvrait définitivement l'ère des navires blindés. Dans la Virginie, les deux généraux sudistes Lee et Jackson firent éprouver défaites sur défaites aux armées du Nord, et celles-ci ne purent commencer à tenir tête qu'à Antietam, où Lee, effrayé des pertes qu'il avait subies, jugea plus prudent de battre en retraite. Toutefois, avant de prendre ses quartiers d'hiver, il fit encore éprouver un échec sérieux aux Fédéraux, devant Fredericksburg. Peu après, le président Lincoln lançait sa fameuse proclamation d'émancipation, par laquelle les noirs étaient déclarés libres par toute l'étendue des territoires en révolte.

CHAPITRE III

CHANCELLORSVILLE ET GETTYSBURG

243. **Le point culminant.** — Avec l'année 1863, nous entrons dans la phase la plus critique de la longue et terrible guerre de la sécession. Le Sud s'épuise en derniers triomphes, car chacune de ses victoires lui fait subir des pertes irréparables, tandis que le Nord, ayant pour lui des ressources illimitées, répare continuellement ses brèches. Le tournant est atteint avec la sanglante bataille de Gettysburg, et le vaillant Lee aura beau, après cela, durant près de deux années encore, lutter en désespéré, et même avoir le dessus en de nombreux faits d'ar-

mes, c'en sera fait de la cause qu'il a épousée avec tant d'ardeur, et chaque jour le rapprochera inexorablement du dénouement d'Appomatox, alors qu'il lui faudra rendre les armes au général Grant.

244. **Bataille de Chancellorsville.** — Dès le retour de la belle saison, en 1863, le général Hooker, commandant l'armée du Potomac, recommença la marche sur Richmond, qui avait si mal réussi l'année précédente à ses prédécesseurs. Il ne fut pas plus heureux, cependant, que ses devanciers, car Lee et Jackson l'ayant rencontré à Chancellorsville (2 et 3 mai), le forcèrent à repasser le Rappahannock après lui avoir fait éprouver des pertes effroyables se montant à près de 25,000 hommes. Les Confédérés perdaient de leur côté une dizaine de mille hommes, et un terrible deuil les frappait en outre par la mort du général Jackson, qui tomba une nuit mortellement blessé de la main de ses propres gens, ceux-ci ayant alors commis la fatale méprise de s'imaginer être aux prises avec des Fédéraux.

245. **Lee marche sur Philadelphie.** — Après la brillante victoire de Chancellorsville, Lee prit de nouveau la détermination d'envahir le Nord, et, avec son armée de 70,000 hommes, il atteignit bientôt la Pennsylvanie en laissant Washington sur sa droite. L'armée fédérale, forte de 100,000 hommes, se réunit alors à la hâte pour protéger la capitale. Philadelphie était maintenant menacée de près, et la plus vive consternation se répandit par tout le Nord.


LE GÉNÉRAL MEADE

246. **Les trois journées de Gettysburg.** — L'armée fédérale, commandée par le général Meade, avait pris position à Gettysburg, directement dans la ligne de marche des Confédérés sur Philadelphie. Les troupes de Lee attaquèrent les Fédéraux avec une véritable furie durant trois jours consécutifs (1, 2 et 3 juillet). A la fin de la seconde journée, l'avantage était manifestement en faveur des Confédérés ; néanmoins les Fédéraux n'avaient encore plié nulle part. Ce fut alors que Lee

se résolut à tenter un effort suprême, et, le matin du troisième jour, après avoir fait taire ses canons, il donna l'ordre d'un assaut général sur toute la ligne, les vieux vétérans de la Virginie tenant la tête avec la division Pickett. L'héroïsme manifesté alors par ces hommes n'a jamais été surpassé sur aucun champ de bataille, et l'on raconte que le président Lincoln, quand on lui parla plus tard de cette charge, ne put s'empêcher de s'écrier dans son admiration : « Je suis fier de compter de pareils géants au nombre de mes compatriotes ».

247. **Les Confédérés battent en retraite.** — Cependant, tout avait été inutile, et, voyant ses plus beaux régiments décimés l'un après l'autre par un feu d'enfer, Lee prit la détermination d'abandonner l'entreprise. Le Nord était de nouveau sauvé de l'invasion, et les Confédérés durent reprendre le chemin de la Virginie. Ils ne devaient jamais se relever de cet échec, le plus sérieux qu'ils eussent jusqu'alors éprouvé, car si Gettysburg avait coûté aux Fédéraux 30,000 hommes mis hors de combat, Lee avait perdu de son côté au moins 20,000 hommes et subi une première atteinte de son prestige.

Le 4 juillet, l'armée des Confédérés était en pleine retraite, et bientôt passait la rivière Rapidan. Dans la suite les Fédéraux vinrent prendre leurs quartiers d'hiver à peu de distance de là, et telles étaient encore les positions des deux armées rivales au printemps suivant quand le général Grant prit en main la direction des opérations.

248. **Les opérations dans le Sud.** — Pendant que ces événements se déroulaient dans l'Est, la région du Sud était aussi le théâtre d'opérations très actives, qui se terminèrent, après des succès variés de part et d'autre, par la reddition de Vicksburg au général Grant (4 juillet). Celui-ci prit ensuite le commandement des armées de l'Ouest. La perte de Vicksburg porta un coup des plus sensibles à la cause des Confédérés, parce que, outre les 30,000 hommes faits prisonniers par les Fédéraux, et la saisie d'armes et munitions de guerre en quantité considérable,les Fédéraux devenaient ainsi maîtres du Mississipi, et toutes communications avec l'Ouest étaient désormais fermées aux Confédérés.

249. **Le général Grant dans l'Ouest.** — Les Confédérés ne furent pas plus heureux dans l'Ouest où le général Bragg, d'abord victorieux à Chickamauga (19 et 20 septembre), et après avoir serré de fort près les forces fédérales enfermées dans Chattanooga, dut en définitive battre en retraite devant le général Grant, à la suite des

deux sanglantes rencontres de Lookout Mountain et Missionary Ridge (24 et 25 novembre). A partir de ce moment, le Sud ne fera plus que se tenir strictement sur la défensive, en épuisant de plus en plus ses ressources.

250. **Résumé.** — L'année 1863 marque le point culminant de la terrible guerre civile des États-Unis. Le général Lee remporte encore une brillante victoire à Chancellorsville, mais, deux mois plus tard, il s'épuise en assauts réitérés sur les positions des Fédéraux, à Gettysburg, et il dut reprendre peu après le chemin de la Virginie, en abandonnant définitivement tout projet d'invasion de la région du Nord. De son côté, le général Grant, qui avait la direction des opérations dans l'Ouest, forçait son rival, le général Bragg, à battre en retraite, et à partir de ce moment le Sud ne fera plus que se tenir strictement sur la défensive.

CHAPITRE IV

LA CAPITULATION D'APPOMATOX

251. **Le plan de Grant.** — En 1864, les forces fédérales placées sous le commandement en chef du général Grant ne comptaient pas moins de un million d'hommes, tandis que les Confédérés avaient à peine le tiers de ce nombre sous les armes.



ULYSSE S. GRANT

Le plan de Grant comportait deux mouvements importants : l'un sur Atlanta, capitale de la Géorgie, et l'autre sur Richmond. La campagne de Géorgie fut confiée au général Sherman qui, avec une armée de 100,000 hommes, avait à faire face au général Johnston commandant 70,000 Confédérés. De son côté Grant, avec 175,000 hommes, s'était donné pour tâche de harceler les 60,000 hommes de Lee autour de Richmond, et de n'avoir de cesse qu'il n'eût définitivement écrasé son formidable adversaire.

252. **Dans la « Wilderness ».** — Grant se mit en marche le 5 mai, et, passant la rivière Rapidan, pénétra dans la région de la Wilderness, où Lee, bien défendu par de solides retranchements, l'attendait de pied ferme. Durant trois jours entiers (5, 6 et 7 mai) on se battit sans interruption, puis après une trève de deux jours, la bataille reprit un peu plus loin, à Spottsylvania, avec un redoublement de rage. Enfin Lee dut se replier sur ses retranchements autour de Richmond, mais non toutefois sans avoir auparavant fait éprouver une sanglante défaite aux Fédéraux, à Cold Harbor, où Grant avait espéré un moment pouvoir se faire une trouée.

253. **Les pertes de part et d'autre.** — Depuis le jour où sa marche en avant avait commencé, jusqu'à son arrivée devant Richmond, Grant avait eu déjà 60,000 hommes mis hors de combat dans un intervalle d'à peine un mois. De leur côté les Confédérés avaient aussi éprouvé des pertes d'autant plus sérieuses que, ainsi que nous l'avons déjà dit, il devenait de plus en plus difficile pour eux de remplacer les vides causés dans leurs rangs par la mort ou la maladie.

254. **Tentative de diversion.** — Afin de détourner l'attention de Grant, Lee avait envoyé l'un de ses plus habiles officiers, le général Early, faire une incursion dans la vallée de la Shenandoah, d'où il pouvait à son aise menacer Washington. Early défit à deux reprises les forces fédérales dépêchées en toute hâte à sa rencontre, mais enfin il fut défait lui-même par le général Sheridan et forcé de rebrousser chemin. Cependant, la tentative de diversion essayée par Lee réussit jusqu'à un certain point, car Grant, redoutant une nouvelle attaque du côté de Washington, et fort menacé en outre sur ses flancs — où les Confédérés avaient fait éprouver deux défaites successives aux généraux Sigel et Butler — résolut de changer sa base d'attaque en la reculant à Petersburg, situé à 20 milles au sud de Richmond.

255. **A l'assaut de Petersburg.** — Le 30 juillet, une mine souterraine, creusée par les Fédéraux, éclata sous les fortifications de Petersburg, et y fit une énorme brèche à l'assaut de laquelle Grant lança plusieurs bataillons. Mais on eût dit que l'ouverture par laquelle ces troupes se précipitaient était devenue soudainement le cratère en feu d'un volcan, car les régiments étaient comme dévorés les uns après les autres et ne reparaissaient plus. En un instant, 4,000 hommes perdirent la vie, fauchés impitoyablement par le feu terrible des Confédérés, et Grant, épouvanté, abandonna l'entreprise, sans avoir

pu réussir à prendre pied nulle part. Il jugea alors tout autre assaut inutile et prit toutes ses dispositions pour un long siège.

256. **Sherman dans la Géorgie.** — Vers le même temps où Grant passait la rivière Rapidan, et pénétrait dans la région de la Wilderness, Sherman, de son côté, commençait sa marche sur l'Atlanta, marche entourée de difficultés extrêmes, car les Confédérés disputaient partout le terrain avec tenacité. Enfin, le 2 septembre, Atlanta tombait au pouvoir des Fédéraux. Sherman ordonna alors de mettre le feu à la ville, puis, avec ses 60,000 hommes, il commença sa célèbre retraite à travers la Géorgie, brûlant tout sur son passage, et enfin, arrivant devant Savannah, il entrait triomphalement dans cette ville après un siège de huit jours. Quelques semaines plus tard, en février, il se remettait de nouveau en route, cette fois pour aller rejoindre Grant, et, se frayant un passage à travers la Caroline du Sud, il acheva dans cette région l'œuvre de désolation et de destruction déjà commencée dans la Géorgie.


LE GÉNÉRAL SHERMAN

257. **Le réélection de Lincoln.** — La campagne présidentielle de 1864 donna lieu à une lutte assez vive entre le président Lincoln, qui s'était présenté pour un second terme, et le général McClellan, candidat de tous ceux qui étaient mécontents de la prolongation des hostilités et désiraient la conclusion de la paix. Mais les dernières victoires remportées par les armées fédérales inspirèrent un renouveau de confiance en Lincoln, et il fut réélu à une assez forte majorité.

258. **L'approche du dénouement.** — Il était dès lors devenu évident que la longue lutte soutenue par les Confédérés touchait à sa fin, et que seule la résistance désespérée de Lee autour de Richmond empêchait les Sudistes de s'avouer vaincus. Aussi, c'est de ce côté que portent toutes les opérations, au printemps de 1865.

Grant redouble d'efforts avec ses 200,000 hommes, pour forcer les retranchements des Confédérés à peine défendus par 45,000 hommes, et enfin, le 31 mars, après avoir réussi à affaiblir les lignes ennemies sur plusieurs points, il donne le signal de l'assaut que chacun sent cette fois devoir être à la fois solennel et suprême.

259. **La capitulation d'Appomatox.** — Durant trois jours entiers, les soldats de Lee résistèrent avec un courage touchant au désespoir, et ce ne fut que dans la journée du 2 avril qu'ils se décidèrent à évacuer leurs positions et à battre en retraite vers le sud-ouest. Les Confédérés comptaient alors pouvoir se mettre en sûreté dans la région des montagnes, ce qui offrait quelque chance de continuer encore la lutte. Un convoi de vivres qui, par une fatale erreur, fut dirigé sur un autre point, au moment où ils mouraient littéralement de faim, devait précipiter le dénouement, et enfin Lee dut reconnaître qu'il ne lui restait d'autre ressource, pour sauver ses hommes, que de les confier à la loyauté de son adversaire. Les articles de la capitulation furent signés, le 9 avril, à Appomatox, et les soldats confédérés, ayant mis bas les armes, furent autorisés à retourner dans leurs foyers après s'être engagés par serment à ne plus servir durant tout le temps de la guerre.

260. **Assassinat de Lincoln.** — Le Nord était alors disposé à traiter généreusement son ennemi vaincu ; mais peu de jours après la capitulation de Lee, il se produisit un événement qui non seulement souleva de nouveau contre le Sud un long cri de réprobation, mais faisait en outre disparaître l'homme même qui était le mieux en état de porter aux vaincus une main secourable. Nous voulons parler de l'assassinat du président Lincoln, qui eut lieu au théâtre Ford, à Washington, dans la soirée du 14 avril. Le meurtrier, John Wilkes Booth, avait alors cherché manifestement à venger la cause du Sud, et il n'y a aucun doute que cet acte de vengeance entre pour une part considérable dans la politique de persécution que les radicaux de Washington jugèrent par la suite à propos d'inaugurer.

261. **Le bilan de la guerre.** — La capitulation d'Appomatox avait mis fin virtuellement à la guerre, et ce qui restait encore de troupes confédérées se rendit peu après. Le rideau était enfin tombé sur ce long drame, cause de tant d'horreurs et de déchirements, et qui n'avait pas coûté à la patrie moins de 600,000 de ses fils les plus précieux, morts sur les champs de bataille ou des suites de leurs blessures.

Les pertes matérielles, aussi, avaient été énormes, représentant quelque chose comme un total de 9 milliards de dollars. En août 1865, la dette publique était de près de trois milliards de dollars, et elle n'a pas encore été aujourd'hui entièrement acquittée. En outre l'État a encouru, pour pensions, des responsabilités qui dépasseront probablement deux milliards de dollars.

262. **La leçon du conflit.** — Deux points principaux avaient été réglés par la guerre de sécession : la question de l'esclavage, et l'inviolabilité de l'Union. Le 13e amendement à la constitution, voté par le congrès en février 1865, décrétait l'émancipation définitive des esclaves sur le territoire des États-Unis, et quant au droit que certains États pouvaient s'arroger, avant la guerre, de se séparer de l'Union, la défaite du Sud en faisait disparaître jusqu'au dernier vestige, car le Sud venait de jouer son va-tout sur cette question et il avait perdu.

263. **Résumé.** — Au printemps de 1864, le général Grant prend la direction des opérations, et, après avoir dépêché le général Sherman dans la Géorgie, il s'élance en avant vers Richmond. Ayant rencontré les troupes de Lee dans la région de la Wilderness, il les force à battre en retraite, mais tous ses efforts viennent s'échouer devant Petersburg, où les Confédérés lui font subir de lourdes pertes. De son côté, Sherman s'empare d'Atlanta, puis il entreprend à travers la Géorgie sa célèbre marche dévastatrice qui a rendu son nom légendaire. Au printemps de 1865, il était devenu évident que les Sudistes, épuisés par leur longue résistance, allaient être bientôt forcés de rendre les armes. Grant redouble d'efforts, et enfin les Confédérés sont forcés d'évacuer Richmond, puis, quelques jours après, de capituler à Appomatox. La guerre était finie. Elle avait coûté aux États-Unis environ 600,000 hommes, et accumulé le fardeau de la dette publique dans des proportions désespérantes. C'en était fait, désormais, de toute tentative de sécession, car, par sa victoire, le Nord avait définitivement résolu dans l'affirmative la question du maintien du lien fédératif.

TABLEAU ANALYTIQUE (GUERRE DE SÉCESSION)

L'ANNÉE 1861 — SUMTER	225 Fermeté de Lincoln.	Son attitude équivaut, en somme, à une déclaration de guerre.
	226-227-228 L'appel aux armes.	Le bombardement de Sumter.
	229-230 Les armées en présence.	Première bataille de Bull Run. Grandes réjouissances dans le Sud.
	231 L'incident du Trent.	Le gouvernement américain présente des excuses à l'Angleterre.
1862 — ANTIETAM ET FREDERICKSBURG	233 Prise de la Nouvelle-Orléans.	L'accès du Mississipi est ouvert aux forces fédérales.
	234 Bataille de Shiloh.	Le général Grant éprouve un premier revers.
	235 Combat naval entre le Monitor et le Merrimac.	Les navires blindés entrent pour la première fois en scène.
	236-237 Un triumvirat remarquable.	Lee, Jackson et Stuart. McClellan est battu à plusieurs reprises.
	238 Seconde bataille de Bull Run.	Le général Pope est taillé en pièces.
	239-240 Antietam et Fredericksburg.	Première invasion du Nord. Le général Lee subit un premier échec. Le général Burnside est repoussé devant Fredericksburg.
	241 L'émancipation des noirs.	Le président Lincoln proclame l'abolition de l'esclavage par toute l'étendue de l'Union.
1863 — CHANCELLORSVILLE ET GETTYSBURG	243 Une année décisive.	L'année 1863 est le point culminant de la guerre.
	244 Bataille de Chancellorsville.	Les troupes fédérales battent de nouveau en retraite. Mort de Stonewall Jackson.
	245-246-247 Péripéties de la lutte.	Seconde invasion du Nord. Les sanglantes journées de Gettysburg. Les Confédérés sont forcés de se replier sur la Virginie.
	248-249 Les opérations dans le Sud et dans l'Ouest.	Reddition de Vicksburg. Chickamauga. Lookout Mountain. Missionary Ridge.

L'ANNÉE 1864 — GRANT ET LEE	251	**Le plan de campagne de Grant.**	Atlanta et Richmond.
	252-253	**Dans la Wilderness.**	Lee se défend avec tenacité. Spotsylvania. Cold Harbor.
	254	**Dans la vallée de la Shenandoah.**	Early menace Washington. Le général Sheridan le force à rebrousser chemin.
	255	**Devant Petersburg.**	Le cratère d'un volcan. Grant abandonne l'assaut.
	256	**Dans la Géorgie.**	La marche dévastatrice du général Sherman.
	257	**Lincoln et McClellan.**	Lincoln est réélu.
1865 — APPOMATOX	258-259	**Richmond et Appomatox.**	Les Confédérés sont forcés d'évacuer Richmond. Un convoi de vivres qui fait défaut. Capitulation d'Appomatox.
	260	**Assasinat de Lincoln.**	Cet événement provoque un redoublement de rage vis-à-vis du Sud.
	261-262	**La rançon et la leçon de la guerre.**	Pertes effroyables. La dette publique. La question du maintien du lien fédératif est définitivement résolue.

LIVRE SEPTIÈME

La répression dans le Sud — La lutte entre le capital et le travail — La politique impérialiste — La guerre avec l'Espagne

CHAPITRE I

LE SUD AUX MAINS DES CARPET-BAGGERS

264. **Malheur aux vaincus.** — Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau président, Andrew Johnson, fut débordé par les radicaux du congrès, qui n'entendaient nullement qu'il fût donné suite à la politique conciliatrice de Lincoln. Il ne leur suffisait plus de voir le Sud écrasé, ruiné, humilié : ce qu'ils exigeaient maintenant c'était la compression à outrance, et l'application, avec toutes ses conséquences, du terrible *væ victis*.



ANDREW JOHNSON

265. **Le quatorzième amendement.** — Une résolution fut alors présentée au congrès portant que les États rebelles, ayant perdu temporairement tout droit à se gouverner eux-mêmes, il fallait les punir en ne leur restituant ce droit qu'en échange de leur acceptation de certaines conditions, comprises dans un quatorzième amendement à la constitution. Par cet amendement les nègres obtenaient le droit de suffrage, et tous les fonctionnaires publics qui avaient pris part à la rébellion étaient privés de leur qualité de citoyens.

266. **Le régime militaire.** — Les États du Sud avaient bien été forcés de donner leur approbation au treizième amendement à la constitution (abolissant l'esclavage), mais cette fois la mesure était comble, car c'était infliger aux vaincus un affront sanglant que de les contraindre à reconnaître comme égaux leurs anciens esclaves. Aussi rejetèrent-ils à l'unanimité, moins le Tennessee, le terrible amendement qu'on voulait leur imposer. Tout aussitôt les dix États récalcitrants furent organisés en cinq districts militaires (1866), sous l'autorité d'officiers de l'armée fédérale, et le régime du sabre commença.

267. **Le règne des « carpet-baggers ».** — Cet état de choses dura deux autres années, et enfin, en juin 1868, l'Arkansas, l'Alabama, la Floride, la Louisiane, et les Carolines, acceptèrent les conditions imposées par le congrès. La Géorgie, la Virginie, le Mississipi et le Texas ne se rendirent que plus tard, vers la fin de 1870. Ce ne fut toutefois qu'en 1877 que toutes traces d'occupation militaire disparurent, et que les États rebelles furent véritablement réintégrés dans l'Union avec tous leurs privilèges. Jusqu'alors ce sont des aventuriers venus du Nord — les « carpet-baggers » — qui règnent en maîtres, aidés des « scallawags » formés par la lie des populations de Richmond, Charleston et Savannah et telle fut la réprobation soulevée par ce régime que les populations du Sud ne peuvent encore aujourd'hui l'évoquer qu'avec un insurmontable sentiment d'horreur et de répulsion.

268. **Le président Grant au pouvoir.** — Aux élections présidentielles de 1868, le général Ulysse S. Grant, qui s'était acquis une grande renommée par le succès de ses opérations devant Richmond, l'emporta à une énorme majorité sur son concurrent Horatio Seymour, partisan des revendications des Démocrates. Le nouveau président était animé d'un esprit de modération vis-à-vis des Sudistes, qu'il avait appris du reste à estimer à leur valeur sur les champs de bataille, et son plus vif désir était de les traiter en conquérant magnanime. Il en fut empêché, tout comme son prédécesseur Johnson, par les radicaux, qui, détenant la majorité, entendaient bien perpétuer à leur profit le régime de spoliation et d'injustice qu'ils avaient inauguré, et il lui fallut pratiquer la politique du « laisser-faire », comptant bien que tôt ou tard une réaction finirait par s'imposer.

269. **La candidature Greely.** — C'est ce qui se produisit en 1872. Une fraction considérable du parti républicain, estimant qu'il fallait en revenir à des senti-

ments plus humains, et que la politique de représailles n'avait déjà que trop duré, mit alors sur les rangs, pour faire la lutte au président Grant, Horace Greely, éditeur de la *Tribune* de New-York. Toutefois Grant possédait encore trop de popularité pour qu'on pût espérer le vaincre, sans compter que l'adversaire qu'on lui suscitait était vu d'un mauvais œil par les démocrates. Grant fut élu une seconde fois à une forte majorité, et la candidature Greely ne fut considérée sérieuse par les radicaux que parce qu'elle constituait un indice, menaçant pour eux, de l'orientation nouvelle des esprits.

270. **Récapitulation générale.** — En dehors de l'agitation soulevée par la politique de « reconstruction » vis-à-vis du Sud, plusieurs événements importants se produisirent, aux États-Unis, sous les administrations Johnson et Grant.

En 1866, les deux mondes furent reliés, à travers l'Océan, par le premier câble télégraphique sous-marin, et en 1867 l'Alaska fut acheté à la Russie pour la somme de $7,200,000. En 1869, on posa le dernier rail du grand chemin de fer transcontinental aboutissant à San Francisco, et en 1871 fut signé un traité avec l'Angleterre pour le règlement de plusieurs questions litigieuses, entre autres celle si controversée des dommages causés à la marine de l'Union par le fameux croiseur confédéré « Alabama ». L'Angleterre dut payer alors aux États-Unis la somme de $15,500,000.

Mentionnons encore les deux terribles incendies de Chicago et de Boston, en 1871 et 1872, puis la désastreuse panique financière de 1873, dont les effets devaient se répercuter si longtemps après. Enfin, c'est sous la seconde administration du général Grant qu'eut lieu en 1876, à Philadelphie, la grande Exposition du Centenaire, qui fut toute une révélation de la prodigieuse puissance industrielle des États-Unis.

271. **Résumé.** — Après la guerre, les radicaux du congrès qui désiraient consommer l'humiliation du Sud, réussirent à faire adopter un 14e amendement à la constitution pour donner aux nègres le droit de suffrage. Tous les États du Sud, moins le Tennessee, rejetèrent cet amendement, et le congrès, pour ramener l'obéissance, dut organiser les États récalcitrants en districts militaires. Dans la suite, ces États rebelles acceptèrent l'un après l'autre les conditions du congrès, mais ce ne fut toutefois qu'en 1877 que toutes traces d'occupation militaire disparurent définitivement. En 1868, le général Grant, arrivé à la présidence, voulut user de plus de modération vis-à-vis du Sud, mais il en fut empêché par les radicaux, qui détenaient le pouvoir dans les deux

chambres, et seule la candidature Greely, en 1872, avec ses menaces de scission dans les rangs du parti républicain, put ramener tous les intransigeants à des sentiments plus humains. Plusieurs événements importants d'un autre ordre marquèrent les administrations Johnson et Grant. Citons entre autres la pose du premier câble transatlantique, la complétion du chemin de fer transcontinental aboutissant à San Francisco, le règlement de l'affaire de l'Alabama, et la grande exposition du centenaire à Philadelphie.

CHAPITRE II

LES TROUBLES OUVRIERS — LES DÉBATS SUR LE TARIF

272. **L'élection Hayes-Tilden.** — L'élection présidentielle de 1876 fut excessivement vive et contestée, au point même que le résultat du scrutin resta longtemps incertain et que le sort des deux candidats en présence, Rutherford B. Hayes et Samuel Tilden, dut être remis à une commission composée de membres du congrès et de juges de la cour suprême. Ces commissaires, au nombre de quinze, se prononcèrent suivant leurs convictions politiques, et enfin le républicain Hayes fut déclaré élu avec un vote de 185 collèges électoraux, tandis que son concurrent en possédait 184. Ce fait est ici significatif, et montre les énormes progrès que le Sud avait déjà réalisés à cette époque, dans la voie de son émancipation morale et dans la reprise de possession de ses droits.



RUTHERFORD B. HAYES

273. **Les troubles ouvriers de 1877.** — L'administration du président Hayes n'est remarquable par aucun événement bien important. Il faut cependant faire exception pour les terribles troubles ouvriers de 1877, succédant à la grève formidable qui avait été décrétée par les employés du chemin de fer Baltimore-Ohio. Les villes de Pittsburg, Chicago et Saint-Louis furent alors, entre autres, durant plusieurs jours, le théâtre de conflits sanglants que les milices eurent beaucoup de peine à

réprimer. Ces terribles émeutes, qui firent craindre un moment à un recommencement de guerre civile, coûtèrent alors la vie à une centaine de personnes, et les pertes matérielles se montèrent à au delà de trois millions de dollars.

274. **L'assassinat de Garfield.** — Aux élections de 1880, c'est encore un républicain, James A. Garfield, qui l'emporte sur le candidat des démocrates, le général W. S. Hancock ; mais il était à peine entré à la Maison Blanche qu'il tombait lâchement assassiné, victime de la balle d'un obscur solliciteur éconduit, du nom de Guiteau. Il fut remplacé par le vice-président Chester A. Arthur, qui était fort populaire parmi les « Stallwarts», ainsi qu'on nommait alors tous ceux qui s'étaient déjà déclarés favorables à la réélection de l'ex-président Grant pour un troisième terme d'office.



JAMES A. GARFIELD

275. **L'administration Arthur.** — L'administration Arthur se fait remarquer par l'adoption de plusieurs lois importantes. En premier lieu il y eut l'acte du service civil de 1883, pour combattre le système des « dépouilles aux vainqueurs », et assurer la permanence des employés administratifs. Mentionnons encore la loi dirigée contre les Mormons et proscrivant la polygamie, puis celle visant à opposer une digue à l'immigration chinoise.



CHESTER A. ARTHUR

Dans un autre ordre, il y eut aussi, durant l'administration Arthur, l'inauguration, en 1883, du célèbre pont de Brooklyn, l'une des plus grandes merveilles du monde, édifiée au

coût de seize millions de dollars. Notons encore l'exposition régionale, dite « Cotton Exposition », tenue à Atlanta, Géorgie, en 1881, puis l'exposition dite « World's Exposition », qui fut ouverte à la Nouvelle-Orléans en 1884, dans le but de promouvoir les intérêts du commerce de la vallée du Mississipi avec le Mexique et l'Amérique Centrale.

276. **La première administration Cleveland.** — En 1884, les élections présidentielles, entre le républicain James G. Blaine et le démocrate Grover Cleveland, eurent pour principal objet la question du tarif. Ce fut Cleveland qui fut élu, consacrant ainsi la rentrée au pouvoir du parti démocrate, exclu de l'administration de la chose publique depuis vingt-quatre ans. Le nouvel élu, qui était partisan du libre-échange modéré, s'efforça de faire prévaloir ses idées en économie politique, mais il en fut empêché par le sénat, où les républicains étaient encore tout-puissants, et il se contenta alors de faire la guerre aux monopoles, en frappant de son *veto* plusieurs projets de loi favorables aux « trusts ». Il donna aussi plus d'extension à l'acte du service civil de 1883, et s'efforça par tous les moyens à sa disposition d'en assurer le bon fonctionnement.

277. **Résumé.** — Avec le président Hayes, qui arriva à la Maison Blanche en 1877, les États-Unis entrent dans la phase aiguë de la lutte entre le capital et le travail. De terribles émeutes éclatent à Pittsburg, Chicago et Saint-Louis, à tel point même qu'on crut un moment à un recommencement de la guerre civile. James A. Garfield, élu à la présidence en 1880, fut assassiné l'année suivante, et le vice-président Arthur lui succéda. Celui-ci se fit surtout remarquer par la détermination qu'il apporta à combattre le système des « dépouilles aux vainqueurs » inauguré par le président Jackson. En 1885, les démocrates reviennent au pouvoir avec le président Cleveland, partisan d'un système protectionniste modéré, mais l'opposition du sénat fit échouer toute tentative sérieuse de remaniement de tarif, et M. Cleveland dut se contenter d'empêcher les faiseurs de « trusts » d'aller trop loin, en frappant d'interdiction plusieurs projets de loi qui leur étaient favorables. On doit aussi au président Cleveland d'avoir suivi les voies déjà tracées par son prédécesseur M. Arthur, en améliorant derechef l'acte du service civil de 1883, et en cherchant par tous les moyens à en assurer le bon fonctionnement.

CHAPITRE III

LE RÉGIME PROTECTIONNISTE — LA QUESTION DE L'ARGENT

278. **Le tarif McKinley.** — Les républicains reprirent le pouvoir en 1888, avec le président Benjamin Harrison. Il s'était agi, à cette élection, de décider si les électeurs appuieraient le président Cleveland qui, en décembre 1887, s'était déjà prononcé pour une diminution de certains droits exorbitants, afin de mieux égaliser les recettes et dépenses du gouvernement. La défaite de Cleveland, qui s'était présenté contre Harrison, équivalait à une recrudescence de la politique protectionniste, et cela d'autant plus que les républicains avaient maintenant la majorité dans les deux chambres du Congrès. Aussi n'y eut-il pas lieu d'être surpris quand, au cours de la session 1890-91, M. McKinley, alors représentant de l'Ohio, réussit à faire adopter son projet de loi, qui était bien la mesure la plus anti-libre-échangiste que les États-Unis eussent encore vue.



BENJAMIN HARRISON

279. **Le bill Sherman.** — Outre le tarif McKinley il faut noter, parmi les événements importants qui se sont produits sous l'administration Harrison, la mesure du sénateur John Sherman, votée pour effectuer un compromis avec les partisans de la frappe libre de l'argent, et décrétant l'achat mensuel, par le Trésor, de 4,500,000 onces d'argent. Le congrès vote aussi, vers ce temps-là, les premiers crédits considérables afin de doter les États-Unis d'une puissante marine de guerre, pouvant soutenir la comparaison avec celles des grandes puissances.

280. **Première poussée de l'impérialisme.** — C'est sous l'administration Harrison que les États-Unis sortent pour la première fois de leur sphère d'action naturelle, strictement limitée jusqu'ici aux mers américaines, et manifestent l'intention, non seulement d'exercer au loin

leur protectorat, mais même de posséder des colonies. En d'autres termes, c'est ici qu'on voit poindre les premiers indices de cette politique « impérialiste » qui devait finir en peu d'années par recruter tellement d'adhérents qu'elle est maintenant en passe de devenir l'un des principaux facteurs dans l'orientation des destinées de la grande République.

281. **L'annexion des îles Hawaï.** — Ce mouvement, à coup sûr fort curieux, fut provoqué en 1893 par une révolution qui se produisit aux îles Hawaï. La reine de ces îles ayant alors décrété une constitution que les résidents étrangers jugeaient menaçante pour leurs intérêts, cette souveraine fut déposée, et l'on installa un gouvernement provisoire en même temps que l'on invoquait la protection des États-Unis. Dans la suite, des commissaires furent envoyés à Washington pour négocier un traité d'annexion qui, d'abord approuvé par Harrison, puis révoqué sous la seconde administration Cleveland, ne fut définitivement adopté qu'en 1898, à la suite du succès foudroyant de la guerre hispano-américaine.

282. **La seconde administration Cleveland.** — C'est encore la question du tarif qui fit tous les frais de l'élection présidentielle de 1892, et Cleveland s'étant présenté de nouveau, l'emporta cette fois haut la main sur Harrison, avec sa « platform » d'un tarif strictement limité aux besoins du revenu. On avait donc tout lieu de croire que c'en était fait des droits élevés du projet de loi McKinley, et cela d'autant plus que, pour la première fois depuis l'administration Bachanan, les démocrates avaient la majorité dans les deux chambres du Congrès. Cependant il n'en fut pour ainsi dire presque rien. A la vérité, le tarif Wilson, qui fut présenté en décembre 1893, et fut adopté par la chambre des représentants, décrétait de fortes réductions, mais le sénat



LE PRÉSIDENT CLEVELAND

refusa de se prêter aux mêmes vues économiques, et, en définitive, quand les deux chambres purent enfin s'entendre, le bill était devenu à ce point méconnaissable qu'il ne différait plus guère sensiblement du projet McKinley, qu'il s'était tout d'abord agi de combattre.

283. **L'Exposition de Chicago.** — Le grand événement de la seconde administration Cleveland fut la superbe Exposition tenue à Chicago, en 1893, en commémoration du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Cette exposition riva-



L'EXPOSITION DE CHICAGO

lisait même, pour la beauté, la variété, et l'ordonnance, avec celle tenue précédemment à Paris, en 1889, et il n'y eut qu'un cri d'admiration, chez tous les visiteurs, devant la merveilleuse évocation de la Cité Blanche (White City), qui semblait plutôt quelque ville féerique jaillie soudainement, de par la volonté d'un nouvel Aladin, du fond des eaux du lac Michigan.

284. **La question de l'argent.** — Les élections présidentielles de 1896 offrirent cette particularité de rouler sur un sujet jusqu'ici entièrement nouveau en politique américaine : la question monétaire soulevée par les discussions entre partisans de l'or et partisans de l'argent, les uns soutenant que l'or devait rester le seul et unique étalon des échanges, les autres demandant la mise en vigueur d'un régime de bimétallisme mettant les deux métaux sur un pied égal. On s'imagine les profondes perturbations économiques qui auraient pu s'ensuivre, si l'on songe que l'argent, par suite de son abondance, est aujourd'hui tombé à près de la moitié de la valeur

qu'il possédait il y a quelque vingt ans, et que ses partisans, aux États-Unis, n'exigeaient rien moins que de l'égaliser à la valeur de l'or dans la proportion de 16 à 1

285. **McKinley au pouvoir.** — Les partisans de l'or, ou « Gold Bugs », comme on se plut alors à les appeler avec W. McKinley à leur tête, l'emportèrent sur William Jennings Bryan, candidat des démocrates ralliés à l'argent. Le majorité républicaine, toutefois, bien qu'assez forte, ne fut pas aussi considérable qu'on aurait pu le penser, la plupart des États du Sud et de l'Ouest, ayant alors donné leurs votes au candidat Bryan, orateur fort populaire et possédant en outre une grande prise sur les classes ouvrières.



WM. MCKINLEY

286. **Résumé.** — Les républicains ayant repris le pouvoir, en 1888, avec M. Harrison, il s'ensuivit une recrudescence de la politique protectionniste, politique résumée dans le fameux tarif McKinley qui fut adopté en 1891. En même temps on effectuait un compromis avec les partisans de la frappe libre de l'argent, par l'adoption du bill Sherman décrétant l'achat mensuel de 4,500,000 onces d'argent. C'est aussi vers cette époque que l'on remarque les premiers indices de la politique impérialiste où les États-Unis vont bientôt s'engager, d'abord à la suite des événements d'Hawaï, puis, plus tard, lors du succès foudroyant de la guerre hispano-américaine. En 1893, M. Cleveland, ayant ressaisi le pouvoir, les remaniements de tarif revinrent de nouveau sur le tapis, et eurent pour résultat l'adoption du projet de loi Wilson, qui ne différait guère, en somme, du tarif McKinley. Mais le grand événement de la seconde administration Cleveland fut la merveilleuse Exposition de Chicago, qui évoqua des témoignages d'admiration de l'univers entier. Les élections présidentielles de 1896 se firent surtout sur la question de l'argent, que venait de soulever le candidat des démocrates, William Bryan. Ce fut le candidat républicain, M. McKinley, qui l'emporta, en ralliant à lui la masse des États du Centre et de l'Est.

CHAPITRE IV

LA GUERRE HISPANO-AMÉRICAINE

287. **Le tarif Dingley.** — La question de l'argent ayant été momentanément résolue par la victoire de M. McKinley, les débats sur le tarif reprirent de plus belle, et un nouveau remaniement fut alors opéré sous le nom de tarif Dingley. Mais des questions de politique étrangère allaient maintenant fournir un tout autre aliment aux préoccupations des hommes d'État de la république, et accumuler en quelques mois des événements d'une importance telle que les États-Unis sont du coup sortis de leur obscurité relative pour prendre rang parmi les grandes puissances militaires du monde.

288. **L'insurrection cubaine.** — Depuis de longues années déjà, l'état d'insurrection permanente où se trouvait la population de l'île de Cuba était l'objet d'un échange presque continuel de notes diplomatiques entre Madrid et Washington. Le sentiment d'aigreur qui en était résulté, aux États-Unis, vis-à-vis de l'Espagne, s'intensifiait en outre par suite du bouleversement apporté dans les relations d'affaires entre les ports cubains et américains, et l'on en était arrivé peu à peu, par une pente naturelle, à soutenir que le gouvernement de Washington avait seul qualité pour intervenir, et au besoin pour imposer sa volonté, afin de tenter de mettre fin à l'état de choses dont on se plaignait.

289. **L'explosion du « Maine ».** — Au commencement de 1898, la crise en était arrivée à son état aigu, et aux États-Unis, on ne parlait plus de rien moins que de s'interposer à la place de l'Espagne pour en finir une bonne fois avec l'insurrection cubaine, sans s'attarder un seul instant à penser que les expéditions de flibustiers, parties des ports américains, et sur lesquelles trop souvent on fermait volontairement les yeux, devaient entrer pour une bonne part dans le maintien de l'état de guerre. Cependant, et en dépit de tout cela, la diplomatie, qui en avait vu déjà bien d'autres, aurait peut-être pu réussir à trouver un *modus vivendi* pour durer encore quelques années, lorsqu'un événement, d'une portée aussi considérable qu'il était de soudaineté foudroyante, se produisit, qui souleva un long cri d'horreur par tous les États-Unis et ne laissa plus d'autre solution que celle d'un appel aux armes. Nous voulons parler de l'effroyable sinistre de la soirée du 15 février 1898, alors que le croiseur américain le « Maine » s'engloutit à la Havane, dans une

mystérieuse et inexplicable explosion, avec les sept huitièmes de son équipage.

290. **Remise de l'ultimatum.** — L'effet de cette catastrophe fut instantané, et il n'y eut partout qu'un seul cri : « Vengeons le Maine ». Les préparatifs militaires furent poussés avec activité, car il était devenu dès lors évident que rien ne pourrait plus retenir le pays sur la pente où il se trouvait engagé, et que le président Mc-Kinley lui-même, débordé de tous côtés, allait être bientôt forcé de déclarer la guerre. En effet, le 20 avril, des résolutions étaient adoptées par le congrès, déclarant que le peuple de Cuba devait être libre et indépendant, et demandant l'abandon immédiat par l'Espagne de son autorité sur la Perle des Antilles. En même temps, le président était autorisé à employer les forces entières des États-Unis pour mettre à exécution ces résolutions.

291. **Le blocus de Cuba.** — L'Espagne ayant refusé de recevoir notification des résolutions du congrès, les relations diplomatiques furent rompues dès le lendemain, 21 avril, et immédiatement l'escadre de l'amiral Sampson, réunie à Key West, faisait route pour la Havane et établissait le blocus de toute la côte nord de Cuba. Quelques jours se passèrent ensuite à capturer quelques navires de commerce espagnols, et à échanger des coups de canon avec les forts de la Havane, de Matanzas et de Cardenas. Cependant, et à la surprise générale, ce ne fut pas de ce côté que se porta le premier effort sérieux de la marine américaine, mais aux lointaines Philippines, c'est-à-dire aux antipodes.

292. **La victoire de Manille.** — Le 1er mai, au lever du jour, l'escadre de l'amiral Dewey, qui avait son point d'attache à Hong-Kong, forçait l'entrée de la baie de Manille, et surprenait au mouillage, devant Cavite, l'escadre de l'amiral Montijo.

Ce fut tôt fait des quelques navires insuffisamment armés et mal protégés du commandant espagnol, car en deux heures la puissante artillerie des vaisseaux américains les avaient tous incendiés et coulés. Fait extraordinaire, et jusqu'ici sans précédent dans les annales des batailles navales : non seulement l'escadre américaine n'avait éprouvé aucun dommage sérieux, mais pas un marin américain n'avait été tué, alors que, du côté des Espagnols, 400 tués et 600 blessés témoignaient de la précision du tir et de la puissance d'armement des navires des États-Unis.

A la fin de cette même journée, l'arsenal de Cavite tombait aussi au pouvoir des Américains qui, n'ayant

pas avec eux des troupes de débarquement, ne purent toutefois mettre ce succès à profit pour s'emparer de Manille.

293. **Cervera et Sampson.** — Cependant l'objectif principal de la campagne restant toujours l'île de Cuba, le gouvernement de Madrid avait décidé d'y envoyer sa meilleure escadre réunie aux îles du Cap-Vert sous les ordres de l'amiral Cervera. Cette escadre se mit en route le 29 avril, et son départ causa la plus vive émotion aux États-Unis, qui voyaient déjà leurs côtes ménacées. Comme il importait, avant de tenter un débarquement de troupes, de paralyser les mouvements de l'amiral Cervera, l'escadre de blocus de l'amiral Sampson reçut instructions de chercher à rencontrer les vaisseaux espagnols pour leur livrer combat. Mais l'amiral Cervera, en manœuvrier d'une habileté consommée, sut dérober sa marche et arriva inopinément à Santiago de Cuba, sur la côte sud de l'île.

294. **En garde devant Santiago.** — Le commandant espagnol ne comptait rester que quelques jours à Santiago, juste le temps de s'y ravitailler, puis reprendre la mer. Mais le manque de facilités pour l'embarquement du charbon le retint plus de temps qu'il n'avait prévu, et quand enfin il voulut sortir, il trouva l'étroit goulet donnant accès à la rade, bloqué par les deux puissantes escadres réunies de l'amiral Sampson et du commodore Schley. Sortir dans ces conditions, c'était courir à une destruction certaine, d'autant plus que, pour enfermer plus étroitement les vaisseaux espagnols, ou plutôt les « embouteiller », les Américains avaient coulé dans le chenal, avec une audace inouie, un grand navire charbonnier, le « Merrimac » ce qui compliquait encore davantage la manœuvre.

295. **Débarquement du général Shafter.** — L'amiral Cervera jugea alors plus utile de rester, pour coopérer à la défense de la ville de Santiago, menacée par le corps expéditionnaire du général Shafter, que les autorités de Washington venaient de se décider de diriger de ce côté, de préférence à la Havane, afin d'en finir une fois pour toutes avec la flotte espagnole.

Le 21 juin, la petite armée du général Shafter prenait terre à Baiquiri, sous la protection des canons de l'escadre américaine, et à partir de ce moment la prise de Santiago n'était plus qu'une question de quelques jours, car la ville, maintenant bloquée par mer et investie par terre ne pouvait plus offrir aucune résistance sérieuse.

296. **Bataille de El Caney.** — Cependant, il en de-

vait coûter cher aux Américains avant d'arriver à être les maîtres. Le 1er juillet, ayant tenté un premier assaut décisif pour s'emparer des hauteurs d'El Caney, qui dominaient la ville, ils ne purent y arriver qu'avec des pertes relativement énormes, se montant à près de 2,000 hommes tant tués que blessés. C'est à ce point que, le lendemain, 2 juillet, le général Shafter, effrayé de la résistance des Espagnols, adressait une dépêche désespérée à Washington pour annoncer que, à moins de secours immédiats, il lui serait impossible de s'emparer de la ville.

297. **Destruction de la flotte de Cervera.** — Ces secours devaient lui venir du côté même où il avait le moins de raison d'en espérer, c'est-à-dire de l'amiral Cervera qui, sur un ordre formel du maréchal Blanco, s'apprêtait alors à jouer son va-tout en tentant sa malheureuse sortie du 3 juillet.

Ce jour-là, à 9½h. du matin, les navires espagnols sortaient du goulet à toute vapeur, et, appuyés par les batteries de terre, se dirigeaient rapidement à l'ouest. Immédiatement les navires américains leur donnèrent la chasse, et cela avec un tel succès que, à 2 h. de l'après-midi, il ne restait plus rien de l'escadre de l'amiral Cervera. En outre, l'amiral lui-même était prisonnier avec 1300 hommes de ses équipages, et 600 marins espagnols avaient péri. D'autre part, cette brillante victoire ne coûtait aux Américains qu'un homme tué et deux blessés, et, comme à Cavite, pas un seul de leurs navires n'avait été sérieusement endommagé.

298. **Les dernières opérations.** — La destruction de l'escadre de Cervera fut le point tournant des opérations, car il n'y a aucun doute que le découragement qui en résulta parmi les Espagnols contribua beaucoup à précipiter le dénouement. Le 17 juillet, la garnison de Santiago capitulait avec les honneurs de la guerre, et peu après le général Miles, ayant débarqué un corps d'armée à Porto-Rico, se mettait en marche vers San Juan sans rencontrer de résistance. Aux Philippines, l'arrivée du corps expéditionnaire du général Merritt, envoyé pour prêter main-forte à l'amiral Dewey, ne faisait plus de la capitulation de Manille qu'une question de deux ou trois semaines. L'Espagne se décida alors à demander la paix.

299. **Le traité de paix.** — Le 27 juillet, les pourparlers diplomatiques commencèrent, à Washington, par l'entremise de M. Cambon, ministre de France, et ces pourparlers se terminèrent le 12 août par la signature d'un protocole aux termes duquel l'Espagne cédait Porto-Rico

et l'une des îles Ladrones aux États-Unis, renonçait à sa souveraineté sur Cuba, et réservait la question de déterminer le sort des Philippines à un congrès de plénipotentiaires chargés de faire les conditions de la paix.

Dans l'intervalle, Manille avait capitulé, et le général Augustin, au début de l'attaque combinée de la flotte et de l'armée américaines, avait quitté la ville et pris passage pour Hong-Kong. La guerre était finie.

Le 28 novembre suivant, le traité de paix qui fut signé à Paris consommait l'écrasement de l'Espagne, car ce malheureux pays fut alors forcé de céder aux États-Unis, pour vingt millions de dollars, le riche archipel des Philippines, c'est-à-dire à peu près tout ce qui lui restait de son immense empire colonial de jadis.

300. **La guerre aux Philippines.** — Jusque-là les Filipinos, maintenant délivrés de l'Espagne, avaient vécu en assez bonne intelligence avec les Américains. Ils avaient formé un gouvernement, et n'attendaient plus que le départ des troupes américaines pour installer leur capitale à Manille. Mais le traité de Paris, qui cédait leur pays aux États-Unis, leur causa une cruelle désillusion en leur démontrant qu'ils n'avaient fait que changer de maîtres.

Leur résolution fut vite prise, car, le 5 février suivant, ils s'avançaient aux portes de Manille et attaquaient l'armée américaine sur toute la ligne. On sait ce qui s'ensuivit, et comment les troupes d'Aguinaldo, insuffisamment armées, mal aguerries, et indisciplinées, furent chassées en peu de mois de tous les postes qu'elles occupaient, en ne laissant derrière elles que ruines et désolation. Actuellement, dix-huit mois après l'ouverture des hostilités, la guerre dure toujours, si l'on peut toutefois appeler guerre la période d'extermination des Filipinos qui a fait suite aux premières batailles rangées, et qui ne rappelle que trop les sanglantes hétacombes ordonnées jadis, aux États-Unis, pour venir à bout de la résistance des Indiens dans le Far-West.

301. **Résumé.** — Avec M. McKinley au pouvoir, les débats sur le tarif reprirent de plus belle, mais la question de Cuba vint bientôt orienter les esprits vers un autre côté. L'opinion était déjà fort montée contre l'Espagne, quand l'explosion du « Maine » rendit la guerre inévitable, et les hostilités s'ouvrirent le 20 avril 1898 par le blocus de la côte nord de Cuba. Le 1er mai, l'amiral Dewey surprend la flotte espagnole, en rade de Manille, et la détruit complètement. De son côté, l'amiral Cervera fait voile pour les Antilles, et se réfugie à Santiago de Cuba, où la flotte américaine, accourue à temps, l'empêche de prendre le large. Pendant ce temps-là, l'armée

du général Shafter menace Santiago par terre, et livre un premier assaut le 1er juillet. Deux jours plus tard, l'amiral Cervera, obéissant à des ordres reçus, tente une sortie. Tous ses vaisseaux sont détruits l'un après l'autre, et lui-même est fait prisonnier avec ce qui reste de ses équipages. Deux semaines après, Santiago capitule et bientôt le gouvernement de Madrid, jugeant toute lutte inutile, se décide à demander la paix. Un protocole, signé le 12 août, fixe les conditions de la cessation des hostilités, et, le 28 novembre suivant, la paix est conclue à Paris par un traité cédant aux États-Unis Porto-Rico, les Philippines, et l'une des îles Ladrones. En même temps l'Espagne abandonnait tous ses droits de souveraineté sur Cuba. Le 5 février 1899, les Filipinos, mécontents d'être cédés aux Américains, commencent les hostilités aux portes de Manille, et, après une série de défaites successives, sont forcés de battre en retraite et bientôt mis en pleine déroute. Actuellement, l'état de guerre existe encore, guerre surtout faite de meurtres, de pillage et d'incendie, et nul ne peut prévoir quand cessera ce triste état de choses.

TABLEAU ANALYTIQUE (DE GRANT A MCKINLEY)

ANDREW JOHNSON, 1865-69	264-265-266 **L'humiliation du Sud.**	Le 14e amendement. Les noirs sur le même pied que les blancs. La dictature militaire.
	267 **Malheur aux vaincus.**	Un véritable règne de terreur.
ULYSSE S. GRANT, 1869-77	268 **Grant arrive au pouvoir.**	Il est impuissant à mâter les radicaux.
	269 **La candidature Greely.**	Les radicaux se montrent plus conciliants.
	270 **Récapitulation générale.**	Le premier câble océanique. L'achat de l'Alaska. Le chemin de fer transcontinental. L'affaire de l'Alabama. Les conflagrations de Chicago et de Boston L'exposition du centenaire.
R. B. HAYES, 1877-81	272 **L'élection Hayes-Tilden.**	185 contre 184 collèges électoraux.
	273 **Le capital et le travail.**	Le sang coule à Pittsburg, Chicago et Saint-Louis.
GARFIELD-ARTHUR, 1881-85	274-275 **L'administration Garfield-Arthur.**	Assassinat de Garfield. L'acte du service civil de 1883.

GROVER CLEVELAND, 1885-89	276	**Première administration Cleveland.**	La rentrée des démocrates au pouvoir. La guerre aux trusts.
BENJAMIN HARRISON, 1885-93	278	**La victoire républicaine de 1888.**	Recrudescence de la politique protectionniste. Le tarif McKinley.
	279	**Le bill Sherman.**	Un compromis avec les partisans de la frappe libre de l'argent.
	280-281	**Premiére poussée de l'impérialisme.**	Nouveaux crédits pour la marine. L'annexion d'Hawaï.
GROVER CLEVELAND, 1893-97	282	**La seconde administration Cleveland.**	Reprise de la lutte pour les ramaniements du tarif. Le projet de loi Wilson.
	283	**L'Exposition de Chicago.**	Une merveilleuse évocation.
WM MCKINLEY- 1897-1891 — GUERRE AVEC L'ESPAGNE	284-285	**McKinley et Bryan.**	La lutte sur la question de l'argent.
	287	**Le tarif Dingley.**	
	288-289	**La guerre avec l'Espagne.**	L'insurrection cubaine. L'explosion du « Maine ».
	290	**Vengeons le « Maine ».**	McKinley est forcé de déclarer la guerre.
	291-292	**A Cuba et aux Philippines.**	Le blocus de Cuba. La victoire de Manille.
	293-294	**Autour de Santiago.**	L'amiral Cervera échappe à la flotte américaine. Embouteillage d'un nouveau genre. L'échouemént du « Merrimac ».
	295-296	**A l'assaut de Santiago.**	Le bédarquement à Baiquiri. Bataille de El Caney.
	297	**Destruction des vaisseaux espagnols.**	Une sortie désastreuse. L'amiral Cervera est fait prisonnier.
	298	**Les dernières opérations.**	Capitulation de Santiago. Conquête de Porto-Rico.
	299	**Le traité de paix.**	L'Espagne abandonne ses droits sur Cuba. Cession de Porto-Rico, des Philippines, et d'une des îles Ladrones.
	300	**La révolte des Philippines.**	Défaite des troupes d'Aguinaldo. Guerre d'extermination.

CONCLUSION

Le pays dont nous venons de raconter l'histoire, présente le plus remarquable phénomène de progrès matériel que le monde ait jamais vu. Sa population s'élève aujourd'hui à plus de 70 millions, sa fortune publique représente la somme de 110 milliards de dollars, et le réseau de ses chemins de fer est plus considérable que celui de tous les pays d'Europe réunis.

C'est surtout depuis la guerre civile que le mouvement progressif des États-Unis a pris un essor vraiment extraordinaire, l'accroissement de la richesse publique ne représentant pas moins que le chiffre prodigieux de 60 milliards de dollars, pour les quarante dernières années qui viennent de s'écouler. Ajoutons que la grande république américaine est le pays du monde qui se suffit le plus aisément à soi-même, grâce à la variété des produits de son sol, et l'on aura une idée de la puissance colossale en réserve représentée aujourd'hui par les 45 États sur lesquels flotte la banière étoilée.

Contrairement à ce qui se passe en Europe, toutes les forces vives de la nation contribuent, aux États-Unis, au développement du pays, et concourent à la création de la richesse publique. L'instruction même, vise à abréger le plus possible au jeune homme le temps de ses études, et a surtout pour objet de le mettre le plus rapidement possible en état d'accomplir sa mission. En somme, un merveilleux instrument de démocratie, et qui était bien celui qui convenait le mieux à la jeune société américaine, dévorée d'ambition et enfiévrée par la chasse à l'Almighty Dollar.

Signalons ici cependant la grande lacune qui existe dans l'enseignement américain : il lui manque le cachet religieux, ou plutôt les écoles américaines tout en faisant parade d'indifférentisme, sont, de par l'esprit qui les anime, essentiellement protestantes. Ce système constitue pour les catholiques une criante injustice, car les contributions scolaires pèsent sur eux comme sur tous les autres citoyens, et il leur faut en plus faire les frais de leurs écoles confessionnelles.

D'autre part, et bien que toutes les ambitions aient le champ libre pour parvenir à la richesse, la concentration des capitaux entre les mains de quelques millionnaires, concentration encore accrue depuis peu par la formation de « trusts » gigantesques, a donné naissance à toute une armée de prolétaires dont les rangs ne font que grossir d'année en année. C'est au point même qu'on peut dire que nulle part ailleurs,sans en excepter l'Angleterre, ne se constate un tel écart entre l'extrême richesse et la condition précaire de la masse de la nation. On en jugera du reste par le fait que les dernières statistiques établissent que plus de la moitié de la fortune nationale est concentrée entre les mains de trente mille individus, et que deux mille personnes seulement détiennent plus du quart de la richesse des quarante-cinq États réunis.

Autre indice inquiétant pour l'avenir. Le militarisme, commence à s'implanter chez nos voisins, depuis l'écrasement de l'Espagne, qui a démontré à l'univers que la république américaine était maintenant une puissance avec laquelle il fallait compter. L'armée régulière a aujourd'hui atteint un chiffre considérable, et des armements formidables se poursuivent dans tous les chantiers de marine. Bien plus, l'annexion de Porto-Rico et des îles Philippines a fait naître, surtout chez les républicains, toute une politique de conquête et d'agrandissement qu'on a résumée d'un mot : l'Impérialisme. C'est sur cette question que se font les élections présidentielles de cette année (1900), qui auront leur dénouement au mois de novembre prochain, et c'est là encore le courant qui a déterminé l'intervention toute récente des États-Unis en Chine, où les soldats américains ont marché à l'assaut de Pékin, côte à côte avec les armées des grandes puissances de l'Europe.

Cependant, et si les symptômes alarmants ne manquent pas aux États-Unis — d'une part l'antagonisme entre le capital et le travail, et d'autre part un esprit guerrier pouvant pousser aux pires aventures — n'oublions pas qu'une grande force milite chez nos voisins en faveur de l'ordre et de la paix. Nous voulons parler du sentiment religieux qui, tout en étant superficiel chez une grande partie de la population, n'a jamais cessé, en somme, depuis les premiers temps des puritains, d'animer et d'inspirer le corps social américain. A Washington, les séances du congrès s'ouvrent toujours par des prières et les messages des présidents à l'époque du Thanksgiving, pour remercier le Très-Haut des grâces accordées durant l'année, ressemblent plutôt à des mandements d'évêque qu'à des proclamations de chef d'État.

Parmi les défenseurs de l'ordre, l'Église catholique américaine figure aujourd'hui au premier rang. Née dans la persécution, et longtemps proscrite et ignorée, son influence moralisatrice est maintenant reconnue par tous les protestants sincères, dont un bon nombre vont même jusqu'à prédire que les États-Unis lui devront peut-être un jour d'être sauvés de l'anarchie et des horreurs d'un nouveau 93.

Quelle merveilleuse éclosion, aussi, depuis 1634, époque où les lords Baltimore, en fondant le Maryland, offrent un refuge aux catholiques anglais persécutés dans leur pays. Voilà pourtant l'origine du catholicisme aux États-Unis. Dans la suite, les puritains renversent le gouvernement des Baltimore ; mais au moment de l'Indépendance, lors de la lutte contre l'Angleterre, les Français, qui offrent leur concours aux Américains, ravivent le mouvement catholique. En 1790, Mgr John Carroll, d'une illustre famille du Maryland, est sacré premier évêque. C'est désormais l'Église constituée. Ici, la France intervient encore : les Sulpiciens exilés offrent leurs services à l'éminent évêque, qui s'empresse de les accueillir. Au commencement du siècle, il n'y a qu'un évêque, 1 diocèse, 50 prêtres et 90,000 fidèles ; et maintenant !

Maintenant, ils sont légion, et sont répartis par toute l'étendue de l'Union, de l'Atlantique au Pacifique. Qu'on en juge plutôt, par ce tableau de la hiérarchie dans le pays.

Pour la totalité du territoire, on compte maintenant, aux États-Unis, 14 archevêques, 69 évêques, 4 vicaires apostoliques, 7,296 prêtres, 1,621 étudiants ecclésiastiques, 6,755 églises, 1,700 chapelles, 1,733 stations de missions, 36 séminaires diocésains ou scolasticats religieux, 85 collèges ecclésiastiques, 618 académies de jeunes filles, 2,621 écoles paroissiales fréquentées par 492,949 enfants, 449 institutions de bienfaisance.

Les Américains, dans leurs recensements, ne comprennent pas les dénominations religieuses ; aussi l'estimation de la population catholique totale est-elle seulement probable. On peut dire, cependant, qu'il y a environ 2,000 fidèles pour un prêtre, ce qui donne un chiffre total de 13 à 14 millions de catholiques.

On le voit, ainsi que nous le disions plus haut, l'extension du catholicisme aux États-Unis est réellement prodigieuse. Nous dirons aussi qu'un semblable développement, au milieu d'influences adverses, ne peut que faire augurer favorablement des destinées du beau et grand pays que forment aujourd'hui les États-Unis d'Amérique.



TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

LA PÉRIODE COLONIALE

Fondation et développement des colonies anglo-américaines

LIVRE DEUXIÈME

LES GUERRES INDIENNES ET LE CONFLIT AVEC LA FRANCE

LIVRE TROISIÈME

LA GUERRE DE LA RÉVOLUTION

LIVRE QUATRIÈME

LA PÉRIODE DE DÉVELOPPEMENT

LIVRE CINQUIÈME

LE NORD ET LE SUD

LIVRE SIXIÈME

GUERRE DE SÉCESSION

LIVRE SEPTIÈME

LA RÉPRESSION DANS LE SUD — LA LUTTE ENTRE LE CAPITAL ET LE TRAVAIL — LA POLITIQUE IMPÉRIALISTE — LA GUERRE AVEC L'ESPAGNE

